



Parti Communiste du Pérou

Développer la guerre populaire pour servir la révolution mondiale

1986

« Une grande révolution ne peut pas ne pas passer par une guerre civile. C'est une loi. Si l'on ne voit que le côté négatif de la guerre et non son côté positif, on n'a qu'une vue partielle du problème de la guerre. Et, parler uniquement du caractère destructif de la guerre est nuisible à la révolution populaire. »

« Si nous sommes attaqués par l'ennemi, c'est une bonne chose, car cela prouve que nous avons tracé une ligne de démarcation bien nette entre l'ennemi et nous. Et si celui-ci nous attaque avec violence, nous peignant sous les couleurs les plus sombres et dénigrant tout ce que nous faisons, c'est encore mieux, car cela prouve non seulement que nous avons établi une ligne de démarcation nette entre l'ennemi et nous, mais encore que nous avons remporté des succès remarquables dans notre travail. »

Président Mao Zedong

I. SIX ANS DE GUERRE POPULAIRE

SITUATION DE LA SIXIÈME ANNÉE

Le 17 mai fut la date du sixième anniversaire du début de la guerre populaire au Pérou ; il y a six ans le Parti Communiste a pris les armes pour réaliser la révolution démocratique, qui doit mettre fin à l'exploitation et à l'oppression de l'impérialisme, principalement yankee, du capitalisme bureaucratique et de la féodalité subsistante.

Cela afin de conquérir le pouvoir pour le prolétariat et le peuple, dans le contexte de la révolution mondiale tout en le servant.

Depuis lors et sous les drapeaux invaincus du Marxisme-Léninisme-Maoïsme et de la pensée guide, se développe le chemin d'encercler les villes à partir de la campagne ; on développe la guerre révolutionnaire à la campagne et dans les villes de manière coordonnée.

La campagne étant le théâtre principal, de l'action armée et le secteur urbain le théâtre complémentaire, mais nécessaire : en synthèse, une guerre révolutionnaire ; en essence, une guerre paysanne dirigée par le Parti Communiste, dont le cœur est la création de bases d'appui.

Les années écoulées peuvent se synthétiser ainsi : 1980 celle du début de la lutte armée, de la guerre de guérilla.

1981 et 1982, celles du déploiement de la lutte de guérillas et de l'émergence des Comités Populaires, du Nouveau Pouvoir d'ouvriers, de paysans, de petits bourgeois, de la dictature conjointe, établie sur la base de l'alliance ouvrière-paysanne, dirigée par le prolétariat par l'intermédiaire de son Parti.

1983 et 1984 les années de lutte autour du rétablissement/contre-rétablissement.

C'est-à-dire d'un côté la guerre contre-révolutionnaire pour écraser le Nouveau Pouvoir et rétablir l'Ancien et de l'autre la guerre populaire pour défendre, développer et construire le Pouvoir Populaire récemment surgi.

Ce fut une lutte dure entre les forces armées réactionnaires et l'Armée Populaire de Guérilla et de 1985 à aujourd'hui, une période de continuation de défense, de développement et de construction pour le maintien des bases d'appui et pour l'expansion de la guerre populaire dans toutes les Andes, du Nord au Sud.

Depuis 1983, la révolution péruvienne se déploie sous la grande conception stratégique-politique de « conquérir des bases » et sous la conception militaire de développer la guerre populaire, appliquant principalement la guerre de guérillas complétée par des actions guérilleras de sabotage, d'anéantissement sélectif et de propagande et d'agitation, pour accomplir la tâche centrale de créer, maintenir et développer des bases d'appui et d'étendre à tout le territoire la guerre populaire, selon la fluidité que la guerre de guérillas impose non seulement au Nouvel État, mais aussi à toutes les formes de la construction et du travail révolutionnaires.

C'est dans ce plan fondamental de « Conquérir des bases » que se place l'actuel « Plan du grand bond », soumis à la stratégie politique spécifique de « deux républiques, deux voies, deux axes », c'est-à-dire : deux républiques, celle du vieil État péruvien réactionnaire et la République Populaire de Démocratie Nouvelle en formation.

Deux voies, la vieille qui ne conduit nulle part, celle des élections qui ne sert qu'à maintenir l'ordre d'exploitation, et la nouvelle, celles des armes qui est en train de transformer la société péruvienne en fonction du peuple.

Deux axes, la grande bourgeoisie en tant que tête de la dictature de classes existante au service de l'impérialisme, du capitalisme bureaucratique et de la servi-féodalité, le passé noir et déshonorant en cours de destruction, et le prolétariat qui, représenté par son Parti Communiste, la révolution démocratique qui, triomphante, ouvrira portes au socialisme et, continuant avec des culturelles, fondu dans la grande épopée de la révolution mondiale, pénétrera dans l'avenir : le communisme, but unique, nécessaire et inéluctable auquel généraliser l'humanité ne peut pas renoncer.

Stratégie politique qui par l'intermédiaire de la stratégie militaire de généraliser la guerre de guérilla, se concrétise en quatre campagnes de contenus spécifiques.

SUR LA GUERRE CONTRE-RÉVOLUTIONNAIRE

Comme cela devait arriver - puisque toute guerre se livre entre deux camps - la guerre contre-révolutionnaire s'est insurgée contre le développement de la guerre populaire.

Nécessairement, l'État péruvien, la dictature des grands bourgeois et des propriétaires terriens, sous la protection de l'impérialisme yankee principalement, a défendu son existence menacée.

Au début, en minimisant le problème afin de conserver sa fausse image démocratique et continuer à percevoir des capitaux-prêts ou investissements, cet État a lancé ses forces policières qui, au milieu des abus, des outrages et des crimes, ont été battues de façon humiliante et obligées à abandonner la campagne pour se réfugier dans les capitales de province ou de département des régions en conflit.

Toutes les opérations policières montées, avec une propagande aussi scandaleuse que déconcertante, ont ainsi échoué et les Premiers Comités Populaires sont nés.

Face à l'apparition du Nouveau Pouvoir, la réticence du gouvernement de Belaunde à l'intervention des forces armées réactionnaires s'est brisée.

L'impératif de classe des exploités et oppresseurs s'est imposé et les Forces Armées (Armée de terre, Marine de guerre et Force aérienne) c'est-à-dire la colonne vertébrale de l'État, ont été chargées du rétablissement de l'ordre public avec l'appui des Forces de Police (Garde civile, Garde républicaine, Renseignements généraux), mettant en état d'urgence et sous contrôle politico-militaire, la région d'Ayacucho, Huancavelica et Apurimac, depuis décembre 1982 jusqu'à aujourd'hui.

Cet état d'urgence a été ensuite étendu à d'autres zones des départements de Pasco, Huanuco et San Martín, avec des différences, mais qui subsiste encore pour l'essentiel.

L'imposition de l'état d'urgence et du couvre-feu à Lima et Callao depuis début février 1986 a été un fait nouveau marquant de ce contrôle militaire.

Ainsi, la propre capitale de la république et avec elle plus de six millions de personnes, s'ajoutent à celles déjà soumises à l'autorité militaire. Le résultat est que sept millions et demi d'habitants sur une population péruvienne de vingt millions se trouvent sous l'autorité militaire.

D'une part, un million et demi sous contrôle politico-militaire absolu et effréné, soumis à des maîtres, propriétaires de vies et d'haciendas, caciques locaux ressuscités en uniforme, hauts justiciers.

Alors que, six millions de personnes au centre de la démocratie si vantée, vivent sans garantie ni droits, exposées aux abus de pouvoir, au piétinement des droits et à l'assassinat sous l'autorité martiale qui s'autorise même le droit d'interdire des actes artistiques dans des spectacles qui ont pourtant été autorisés par eux-mêmes.

Comment les forces armées ont-elles conduit la guerre contre-révolutionnaire ?

Elles ont suivi fondamentalement les conceptions de leur maître, l'impérialisme yankee, la théorie qu'il a établie de la guerre contre-révolutionnaire, basée sur son expérience, principalement celle

issue du Vietnam et en particulier celle acquise dans le combat contre la lutte armée en Amérique Latine, spécialement en Amérique Centrale.

Voilà, la source théorique essentielle, à laquelle s'ajouta l'expérience « antiterroriste » d'Israël et de ses pairs d'Argentine, ainsi que l'assistance de l'Allemagne Fédérale, de Taïwan, de l'Espagne, etc.

A cela s'ajoute l'expérience des quelques mois de lutte anti-guérilla de 1966 et celle - plus circonscrite - de leur lutte dans La Convention.

Les opérations sont sous les ordres du Commandement Conjoint des Forces Armées qui agissent suivant ce qui est déterminé par le Conseil de Défense Nationale dirigé par le Président de la République, soit Belaunde soit Alan Garcia.

De là résulte leur responsabilité directe et inéluctable dans tout ce qui est exécuté en plus, de la direction politique qui. fait d'eux les premiers responsables de la guerre contre-révolutionnaire.

En synthèse, ils ont appliqué la stratégie bien connue, de la contre-révolution mondiale pour combattre la lutte révolutionnaire, la subversion armée et la guerre populaire.

Stratégie qui a été vaincue de façon répétée, écrasée et battue parfaitement et complètement par la guerre populaire, montrant ainsi au monde, à nouveau, la supériorité de la stratégie du prolétariat sur celle de l'impérialisme.

Masses contre masses

Quand la Force Armée est entrée en scène, il y a bien trois ans qu'elle étudiait la guerre révolutionnaire.

Plus encore, elle avait assisté et planifié les actions des Forces de Police. Elle est entrée ainsi avec un avantage et, évidemment, comptant sur des moyens humains et matériels supérieurs à ceux de la Police.

Elle a mis immédiatement en marche son plan d'utiliser les masses contre les masses, en suivant la vieille méthode impérialiste d'opposer natifs contre natifs.

Elle a d'abord utilisé des contingents préalablement préparés, choisis parmi des réservistes et des paysans liés aux caciques locaux et aux voleurs de bétail, qu'elle manipulait comme des agents et des infiltrés au sein de la paysannerie, en liaison avec le réseau d'espionnage qui, dès les années 1970, fut remonté.

Sur cette base d'agents infiltrés, d'espions et de mouchards, avec l'aide des autorités, des caciques locaux grands et petits, et en plus de ses valets, la Force Armée a formé des bandes armées qui, sous le commandement militaire et dans des actions combinées avec les forces policières et armées (dont les membres agissaient souvent déguisés en paysans ou en policiers) ont déclenché la terreur blanche dans les campagnes assassinant des militants, des combattants, des dirigeants des masses, et des paysans, déclenchant de véritables chasses aux révolutionnaires et aux éléments avancés, cela accompagné de vols, de viols, de tortures, saccages, incendies et tueries.

Ils ont ainsi appliqué la politique sinistre de tout voler, tout brûler et tuer tout le monde.

Ultérieurement, ils ont, par la terreur blanche et sous la menace de mort, soumis une partie des masses.

De cette manière on a vu surgir des masses sur lesquelles on faisait pression, sous le contrôle immédiat des paramilitaires et obligées d'appuyer la guerre contre-révolutionnaire en faisant des surveillances, en arrêtant et assassinant des guérilleros en participant à des opérations de destruction contre des communautés et des villages voisins ou même éloignés, en participant à des opérations de recherche et de persécution de guérillas.

Des masses sous pression qui ont été par la suite groupées avec celles des zones avoisinantes pour former des hameaux stratégiques, sous contrôle militaire direct.

Là en plus de les empêcher de circuler librement puisqu'on ne peut pas aller tout seul même pour travailler et de les contrôler constamment, on les soumet à la militarisation en les organisant en « rondes » et « comités de défense » en les obligeant à s'armer de façon rudimentaire et plongées dans la famine et la misère, on leur a imposé de participer à des actions militaires de terreur blanche et à la guerre contre-révolutionnaire.

En conclusion, bien que les forces policières aient aussi été utilisées comme chair à canon par les forces armées, de même que les soldats, les matelots et les simples soldats de la force aérienne, c'est la masse soumise à des pressions qui constitue la principale et vraie chair à canon dans le plan sinistre d'opposer les masses aux masses, d'opposer les natifs aux natifs.

Des masses soumises à des pressions qui ont été et sont toujours placées en avant-garde dans les attaques et opérations réactionnaires ou placées autour des forces armées répressives comme parapets protecteurs.

Des masses soumises à des pressions qui ont souffert 2 600 morts (y compris les membres des paramilitaires), presque cinq fois plus que le nombre du côté des forces armées et policières (sans compter les centaines de leurs infiltrés, agents et mouchards).

Le génocide

Mais les forces armées, ne pouvant mettre un frein à la guerre populaire avec leur politique de masses contre masses, ont eu recours au plus noir, pervers et criminel génocide, ce qui constitue une des plus grandes infamies de l'histoire républicaine du Pérou.

L'intervention militaire a montré, déjà dès ses débuts, des traits génocides clairs : Huambo, Iquicha, Huaychao, etc... sont des exemples.

A propos de ce dernier, le président Belaunde l'a salué et appuyé de façon cynique en tant que « réponse gaillarde de la paysannerie d'Ayacucho au terrorisme ».

Il est important d'éclairer que lui-même avait approuvé et autorisé de telles actions et que, publiquement, non seulement il avalisait mais il appelait au génocide.

Voici le démocrate autoproclamé humaniste et chrétien respectueux de la constitution et des lois, baigné pour toujours dans le sang du peuple qu'il a commencé à verser à flots y compris celui des journalistes assassinés par trahison et de façon lâchement à Uchuraqay.

En 1983, dans le département d'Ayacucho, anéantissement de la paysannerie et la destruction de communautés et de petits villages commença.

A Espite, province de Cangallo, en juin, les masses furent mitraillées depuis des hélicoptères et des grenades furent lancées contre la population qui cherchait à fuir dans les collines.

Au mois de juillet, à Oqopeja et à Uchuraqay -des villages de la province de Huante-, les masses furent de la même façon mitraillées et anéanties avec des grenades.

Et à Paccha, village de Vinchos, province de Huamanga, la plupart furent assassinés et le reste de la population ramenée à Lima.

En juillet, dans la ville d'Ayacucho, les premiers cadavres apparaissent, monstrueusement torturés et gisant dans les rues et dans les alentours ; dans les deux mois précédant les élections municipales de novembre, plus de 800 personnes furent jetées dans les rues, cruellement assassinées, achevées après une torture bestiale.

A Sivia, province de La Mar, en novembre, en représailles à une embuscade subie par l'Armée, ils arrêtaient 60 personnes dont 20 furent assassinées de façon arbitraire.

Un mois avant, à Silico, province de Huante, ils jetèrent des grenades et tirèrent sur les masses pour la première fois.

Parachevant ces tueries, le jour des élections, à Socos, province de Huamanga, le détachement policier en place assassina plus de 50 personnes qui participaient à une fête de mariage, après les avoir torturées ; officiellement, il y eut 37 morts.

A toute cette terreur blanche réactionnaire, dans le même département, s'ajouta l'apparition de camps de concentration, de grandes centres de torture massive et sinistre, contrôlés par l'Armée de terre dans la caserne « Los Cabitos » de la ville d'Ayacucho, à Totos (Cangallo) et à Qoisa et Pichari (La Mar), et à Huante sous la responsabilité de la Marine.

Dans celui de Totos, plus de 100 personnes furent enterrées clandestinement jusqu'en juillet 83 ; plus de 20 furent égorgées, les plus torturés enterrés vivants et de nouveaux prisonniers obligés à creuser des fosses de plus de trois mètres de profondeur, puis poussées dedans, tandis que d'autres y étaient jetés les pieds et poings liés.

Là-bas la torture est du sadisme brutal et pour terroriser encore plus le peuple, des têtes d'égorgés sont clouées sur des piquets.

Mais le génocide ne concerne pas qu'Ayacucho. En octobre 83, il s'étendit aussi au département de Pasco, centre minier du pays. Là-bas, à Chinche, hameau de la province d'Alcides Carrion, 45 paysans furent abattus.

Et le 13 novembre, jour des élections municipales, à Parabamba, province de Tayacaja, département de Huancavelica, la population fut mitraillée depuis trois hélicoptères, plus de 50 personnes moururent, en représailles à l'embuscade que la guérilla avait faite à une patrouille de l'Armée de terre ce jour-là. En 1984, le génocide, exprima des caractéristiques macabres et a atteint l'horreur.

Les forces armées principalement, mais aussi policières, montrèrent leur haine noire et pourrie,

furieuse, aveugle et enragée contre le peuple dans leurs efforts frustrés de mettre fin à la guerre révolutionnaire isolant les guérillas des masses paysannes pauvres en particulier ; une fois de plus, selon se tradition, la réaction armée s'acharna sur la chair et le sang du peuple désarmé.

Voyons quelques-uns des « heroïsmes » qui font désormais partie du patrimoine de leur fausse gloire et de leur orgueil sans fondement.

Les massacres génocides

Dans le département d'Ayacucho, fin juin, ils assassinèrent 150 personnes dans la zone de San Francisco. En juillet : le 5, ils assassinent 30 paysans à Chiera, le 8, après l'opération de Rosario, ils en tuent 40, le 12, ils anéantissent 30 à Pomabamba, le 15, en représaille de l'action d'Apecheta, ils en assassinent 17, le 16 on trouve 25 cadavres, torturés sur la route à Huamanguilla.

En août : le 3, on trouve 37 cadavres torturés à Puramanta, le 18, on trouve 17 cadavres d'enfants, et d'adolescents torturés à Cocahuichum, sur la route Via Libertadores et 8 cadavres dont 2 enfants, à Leompata, le 27, on trouve 19 assassinés à Sajrarumi et le 21 à San Francisco.

En septembre : le premier, à Churrubamba et Misquibamba, il y e 23 paysans assassinés. Le même mois, dans le département de ban Martin, à Paraiso, province de Mariscal Cecerem, ils assassinent 22 paysans.

Dans le département ale Huancavelica, entre le 16. et le 23 octobre, l'opération de l'Armée de Terre assassine 75 paysans à Milpo et 15 à Pillo-Pachamarca.

En novembre : le 19, de nouveau à Ayacucho, ils liquident 50 paysans à Putis et Chullay, Lucmaguaiaqo, Vilcabamba, département de Cuzco, des soldats d'Andahuaylas et des paramilitaires assassinent 22 paysans les 23 et 20 et à nouveau le 26.

De nouveau à Huancavelica, le 6 décembre, des forces de police tuent 38 paysans à Cuni, près de Maras dans la provinoe d'Acobamba. Et le même mois, à Ayacucho, on trouve 18 cadavres à Ayahuarcuna.

Dans le cadre de cette sinistre vague génocide en 1984, il est important de faire ressortir quelques actions, aussi dans le département d'Ayacucho, concernant juin et juillet: à Vinchos, ils liquidèrent 40 commissaires de Comités Populaires ; à Remillapata, ils fusillèrent deux enfants de 9 et 11 ans avec leur mère et avec leur père qui était Commissaire de Sécurité et à Mayopampa ils jetèrent un commissaire dans une maison en flammes.

Ce sont de vils assassinats qui montrant l'acharnement et la férocité au point de fusiller même les enfants pour être simplement fils des membres du Nouveau Pouvoir, exprimant monstrueusement la haine et la crainte que le Pouvoir leur inspire.

A Balcon soixante dix marins font une incursion et assassinent 18 paysans, parmi lesquels 6 enfants dont les cadavres sont emportés par les assassins ; un tiers de morts furent des enfants, par ce que l'assassinat d'enfants est une politique persistante pour intimider et faire plier les parents, ainsi qu'un moyen pervers et banal pour corriger spécialement les révolutionnaires.

Cependant, montrant un méprisant sarcasme, ils revinrent le jour suivant, apportant des aliments, cherchant ainsi à acheter le peuple, mais ils furent rejetés avec une vive et juste colère.

Après l'embuscade à Pichari, la Garde Civile « méritante » arrêta un camion qui transportait des passagers, les fit descendre et les liquida ; des forces de base de l'Armée Populaire de Guérilla les enterrèrent, ils étaient vingt, mais on les rendit responsables de l'assassinat.

Il s'agit aussi d'une autre politique habituelle des forces réactionnaires de se déguiser avec des vêtements paysans pour commettre leurs forfaits, des pillages, des violations, des incendies, des rasages et des crimes effrayants et plus particulièrement sur des enfants, pour les imputer aux guérilleros, cherchant ainsi à les opposer aux masses.

Un exemple c'est la liquidation de 50 paysans par la Marine, pendant la période mentionnée ci-dessus, dans un endroit nommé Azangaro, à 20 minutes de Luricocha.

Voilà un exemple de la façon d'effrayer massivement : à San Francisco, quand les paysans descendaient vers la forêt pour la récolte ils, furent abattus de façon arbitraire sans même leur demander leurs papiers.

A Huamanguilla, ils assassinèrent 9 paysans, mais un d'entre eux fut brûlé ; cette méthode est très habituelle pour servir d'exemple aux autres, avec l'acharnement contre ceux qu'ils considèrent corne communistes ou guérilleros.

Un autre exemple semblable : à Chuschi, le 10 janvier 1983, ils attachèrent de la dynamite sur un paysan et le firent sauter en criant « Ainsi meurent les terroristes ! ».

Ainsi, cette politique barbare fût appliquée dès le début de l'intervention des forces armées et se poursuit jusqu'à maintenant.

Dans cette noire vague de mort, le rasage s'étendit. Un exemple, c'est l'opération à Incaraqay où, après avoir tout volé, ils incendièrent 500 maisons.

Et l'extermination alla jusqu'à faire disparaître des villages. Ainsi, le 15 juillet, l'Armée de terre avec l'appui des paramilitaires, liquida toute la population de Quinuas et fit disparaître totalement le village, l'effaçant de la carte.

Mais ce n'est pas tout, la terreur blanche continue à s'acharner de façon infâme sur le peuple : le 22 août, toujours en 1984, il y eut une opération de la Marine à Sivia, en représailles d'une embuscade ; la Marine arrêta alors 50 jeunes de façon arbitraire et les fusilla ; de cette manière, rivalisant avec les fascistes allemands qui incendièrent l'Europe pendant la IIe Guerre Mondiale, ils assassinèrent 10 fils du peuple pour chaque membre de la Marine tombé au combat.

Et le 10 novembre, la Marine, avec l'appui de la Garde Républicaine, acheva 40 paysans à Ouimbiri, après les avoir torturés sauvagement à Luisiana ; c'est un échantillon expressif de la constante politique de ne pas laisser de traces pour cacher les crimes, exterminant les victimes.

DÉCOUVERTE DE FOSSES

Une autre bouleversante preuve du génocide pratiqué par les Forces Armées fut la découverte de fosses, spectacle, macabre et effrayant qui secoua la conscience nationale avec un inextinguible cri blessé d'hommes, de femmes et d'enfants détruits, vies brisées du peuple, converties en furieuse clameur historique de justice de classe que seule la révolution armée en marche pourra satisfaire.

Constante dénonciation intarissable de la barbarie avec laquelle l'État péruvien réactionnaire se défend utilisant ses Forces Armées sous la direction du gouvernement de service « accio populiste » ou « apriste » avec Belaunde ou Alen Garcia, puisqu'est en jeu la même dictature de classe, le même ordre d'exploitation et d'oppression régnant.

Dans le département d'Ayacucho, le 19 août 1984, on trouva une fosse avec 10 cadavres sur la Via de Los Libertadores ; le 22 du même mois et de la même année, une fosse avec 30 morts sur la route Huanta-Maya, à 30 kilomètres de Huanta.

Le 23, on trouva 7 fosses avec 89 cadavres en état avancé de décomposition à Pucayacu ; cette découverte agita profondément l'opinion publique dechainant la condamnation et la répudiation des masses contre les Forces Armées et le gouvernement de Belaunde alors en place.

Le commandement politico-militaire de la zone était le général Adrian Huaman Centeno et le responsable direct de la tuerie, le capitaine de corvette, Alvaro Artaza Adrianzén, Alan Garcia Pérez essaya de nommer le premier de nouveau chef de la même région d'Ayacucho et Barrante, l'appela « le général paysan ».

On ouvrit un procès au second, dans son propre corps. d'armée, la Marine, et sous l'actuel gouvernement apriste, il eut un avancement, son dossier fut classé et on l'envoya en Espagne pour le protéger.

Le même jour, on trouva une fosse avec 30 cadavres à Ayahuarcuna (Macachacra) ; le 25, d'autres fosses à Ouinua et Muyuri, et le 28, une fosse avec 12 personnes égorgées à Cocahuischaca, Via de los Libertadores.

En septembre, les paysans dénoncent l'existence de fosses à Toldorumi, Zamatapampa et Usutapampa, dans la province Victor Fajardo et à Pichuyrumi et Oarpaciasa à Cangallo.

Ces dénonciations comme beaucoup d'autres ne reçurent aucune attention de la part des autorités ou des grands journaux, dans le but d'occulter la dimension réelle du génocide.

Le 13 du même mois, sont découvertes 3 nouvelles fosses avec 50 morts à Iribamba ; le 14, on trouva une fosse avec 5 cadavres à Luricocha et, à Qasa-Orqo, une autre avec 10 morts torturés, le 18, une fosse avec 5 morts à Yanaorqo.

En octobre : le 18 une fosse avec 25 cadavres à Vado Chico (Huanta), le 20, une avec 8 morts à Capitan-Pampa, une autre avec 3 morts à Ayahuarcuna et une troisième avec 5 morts à Iribamba ; le 25, 4 nouvelles fosses avec 41 cadavres à Vado Chico; et le 28, une avec 4 morts à Laurente (Huanta).

En novembre : le 13, une fosse avec 15 cadavres à Huamanguilla, le 19, on trouve 3 fosses avec 45 personnes assassinés à las Vegas, au niveau du vingt-cinquième kilomètre sur la route Ayacucho-Huanta; et le 22, on trouve 3 fosses avec 10 cadavres à Neque.

Le génocide continue en 1985, quoique son intensité ne soit pas la même.

Jusqu'à la fin du mandat de Belaunde, il faut faire remarquer que la découverte de fosses communes à Ayacucho a continué.

Ainsi, en janvier, le 11, on trouve une fosse à Paqueq(Huanta) avec 4 morts ; le 16, on trouve quatre fosses : une à Huamanguilla avec 11 cadavres, une autre à Coinciana (Huanta) avec 5, une troisième à Pava avec 3 cadavres et une autre à Pacha avec 16, les deux dernières dans la province de Huamangie ; le 10 mars, on trouve 2 fosses avec 30 cadavres près de Huante.

Et en plus la tuerie continue, dans la même région, comme le démontrent les données suivantes : le 23 février à Canaire ils assassinèrent 50 paysans ; le 26 juin à Miopata-Suco(Huanta), ils abattirent 12 paysans.

Et au mois de juillet: le 9, ils égorgèrent et dépecèrent 8 paysans à Manzanayoq et le 8 à Pacamarca, les deux dans la province de Cangallo, et le 12, ils assassinèrent 12 paysans, saccagèrent et incendièrent à Waracayoq et à Chacari 5 paysans.

Mais le génocide commence à s'étendre au département de Huanuco ; le 21 février on trouva une fosse avec 5 cadavres à Alto Pacae ; le 22 ils assassinèrent 12 paysans à La Soledad, et le 30 une autre fosse avec 7 morts à Aucayacu ; en mars ils assassinèrent 30 paysans à Arancay, et le 27 juin est découverte une fosse avec 11 cadavres à Yanajanja (Nuevo Progreso).

Ainsi, le gouvernement de l'Action Populaire qui commença le grand bain de sang dans le pays, finit complètement baigné dedans, et l'ex-président Belaunde, plongé dans l'opprobre du génocide, duquel il ne pourra jamais se libérer, nous laissant une leçon précieuse : plus les gouvernements en place de l'État Péruvien prônent la « démocratie », les « droits de l'homme » et la « paix », plus ils déchaînent la famine, la misère, la répression, la terreur et la mort jusqu'au génocide furieux contre le peuple péruvien..

Et depuis le début du gouvernement de l'Apra, dirigé par Garcia Pérez, comment se développe la guerre contre-révolutionnaire, ainsi que les problèmes à propos. desquels on parle?

A nouveau, dans la région où le commandement politico-militaire n°5 opère, dont le centre principal des opérations est le département d'Ayacucho, le 2 août commença une opération qui ravagea des villages à Huambalpa, Carhuanca, Pujas, Vilcashuaman, Vischongo et Cangallo, et le 10, Huamanmarca fut rasé et 7 paysans assassinés.

Le 14 août, le Pérou fut secoué par le génocide d'Aqomarca ; au lieu dit Llocllapampa, 8 fosses contenant 69 cadavres furent découvertes plus 2 assassinés à Piteq, 1 à Yuraqera, 1 à Mayopampa, 2 à Ahuaqpampa et 3 à Queqata ; ils furent tous barbaquement abattus par l'Armée de terre : ils entourèrent le village, traquèrent les paysans, séparèrent les hommes des femmes et des enfants, violèrent, saccagèrent, mitraillèrent, achevèrent, brûlèrent, incendièrent ce qui restait et enterrèrent dans des fosses les morceaux et les restes des cadavres impossibles à identifier.

Au milieu de la fanfare, de verbiage démagogique sur « la révolution », « l'État national, démocratique et populaire », « la démocratie », « le respect des droits de l'homme », « ne pas répondre à la barbarie par la barbarie », « pacification », combattre avec « la loi à la main », et d'autres bagatelles jetées au gré du vent par le gouvernement de l'Apra, Aqomarca explosa, dévoilant la réalité, mettant en évidence la tromperie, mettant en miettes la fiction des dupes et démasquant pour la énième fois l'opportunisme.

Après on vit arriver l'agitation parlementaire, la farce des gestes et les soit-disant mesures présidentielles, les critiques à corps et à cris et les transactions accommodantes de l'opposition, tandis que le peuple avec sa répudiation et sa condamnation avance dans l'éclaircissement de

l'ambiance politique raréfiée.

Plus d'une année s'est écoulée, des chefs furent changés, on considéra responsables les lieutenants Telmo Hurtado, Paz Bustamente et Rivera Rondon, les commissions présentèrent leurs rapports, etc., etc.

Et aujourd'hui Telmo Hurtado a été promu, et suit un perfectionnement à l'étranger, peut-être aux États-Unis ou dans un endroit sous son contrôle. Paz B. aussi été promu et Rivera R. aura sa promotion en 1987, et l'investigation, le procès que l'armée de terre avait commencé ?

Un silence sépulcral, et la sanction de dix jours de rigueur que l'inspection militaire proposa contre le lieutenant Hurtado, a-t-elle été appliquée? Et la justice? Comme pour le cas de Pucayacu, seule la révolution triomphante pourra l'imposer.

Mais « la lutte avec la constitution et la loi à la main » continue. Entre le 28 août et le 4 septembre 60 paysans sont assassinés à Huambalpa ; le 28 août, une nouvelle fosse avec 7 cadavres est découverte à Pucayacu.

Et l'application « démocratique » de « la lutte avec la constitution et la loi à la main » se poursuit: en septembre, jusqu'au 25, les villages d'Actamarca, Umaru, Incaragay, Pantin Tankiwa, Cochapata, Mayopampa et Manallasaq furent rasés.

Le 2 et 3 septembre, un nouveau génocide : Umaru et Bellavista, 66 morts, le 2 il y a 29 personnes assassinés à Bellavista et le 3 un deuxième génocide immédiat, 37 paysans abattus, parmi lesquels 11 enfants de moins de 9 ans.

Le 13 du même mois, 7 témoins de Llocllapampa furent tués, parmi lesquels un enfant de neuf ans.

Le 28, 4 fosses contenant plus de 80 cadavres sont découvertes à Totorá, près de Sachabamba. Dans le département de Huànuco, à Huàcar, province d'Ambo, 4 fosses avec 14 cadavres sont découvertes.

Et, dans le département de San Martín, à Situyi, province de Mariscal Cáceres, on trouve une fosse avec 7 personnes assassinées. Le 4 octobre la société péruvienne est à nouveau secouée par un autre génocide, cette fois-ci dans la capitale même de la république, dans la prison de Lurigancho où 30 prisonniers de guerre sont assassinés et 23 sont blessés devant les yeux de sept mille internés.

Continuant le plan pré-établi et cherchant à faire plier les prisonniers de guerre pour frapper la révolution, les Llapan Atic, corps anti-subversif de la Garde Républicaine, furent lancés, armés jusqu'aux dents, contre le pavillon britannique que ces « accusés de terrorisme » occupaient.

Face à l'impuissance de ne pouvoir faire plier la résistance héroïque, de la dynamite fut utilisée ainsi qu'un chargeur frontal pour ouvrir une brèche dans les murs, afin de jeter ensuite de la dynamite à l'intérieur du pavillon, ainsi que des bombes lacrymogènes et incendiaires.

Et après l'assaut, ils achevèrent les blessés, brûlèrent vivants et frappèrent violemment les survivants, pour finir en incendiant le pavillon et ainsi, effacer les traces de leur crime génocide monstrueux.

Mais malgré ces efforts pervers pour étouffer et occulter les faits, la vérité fit son chemin,

démasquant plus encore le gouvernement de l'Apra et sa responsabilité inéluctable dans cette nouvelle et perverse barbarie.

Le 2 novembre à Uchuyunga, province de La Mar, Ayacucho, 19 paysans sont assassinés ; et à la fin de l'année, les masses de San Martin dénoncent des tueries à Aucayacu, Campo Grande, Venenillo, Madre Mia et Palo de Acero.

Et en 1986, la situation continue, les faits suivants sont suffisants pour le montrer : le 21 janvier à Churupampa, près de Huanta, on trouve 7 cadavres ; à Uchiza, département de Huanuco, 30 personnes furent assassinées en février, et, dans le département de Pasco, dans les hameaux « Ocho de diciembre » et « Independencia », en représailles à une incursion de la guérilla, cinq paysans sont fusillés aux portes de leurs propres maisons.

En synthèse, le gouvernement apriste de Garcia Pérez suit le même génocide que le belaudisme commença.

DISPARUS

Une partie du génocide est la politique des disparus. Elle a commencé dès l'entrée des Forces Armées et est devenue beaucoup plus intense pendant l'année 1984, continuant jusqu'à aujourd'hui, précisément ces derniers mois, les dénonciations concernant les disparitions sont en train d'augmenter à nouveau.

Les disparus se comptent par milliers, mais toutes les dénonciations et protestations se brisent face au mutisme officiel qui nie ou ignore les plaintes déposées et qui, en dépit de tout, offre pour seule réponse le silence.

Cette politique perverse pratiquée depuis longtemps par la réaction et développée actuellement, trouve un précédent immédiat dans le sinistre plan de disparitions du gouvernement militaire argentin qui, pendant les années 70 a baigné son peuple dans le sang, augmentant son ignominie avec des dizaines de milliers de disparus.

La politique appliquée ici est semblable et frappe aussi les masses populaires les plus pauvres, plus particulièrement les paysans, dont les noms ne sont pas apparus publiquement par manque de documents, du fait des limitations et persécutions qui frappent leurs familles, et qui constituent pourtant la majeure partie des milliers de non-retrouvés parce qu'ils gisent dans l'ombre de fosses encore inconnues ou de cimetières clandestins de multiples camps de concentration, à côté des restes d'autres fils exemplaires du peuple, de la classe et de la révolution.

Ces milliers de disparus constituent une autre accusation historique implacable qui sapera les bases des forces armées réactionnaires provoquant, sous les coups de boutoir du peuple armé, leur destruction qui accompagnera celle de l'ordre pourri de l'État Péruvien que ces Forces Armées soutiennent.

Et quels sont les résultats de ce génocide? L'assassinat vil et honteux de 8700 péruviens, de huit mille sept cents fils du peuple.

Parmi eux 4700 fils des masses, assassinés, des plus pauvres et des plus exploités, principalement ceux de la paysannerie ainsi que ceux des quartiers pauvres et des bidonvilles, et 4000 disparus des mêmes origines, de la même chair.

Ainsi, la politique du génocide, appliquée par les Forces Armées, a coûté au peuple, au prolétariat, à la paysannerie et à la petite bourgeoisie, 8700 de ses enfants qui sont tombés assassinés, non pas de la façon présentée des positions révolutionnaires, ou qui se disent révolutionnaires tout en étant opportunistes, défenseurs de l'évolution de l'ordre d'exploitation régnant, ni de la façon présentée par les plumitifs dissimulés ou découverts, défenseurs du système, et encore moins, de la façon présentée par la réaction et ses complices selon laquelle le génocide est produit de la guerre populaire.

Non! Le génocide est, clairement et concrètement, une politique approuvée et mise en place par le gouvernement de l'État Péruvien selon la proposition de ses propres Forces Armées appliquée par elles-même, aidées par les forces de police de façon sinistre et barbare depuis 1983, intensifiée de manière sanglante et très cruelle en 1984 et appliquée systématiquement jusqu'à aujourd'hui, avec la circonstance aggravante que, malgré son échec, cette politique recommence à s'intensifier, ce qui doit être catégoriquement condamné, en rendant responsables de son application croissante, Garcia Pérez et le gouvernement apriste réactionnaire.

Mais, pourquoi le génocide a-t-il été appliqué ?

Pour contenir la guerre populaire qui a commencé en 1980 et a réussi à établir, fin 1982, le Nouveau Pouvoir cristallisé dans les Comités Populaires, pour écraser la guerre de guérilla, pour écarter les masses de la guerre révolutionnaire, pour détruire le Nouveau Pouvoir et conjurer son développement, pour empêcher le développement de la guerre populaire.

Pour réussir ces objectifs politiques réactionnaires, les Forces Armées, l'armée de terre, la marine de guerre, les forces de l'air, les trois de façon solidaire et avec une distribution planifiée des plans génocides, les trois institutions ont tué en 1983, 1 767 fils des masses et en ont fait disparaître 730.

Jusqu'à cette année là, il n'y avait eu que 14 pertes parmi les masses et aucun disparu. au total, 2 497 assassinés au sein des masses en 1983.

Et en 1984?, la spirale de la politique génocide contre les masses a monté : 2 522 morts et 2 881 disparus, soit en tout 5 403 fils des masses assassinés.

1984 est ainsi le sommet le plus haut du génocide perpétré par les Forces Armées.

Ont-ils atteint leur objectif, écraser la guerre populaire, l'exterminer?

Non, parce que la guerre populaire, comme cela découle de son caractère de classe, a démontré sa supériorité, a prouvé qu'elle était capable d'affronter de violentes, offensives persistantes et sinistres et tout un génocide de grande envergure, de continuer à se développer encore plus endurcie et de s'accroître.

En ces durs temps de forges et d'héroïsme, trompettes turbulentes d'un État Nouveau qui commence à naître, prometteur d'avenir, les masses se montrent prêtes et disposées à changer notre société et sont en train de le faire.

Et le Parti, le Parti Communiste du Pérou, dirigeant la guerre populaire, démontre manifestement sa condition d'avant-garde du prolétariat, sa stricte sujétion au Marxisme-Léninisme-Maoïsme, et sa juste et correcte application aux conditions concrètes et spécifiques de la révolution démocratique

dans le pays.

Plus encore, il démontre qu'avec fermeté et décision, il maintient le cap de la guerre populaire qui marche et qui marchera sans fléchir vers la formation de la République Populaire du Pérou, ouvrant le chemin au socialisme jusqu'à l'objectif final.

La guerre populaire n'a donc pas été écrasée, ralentie ou freinée, mais comme l'acceptent sans pouvoir faire autrement les hauts dignitaires du régime, tout en prétendant toujours la minimiser, et surtout comme le démontrent leurs propres préoccupations, agitation et mesure, la guerre populaire redouble en frappant durement en en se développant.

Ainsi, les plans génocides, le génocide comme sa politique de masses contre masses, ont échoué de même que sa stratégie réactionnaire est aussi en train d'échouer.

A quoi a servi d'opposer les masses contre les masses ? Le génocide ? La stratégie réactionnaire ? Pour baigner une fois de plus, mais comme jamais dans l'histoire républicaine, les Forces Armées de l'État Péruvien dans le sang du peuple.

Le génocide qu'ils ont perpétré se lèvera chaque fois contre eux, attisé par la haine de classe concentrée qu'ils ont renforcée dans les masses avec leur barbarie criminelle.

L'infinie mémoire du peuple a déjà enregistré de façon ineffaçable ce jalon d'infamie. Sa sanction tombera écrasante sur les responsables politiques et militaires, quelque soit le temps qui passera.

Le sang versé de façon sournoise et perverse, qui constitue aujourd'hui une vigoureuse et fracassante accusation publique contre l'État Péruvien et ses Forces Armées et de Police, contre ses dirigeants politiques, chefs criminels de lèse-humanité, ce sang se convertira de plus en plus en drapeau ardent et déployé, tourbillon de la tempête révolutionnaire et, battant lumineusement dans la guerre populaire triomphante, il recevra la justice pleinement rendue qu'aujourd'hui on lui refuse.

Ce qui a été vu et vécu dans la guerre populaire du Pérou nous réaffirme plus profondément la loi inéluctable établie par le Président Mao Zedong: « Tous les réactionnaires tentent d'éliminer la révolution par des massacres de masse, et pensent que plus ils assassinent de gens, plus la révolution sera faible. Mais à l'inverse de ce désir subjectif de la réaction, les faits montrent que plus la réaction assassine de gens, plus grande est la force de la révolution et plus les réactionnaires se rapprochent de leur fin. C'est une loi inéluctable. »

LE SIXIÈME ANNIVERSAIRE DE LA GUERRE POPULAIRE

Selon le marxisme-léninisme-maoïsme appliqué aux conditions concrètes de la société péruvienne, la violence révolutionnaire ou la révolution violente, seule façon de conquérir le Pouvoir et de transformer le monde, se cristallise aujourd'hui en guerre populaire spécifique en tant que guerre paysanne dirigée par le Parti Communiste du Pérou comme représentant du prolétariat, et se développe comme guerre révolutionnaire unitaire, livrée principalement à la campagne et en ville comme complément, en suivant le chemin d'encercler les villes depuis la campagne, dont l'essence est l'établissement de bases d'appui pour, terminant la révolution démocratique instaurer une république populaire.

Un grand jalon qui une fois atteint devra être poursuivi par la révolution socialiste et les révolutions culturelles, toutes sous la dictature du prolétariat exerçant fermement la violence de classe jusqu'à

entrer, avec toute l'humanité dans le glorieux communisme, dans le règne de la vraie liberté.

Présenté de la sorte, apparaissent quatre problèmes fondamentaux qu'il faut prendre en compte: celui du marxisme-léninisme-maoïsme comme idéologie du prolétariat ; celui du parti qui dirige la guerre ; celui de la guerre populaire spécifiée comme guerre paysanne qui suit le chemin d'encercler les villes ; et celui des bases d'appui du Nouveau Pouvoir.

Voyons ces points de façon précise afin de faire le bilan de ce sixième anniversaire.

En ce qui concerne le Marxisme-Léninisme-Maoïsme

Nous assumons la position du prolétariat international, sa condition d'ultime classe dans l'histoire, avec des intérêts de classe propres, différents et antagoniques à ceux des autres classes, et avec un but que seul le prolétariat, dirigeant les peuples du monde, pourra atteindre, le communisme, unique et irremplaçable nouvelle société sans exploités ni exploitants, sans opprimés ni oppresseurs, sans classes, sans État, sans partis, sans démocratie, sans armées, sans guerre.

La société de la « Grande Harmonie », la société radicalement et définitivement nouvelle vers laquelle 15 milliards d'années de matière en mouvement, de cette partie que nous connaissons de la matière éternelle, se dirige nécessairement et irréversiblement, société à laquelle l'humanité doit parvenir mais seulement en traversant le plus haut degré de la lutte des classes qui, s'élevant jusqu'à l'épopée de la guerre populaire, avec les fusils dans les mains de la classe et du peuple armés, détruit à jamais la guerre contre-révolutionnaire, démolit et balaie l'impérialisme et la réaction de la surface de la Terre, jusqu'à ce que l'ombre des fusils de l'invincible guerre populaire qui soutient la dictature du prolétariat, transforme la société à tous les niveaux, détruit et en finisse avec toutes les différences de classe et avec la propriété individuelle des moyens de production, qui en est la racine, en finisse avec la guerre, et que le communisme brille pour tous les Hommes du monde.

En assumant la position du prolétariat nous partons du fait que son idéologie est aujourd'hui le marxisme-léninisme-maoïsme, le maoïsme étant le principal en tant que troisième étape, et développement le plus haut que l'idéologie prolétarienne ait atteint dans son processus historique.

C'est dans ce cadre que nous assumons la position et les intérêts de classe du prolétariat péruvien, en tant que partie de la classe ouvrière internationale.

Parce que c'est seulement à partir du marxisme-léninisme-maoïsme, en tant que doctrine universelle, qu'il est possible de prendre une véritable position pour le prolétariat et combattre pour ses intérêts ici ou n'importe où, parce que l'idéologie du prolétariat est unique comme est unique son développement applicable dans le monde entier.

Par ailleurs, la question du marxisme, dès sa fondation par Marx, passant par Lénine jusqu'au Président Mao Zedong, est celle de l'application de la science marxiste aux conditions de chaque révolution.

Par conséquent, le problème est celui de l'application du marxisme-léninisme-maoïsme aux conditions concrètes de la révolution péruvienne, et, de façon spécifique, en tant que loi universelle de la violence, celui de la guerre populaire à la guerre révolutionnaire dans le pays.

De cette fusion du marxisme avec notre réalité, la pensée-guide surgit et se développe c'est

l'application du marxisme-léninisme-maoïsme aux conditions concrètes de la révolution péruvienne.

En résumé, notre point de départ est la conception du prolétariat international, c'est-à-dire le marxisme-léninisme-maoïsme et la pensée-guide du Président Gonzalo qui sont la base soutenant toute notre action politique, théorique et pratique, sans laquelle il n'est pas possible de servir la classe de façon ferme et conséquente.

En ce qui concerne le Parti

Voyons d'abord sa nécessité, nous traiterons ultérieurement, dans la partie traitant de la construction, son rôle actuel.

La nécessité du Parti pour diriger la lutte pour la conquête du Pouvoir a été établie dès la naissance du marxisme, réitérée par le léninisme et réaffirmée comme transcendante par le maoïsme.

Sans un parti révolutionnaire de type nouveau, marxiste-léninisme-maoïste, il n'y a pas de révolution pour le prolétariat et pour le peuple ; et c'est une grande vérité qu'aucun communiste ne peut mettre de côté sous peine de ne l'être.

Et cette vérité, nous, les communistes péruviens, avons dû l'affronter.

Le Parti Communiste du Pérou a été fondé par José Carlos Mariatégui, le 7 octobre 1928, sur des bases marxistes-léninistes solides, le dotant de thèses fondamentales pour la société péruvienne, le problème de la terre, la domination impérialiste, le rôle du prolétariat péruvien, ainsi que des points programmatiques, une ligne politique générale et des lignes dérivées de celle-ci.

Mais le fondateur mourut en 1930, moins de deux ans après la fondation du Parti, la réalisation d'un congrès de constitution restant même en suspens.

Pour cette raison le Parti n'eût pas le temps de se consolider : c'est alors que déborda ce qu'on voyait venir et Mariatégui et sa ligne furent ouvertement contestés, plus encore cette ligne fut transformée par Ravines.

Ainsi l'opportunisme usurpa la direction du Parti et, dans la lutte entre deux lignes au sein du Parti, il s'imposa avec de très graves conséquences pour la classe et la révolution ; ce fut cette orientation qui mena au crétinisme parlementaire exprimé dans les élections de 1939, servant à la bourgeoisie compradore représentée par Prado.

Ultérieurement pendant la deuxième guerre mondiale, fut célébré le faux « congrès de constitution » qui approuva la dite « unité nationale » en tant que ligne politique générale sous orientation révisionniste, dans sa forme de browderisme, exprimant la capitulation face à l'impérialisme yankee en tant que domination extérieure et face à la bourgeoisie compradore et aux propriétaires terriens en tant que domination locale sous prétexte de lutter contre le fascisme.

C'est une situation qui a mené ultérieurement, sous prétexte d'ouvrir les portes à la démocratie, à participer aux élections de 45 à l'intérieur du « front démocratique national », à côté de l'Apra ; c'était une nouvelle aventure électoraliste qui s'est terminée quand le ballon que le parti était devenu, a éclaté, après le coup d'État d'Odria en 1948.

Au début des années 60, dans le Comité Régional d'Ayacucho commença le développement de la fraction fondée par le Président Gonzalo, comprenant ainsi ce que Lénine enseigna : « Dans le parti, la fraction est un groupe d'hommes unis par la communauté d'idées, crée avec l'objectif principal d'influencer le parti dans une direction précise, avec l'objectif d'appliquer dans le parti ses propres principes sous la forme la plus pure possible. Pour cela est nécessaire une authentique communauté d'idées ».

La fraction surgit résultant de la lutte des classes au niveau mondial, spécialement de la grande lutte entre le marxisme et le révisionnisme qui a servi à la diffusion de la pensée Mao Zedong au milieu des années soixante, et ce fut important et décisif pour la fraction.

De façon concomitante et en tant que base substantive, le propre processus de la société péruvienne, avec son développement du capitalisme bureaucratique, l'approfondissement de la lutte des classes des masses, l'intensification de l'activité politique avec sa propagande croissante sur la lutte armée, et entre autre, la région où la fraction se développait, et dans laquelle la semi-féodalité montrait sa caducité et la paysannerie se réveillait particulièrement combattante, expression d'un processus semblable dans tout le pays.

Dans ce moment, la lutte entre le marxisme et le révisionnisme à l'intérieur du Parti s'est approfondie.

La fraction que dirigeait le Comité Régional, a combattu contre le révisionnisme de Del Prado et de ses acolytes, participant à la Quatrième Conférence Nationale de laquelle ces derniers furent expulsés.

A partir de là, le développement de la fraction se réalise au niveau partidaire.

Le développement du marxisme-léninisme par le Président Mao Zedong et les grandes leçons et expériences du Parti Communiste de Chine ont été d'une importance vitale et décisive dans ce moment où la fraction surgissait.

Depuis lors, l'assujettissement au marxisme-léninisme-maoïsme et le début de son application à notre réalité se développe.

Après la Cinquième Conférence Nationale, en novembre 1965, la fraction dans la lutte entre deux lignes au sein du Parti s'est fixé comme but de se battre pour la construction des trois instruments de la révolution : le parti, la force armée et le front uni, demandant de les ajouter à la ligne politique de la Conférence qui établit comme tâche principale de construire les forces armées révolutionnaires pour la lutte armée.

Mais le poids du révisionnisme gênait et s'opposait de mille manières à l'accomplissement de la tâche principale. Dans ces circonstances, la fraction, reprenant la position de la nécessité de compter sur un Parti idéologiquement uni et organiquement centralisé, se concentre sur « l'héroïque combattant » en posant la « Reconstitution du Parti ».

Celle-ci s'est réalisée en trois périodes chacune avec sa stratégie politique correspondante :

1) Détermination de la Reconstitution guidée par « suivre le chemin d'encercler les villes à partir de la campagne » comme stratégie Politique ; à ce moment-là, la question était de construire un Parti qui dirige la lutte armée suivant ce chemin, le problème paysan et celui de la terre prenaient une

grande importance et mettre le poids du Parti sur la campagne était transcendantal.

De plus, la question décisive de la ligne idéologique et politique a été centrée sur « se baser sur la pensée de Mao Zedong », comme on le disait alors, et dans « réapproprier Mariatégui et le développer », le plus important était de le « développer », il ne suffisait donc pas de le reprendre. deux raisons clés l'exigeaient : le développement du marxisme-léninisme par le Président Mao Zedong, et le développement du capitalisme bureaucratique dans le pays.

A ce moment il y eut une lutte contre le révisionnisme sous sa forme krouchtchévienne et ses manifestations sur plusieurs plans de la vie du parti.

Cette étape se termina avec la Sixième Conférence en janvier 1969 où fut approuvée la « Reconstitution du Parti » ayant comme « base d'unité partidaira, le marxisme-léninisme pensée Mao Zedong (comme on appelait alors, ce qu'aujourd'hui on appelle le maoïsme), la pensée de Mariatégui et la ligne politique générale ».

La période suivante, 2) Application de la Reconstitution, fut guidée par la stratégie politique de « Reconstituer le Parti » selon la base d'unité du parti.

En octobre 1968, eut lieu le coup d'état de Velasco Alvarado, qui assumait les tâches d'approfondir le capitalisme bureaucratique, de corporativiser la société péruvienne suivant une conception politique fasciste, et de conjurer la montée des luttes populaires.

Ce moment se déroule en deux temps : d'abord la lutte contre le liquidationnisme de droite forme de révisionnisme, qui prétendait détruire le Parti en se centrant sur le travail ouvert, de masses et le menant au légalisme ; au niveau strictement politique, il proposait l'expropriation et non la confiscation de la terre et, le plus important, il niait le caractère fasciste du gouvernement.

La fraction assumait la défense du Parti face au plan pervers mené par le liquidationnisme de détruire le Parti faute de pouvoir le contrôler.

En février 1970 la rupture se produisit et la fraction assumait la conduction du Parti et dès lors dirigeait la tâche de Reconstitution.

Dans le deuxième temps de cette période, on menait la lutte contre le liquidationnisme de « gauche », une autre variante du révisionnisme qui prétendait détruire le Parti en l'enfermant entre quatre murs et niait l'importance du travail paysan et la possibilité du travail de masses, puisque, affirmait-il le fascisme ne laisse pas place au travail ouvert et balaie les organisations.

En effet, les liquidateurs réduisaient le fascisme à la violence et plus encore, à une violence impossible d'arrêter, face à laquelle il fallait attendre des temps nouveaux.

Cette variante soutenait la thèse de la « stabilité relative du capitalisme » et par conséquent du système social, et prétendait qu'il « suffisait une ligne », qu'il ne fallait pas développer Mariatégui et mettait en question le maoïsme en se vantant d'être des « bolcheviques purs ».

Ce liquidationnisme de gauche fut écrasé en 1975 lors d'une réunion plénière du Comité Central.

Dans cette période, la compréhension politique de la société péruvienne s'approfondit, spécialement la compréhension du capitalisme bureaucratique, prenant la thèse du Président Mao Zedong, qui

constitue une question fondamentale pour la compréhension et la conduite de la révolution démocratique qui conjure la tendance opportuniste d'emboîter le pas à une faction de la grande bourgeoisie prétendant qu'il s'agit d'unité et de lutte avec la bourgeoisie nationale, et du plan fasciste corporatif de Velasco et de ses « réformes » et mesures, aujourd'hui de grande utilité.

De même, on avança dans la construction idéologico-politique du Parti, spécialement dans la compréhension de la pensée de Mariatégui et de sa ligne politique générale, qui a été pour la première fois exposée, à partir de ses oeuvres, en cinq points et dans la nécessité de la développer.

On délimita les positions concernant le travail secret et le travail ouvert et on développa ce dernier selon le critère léniniste de points d'appui pour le travail de masses du Parti.

Les organismes générés ont ainsi été mis en place développant la liaison partidaire de masses.

La dernière période 3) Culmination de la Reconstitution, fut guidée par la stratégie politique de 'Culminer et asseoir des bases », en d'autres mots, culminer la Reconstitution et asseoir des bases pour le déclenchement de la lutte armée.

Le chemin parcouru montrait que le Parti, arrivait au terme de sa reconstitution et que, par conséquent il fallait faire le bilan de ce qui avait été accompli, définir et sanctionner la ligne politique générale, développer la construction nationale du Parti mettant le poids de celui-ci à la campagne, définir la concrétisation de la lutte armée, et établir des bases pour commencer la lutte armée en développant le travail paysan.

La gauche se démena avec ténacité pour atteindre ces objectifs, livrant une lutte intense et aigüe contre le droitisme qui se transforma en ligne opportuniste de droite, qui s'opposa d'abord à Culminer et s'en prit à la ligne politique l'accusant d'« ultragauchisme » pour finalement opposer une rageuse résistance au déclenchement de la lutte armée.

Cependant, conduisant avec fermeté et sagacité, la gauche battit successivement l'opportunisme de droite, une autre forme du révisionnisme opposée à Culminer, en avril de 1977, sanctionnant le plan national de construction du Parti, sous la consigne de « construire en fonction de la lutte armée ».

La gauche la battit encore de façon frappante en septembre 1978 quand fut approuvé le bilan de la reconstitution, que la « ligne politique générale de Mariatégui et son développement » fut sanctionnée et le « Schéma de la lutte armée » établi.

Et, finalement, elle écrasa totalement et complètement la ligne opportuniste de droite dans la Neuvième Plénière du Comité Central Élargi de mai 1979, au moment où sous le mot d'ordre « Définir et décider », fut approuvé « Initier la lutte armée », terminant un long chapitre de l'histoire du Parti et commençant un autre : la Reconstitution était achevée et une nouvelle étape s'ouvrait, celle de la lutte armée.

Il faut relever nettement et fermement que dans cette période d'Achèvement, à l'occasion de la mort du Président Mao, le Parti a assumé, face au prolétariat international et à la révolution, maintenir toujours haut les drapeaux de Marx, Lénine et Mao et a déclaré qu'« être marxiste aujourd'hui implique d'être marxiste-léniniste pensée Mao Zedong » (marxiste-léniniste-maoïste aujourd'hui).

De la même façon, quand s'est produit le coup d'État de Hua-Deng, puisqu'en dernière instance celui se trouvait derrière contre la dictature du prolétariat en Chine, contre la grande révolution

culturelle prolétarienne, pour la restauration du capitalisme et contre La révolution mondiale.

Ainsi, en synthèse, le Parti Communiste du Pérou fut reconstitué et est devenu un Parti de type nouveau, marxiste-léniniste-maoïste, et par conséquent, existait de nouveau l'avant-garde organisée du prolétariat capable de le conduire à la conquête du Pouvoir.

De cette façon, « Définir et Décider » est établi comme le premier jalon de la guerre populaire aujourd'hui en développement.

Ultérieurement, le Parti accomplit le deuxième jalon de la guerre populaire : Préparation.

Dans ce jalon, le programme du Parti, la ligne politique générale de la révolution péruvienne et les statuts du Parti qui nous orientent actuellement ont été sanctionnés; les problèmes de stratégie politique relatifs à la violence révolutionnaire, à la guerre populaire et au Parti, à l'Armée et au Front Unique ont été résolus.

Et, fut assumée la décision suivante: « Forger, dans les faits, la Ire Compagnie! Que fleurisse la violence concrétisée dans Initier et Développer la lutte armée ; ouvrons avec du plomb et offrons notre sang pour écrire le nouveau chapitre de l'histoire du Parti et de notre peuple et forçons dans les faits la Ire Compagnie. Pérou, le 3 décembre 1979 ».

Et le Parti Communiste du Pérou commença à diriger la guerre populaire en marche.

Sur la guerre populaire

A partir de la grande expérience internationale, si riche et si précieuse en leçons positives comme négatives, prenant principalement la guerre populaire comme la théorie militaire du prolétariat et tenant compte des conditions concrètes du pays, la VIIIe Réunion Plénière du Comité Central sanctionna le « Schéma de la lutte armée » ; celui-ci affirme en essence que la guerre populaire au Pérou doit développer la guerre révolutionnaire comme une unité, tant à la campagne que dans les villes, la campagne étant le théâtre principal des actions armées, suivant la méthode d'encercler les villes à partir de la campagne.

Et, en plus, elle doit prendre en compte le processus social et historique du pays spécialement au plan militaire, l'importance des Andes, spécialement du Centre au Sud, dans notre histoire, l'importance de la capitale et placer le Pérou dans l'ensemble de l'Amérique Latine, particulièrement en Amérique du Sud, dans le contexte international et celui de la révolution mondiale.

Considérant ce schéma, le Parti a préparé la lutte armée en traitant deux questions:

1) les problèmes de stratégie politique qui donnent le contenu, les objectifs de la guerre populaire en perspective et dans l'immédiat, ainsi que les directrices que la guerre populaire va, avoir, les plans militaires et la Construction des trois instruments: Parti, Armée et Front, et la liaison des trois avec le Nouveau Pouvoir ;

2) le Début de la lutte armée, problème capital, décisif, a mérité une attention très spéciale de la direction du Parti, il a été résolu avec le « Plan d'Initier » guidé par le mot d'ordre « Initier la lutte armée ! » qui était la condensation de la politique principale que devait se cristalliser militairement (tout plan a une politique principale qui le guide), et dont le contenu comprenait : primo, les tâches

politiques à accomplir, c'est-à-dire Initier la lutte armée, boycotter les élections, impulser avec les armes la lutte paysanne pour la terre et asseoir les bases de ce qui est nouveau, spécialement du Pouvoir ; secundo, les formes de lutte: guérilla, sabotage, propagande et agitation armées, élimination sélective ; tertio, les formes organiques militaires : détachements armés, avec ou sans armes modernes ; quarto, le calendrier, jour de l'initiation et durée du plan, actions simultanées à des dates spécifiques ; quinto, les mots d'ordre : « lutte armée », « gouvernement d'ouvriers et de paysans ! » et « à bas le nouveau gouvernement réactionnaire ! ».

Les deux premiers jalons de la guerre populaire accomplis: la définition d'initier et la préparation, le 17 mai 1980 et non pas le 18 comme la réaction l'affirme pour confondre la date avec celle de ses élections, et que d'autres répètent, la guerre populaire au Pérou a été initiée avec le troisième jalon appelé « Initiation » qui dura toute l'année 1980 pour, une fois les bases assises, avec les deux plans accomplis avec succès, passer au quatrième jalon, celui de « Développer la Guerre de Guérillas » depuis 1981 jusqu'à aujourd'hui.

Le 17 mai fut un coup politique, un coup politique de défi d'une importance fondamentale qui, en déployant des drapeaux rouges rebelles et hissant faucilles et marteaux, proclamait « On a raison de se révolter » et « Le Pouvoir naît du fusil » convoquant le peuple, la paysannerie pauvre en particulier, à se dresser en armes, à allumer le foyer et faire trembler les Andes, à écrire la nouvelle histoire dans les campagnes et dans les secrets de notre tumultueuse géographie, à abattre les murs pourris de l'ordre oppresseur, à conquérir les sommets, à donner l'assaut aux cieus avec des fusils pour ouvrir l'aube nouvelle.

Les commencements ont été modestes, presque sans armes modernes, on a combattu, on a avancé et construit du petit au grand, et le matériel à faible puissance de feu des débuts est devenu le grand incendie turbulent et rugissant qui s'étend en semant la révolution et en faisant exploser davantage l'impétueuse guerre populaire.

L'État péruvien a déclenché sa guerre contre-révolutionnaire et ses Forces Armées ont mené à bien leur infâme génocide fauchant des milliers de vies du peuple.

Ils ont déclenché ensemble leur propagande, rêvant d'écraser la guerre révolutionnaire avec de l'encre, du papier, des mensonges et des tromperies ; l'opportunisme a donné sa part avec la délation, poussant des « dirigeants » à dresser les masses contre la guerre populaire, de même qu'il fit de la propagande et de l'agitation contre la révolution, pour défendre la démocratie bourgeoise et les élections en vue de postes parlementaires.

La réaction mondiale, les superpuissances, principalement yankee et la social-impérialiste et les autres puissances impérialistes ont tout de suite octroyé leur appui et leur conseil au gouvernement.

Dans cette opération on peut voir la clique chinoise archi-réactionnaire dont les têtes noires Deng, Li Sieng-Nieng, etc, furent les premiers à se lever comme des juges condamnateurs.

Comme cela devait arriver, la réaction ouvrit ses propres enfers et libéra les démons, plaies et cavaliers de l'apocalypse contre la guerre populaire et, trempés de sang, ivres d'orgueil, ils ont vociféré des triomphes et des victoires, des déroutes et des écrasements, de revers et des replis, des retraits et des fuites, des reculs et des écroulements de la révolution.

Mais quelle est la réalité ? Comment la lutte armée s'est-elle déroulée durant et après le génocide ?

Comment se sont passées les deux dernières années et la sixième année de la guerre populaire ?

Le propre Ministre de l'Intérieur a récemment fourni les données suivantes:

Années	1980	1981	1982	1983	1984	1985	TOTAL
Attentats	219	715	891	1 123	1 760	2 050	6 758

Ces chiffres admettent l'augmentation, année après année, des actions ; ainsi donc, l'action des Forces Armées et de ses auxiliaire, policières, ses politiques, ses méthodes et même son génocide n'ont pas freiné l'accroissement des faits armés, au moins en ce qui concerne la quantité, selon la confirmation du propre Ministre apriste.

Cependant, le total de 6 758 est très loin de la réalité, d'une part, pour la nécessité étatique compréhensible de minimiser les dimensions de la guerre populaire et d'autre parce qu'il ne considère pas toutes les formes que prend la guerre révolutionnaire, par exemple, la propagande et l'agitation armées, et parce qu'il n'enregistre pas les actions accomplies, dans des endroits lointains et cachés.

Il faut penser que même des actions exécutées dans le département de Lima ne sont connues qu'une semaine après et souvent on pratique le silence ou le démenti en faveur de la soi-disant tranquillité publique et du prestige des forces répressives.

En six ans, la guerre populaire a réalisé 30 000 actions dans vingt-deux des vingt-quatre départements du pays, à l'exception d'Amazonas et Madre de Dion, y compris dans la province constitutionnelle du Callao.

Ces actions ont été développées fondamentalement dans les Andes péruviennes et particulièrement centrées dans la région d'Ayacucho, Huancavelica et Apurimac.

On a agi aussi à la Côte, dans les villes et spécialement dans la capitale du pays. Également en bordure de forêt péruvienne et dans ses villes importantes.

La révolution combat ainsi dans tout le pays.

De plus les actions militaires ont développé et élevé leur qualité ; coups à des bases anti-guérilla, embuscades, destruction des regroupements, invasions de terre, sabotages démolitions, éliminations sélectives de plus haut degré, et intensification de la propagande et de l'agitation armées montrant une avance qualitative de grande importance et perspective.

Mais, on doit éclairer que, précisément au cours des deux dernières années, de juin 1984 à aujourd'hui, plus de la moitié du total des actions des six ans ont été exécutées et que, plus encore, le tiers de l'ensemble des actions accomplies entre 1980 et 1986 a été réalisé pendant la dernière année.

Voilà la réalité claire et concrète, quel a donc été le grand résultat de la guerre contre-révolutionnaire, de son génocide et des ses offensives de 1983 et 1984 ?

Ils ont échoué évidemment, ils n'ont même pas réussi à freiner le développement de la guerre

populaire, moins encore à la balayer.

Tableau 1

GRAND BOND, FORMES DE LUTTE ET ZONES (juin 84 à juin 86)

Formes de lutte de la Guerre Populaire	Ensemble du pays	Ayacucho Huancavelica et Apurimac	Centre Nord Sud et Huallaga	Lima Métropolitaine	Autres
Guerre de guérilla	45,9 %	54,4 %	36 %	12 %	16,8 %
Sabotage	11,8 %	8 %	18,6 %	23,7 %	26,9 %
Élimination sélective	8,2 %	9,6 %	9,2 %	3,8 %	1,7 %
Propagande et agitation armées	34,1 %	28 %	36,2 %	60,1 %	54,6 %
	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %

Ce tableau présente les quatre formes de lutte par lesquelles se développe la guerre populaire au Pérou : guerre de guérilla, la principale et les trois formes d'actions de guérilla complémentaires : sabotage, élimination sélective, et, propagande et agitation armées.

On voit que 45,9 % de l'ensemble de toutes les actions accomplies dans le pays sont des actions de guérilla menées par des détachements agissants dans les villes ou des pelotons et des compagnies à la campagne.

Tandis que le sabotage n'atteint que 11,9 % et l'élimination sélective à peine 8,2 %, la propagande et l'agitation armées s'élèvent à 34,1 %.

Ces chiffres montrent clairement l'essence de la guerre de guérilla qui anime la guerre populaire dans le pays.

Et il est révélateur que son pourcentage soit plus élevé, soit 54,4 %, dans la région d'Ayacucho, Huancavelica, Apurimac, zones essentiellement paysannes et que dans toutes les zones, même à Lima sous sa forme spécifique, on vise à la développer.

Évidemment, c'est le centre même de l'action armée et toutes les autres ne servent qu'à l'appuyer et à la faire avancer.

La guerre de guérilla est la forme qui vise le plus directement la destruction des organisations militaires ennemies, spécialement les Forces Armées.

Il faut aussi noter que la propagande et l'agitation armées dépassent le tiers des actions, ce qui indique l'importance que la guerre populaire donne à l'endoctrinement politique et à la mobilisation des masses.

Évidemment, cette tâche vise principalement la paysannerie et, dans les villes, le prolétariat.

Et bien que ce travail à la campagne soit accompli fondamentalement oralement, celui-ci est complétée par des campagnes d'affiches et des tracts graphiques.

Cette forme est utilisée principalement dans les diverses zones et occupe la deuxième place en importance, son ampleur étant plus grande, dans les zones nouvelles.

Le sabotage, pour sa part, arrive en troisième lieu, visant à frapper le processus économique de la réaction, particulièrement de l'impérialisme, de l'État, du grand capital et des propriétaires terriens.

Dans ce dernier cas, l'abolition des relations semi-féodales d'exploitation est très importante, pour la paysannerie.

Finalement, l'élimination sélective qui touche les ennemis du peuple, condamnés directement par les masses au cours de procès populaires, ou les ennemis récalcitrants de la révolution qui ont des dettes de sang, les massacreurs, les tortionnaires, les infiltrés et les espions, etc.

Cette élimination sélective n'atteint que 8,2 %. Cependant, ces actions, ces sanctions provenant des masses dans leur majorité et accomplies sans aucune cruauté, mais comme justice simple et expéditive, sont diffusées par la presse réactionnaire comme des actions monstrueuses grossièrement déformées et amplifiées.

Quoique, ce soit clair, nous devons souligner que les monstruosité qu'on impute à la guerre révolutionnaire sont des crimes salement commis par les propres forces réactionnaires et faussement imputés à la guerre révolutionnaire.

En conclusion, le tableau montre de façon palpable le caractère guérillero de toutes les actions armées révolutionnaires et la condition principale et essentielle que revêt dans celle-ci la guerre de guérilla -substance même de la guerre populaire-.

Ainsi c'est encore plus évident la fausseté qui ressort de l'accusation mensongère et absurde de 'terrorisme' faite à la guerre révolutionnaire du pays.

De toutes façons, comme on l'affirma dès 1980, ceux qui diffusent cela sans apporter aucune preuve, vu qu'ils ne pourraient pas en trouver, ne font que répéter Reagan et la réaction péruvienne.

Tout simplement, aux yeux du monde, au Pérou se développe une guerre populaire, et personne qui se sert un minimum de sa cervelle ne peut le nier.

La région d'Ayacucho, Huancavelica y Apurimac mérite une attention particulière. C'est dans cette région qu'a été commencé l'activité de la fraction et c'est elle qui a été, en un mot, son beceau.

Plus encore, c'est là qu'ont commencé les actions de guerre, à Chuschi, et c'est là que le peuple, surtout la paysannerie pauvre, a héroïquement versé son sang généreux pour allumer les flammes de la guerre populaire, pour la maintenir et pour la mener en avant sans fléchir.

C'est sur les masses de cette région que le génocide s'est acharné de façon sinistre et insatiable.

C'est ici que la réaction a centré ses forces armées que et a appliqué ses plans les plus élaborés.

C'est ici que les réactionnaires ont été les plus fiers, annonçant avec anticipation avoir triomphé et

pacifié « pratiquement » la zone pour ensuite ravalier leurs fanfaronnades face aux nouvelles offensives de la révolution, pour ensuite reprendre leurs expressions triomphalistes.

Quelle est la situation actuelle de cette région et comment la guerre révolutionnaire s'est-elle développée au cours de ces deux années?

Tableau 2

DISTRIBUTION DES ACTIONS PAR RÉGION (juin 1984 à juin 1986)

Total des actions	100 %
Ayacucho, Huancavelica et Apurimac	63,4 %
Autres régions	28,2 %
Lima Métropolitaine	8,4 %

Tableau 3

FORMES DE LUTTE ET POURCENTAGE PAR RÉGIONS (juin 1984 à juin 1986)

Formes de lutte	Total dans le pays	Ayacucho, Huancavelica et Apurimac	Autres régions	Lima Métropolitaine
Guerre de guérilla	100 %	75,1 %	22,6 %	2,3 %
Sabotage	100 %	43,3 %	39,7 %	17 %
Élimination Sélective	100 %	74 %	22,1 %	3,9 %
Propagande agitation armées	100 %	52 %	33 %	15 %

Les tableaux 2 et 3 montrent que durant les deux dernières années, 63,4 % des actions du pays ont été réalisées dans la région d'Ayacucho, Huancavelica et Apurimac.

Plus encore, il montre que 75,1 % des actions de guérilla, 43,3 % du sabotage, 74 % des éliminations sélectives et 52 % de la propagande et de l'agitation armées ont été accomplis dans cette région.

Comment peut-on affirmer alors qu'il s'est produit une réduction de la guerre populaire ?

Il n'y a aucun fondement, sauf les affirmations capricieuses et même détournées des autorités et des chefs militaires qui, en plus, n'ont jamais publié aucun rapport officiel que ce soit de la part du gouvernement du Commandement Conjoint, ou du Commandement politico-militaire de la zone.

Et rappelons que la région se trouve en état d'urgence continu depuis mars 1982, en plus des antécédents relatifs aux opérations policières appliquées dès début 1981.

Ce qui est clair et concret, c'est que cette région continue d'être le principal champ de bataille entre la révolution et la contre-révolution armées.

Et, tandis que le rêve réactionnaire est d'y balayer la guerre populaire, celle-ci résiste avec ténacité

à tous les assauts et continue de briller comme une tempête fracassante dont le centre est Ayacucho.

Depuis presque le début de l'action armée, et avec plus d'insistance depuis l'entrée en scène des Forces Armées, et postérieurement - en général en coïncidence avec des offensives ou des campagnes réactionnaires - les stratèges de café, les plumitifs, opportunistes, « sendérologues » et révolutionnaires égarés ou hésitants ont conseillé ou pontifié l'impossibilité de maintenir la guerre populaire dans la région d'Ayacucho, Huancavelica et Apurimac.

Ils ont dit qu'on devait l'abandonner et qu'il fallait se replier dans d'autres zones, y compris, disaient-ils, pour « préserver » l'action et l'encourager dans de nouvelles et meilleures conditions.

Mais il faut que ce soit clair qu'il s'agit en général des mêmes qui, de façon ouverte ou cachée, ont combattu la guerre populaire au nom de l'« élargissement de l'espace démocratique », ou simplement en « défense de la démocratie ».

Sûrs de la grande vérité du Président Mao Zedong qui dit qu' on n'abandonne pas une zone tant qu'on n'a pas prouvé plusieurs fois l'impossibilité de la défendre ; et après avoir affronté et surmonté le plus féroce génocide de l'histoire républicaine, depuis plusieurs années, que dire ?

A qui aurait profité le repli conseillé? Tout simplement à la contre-révolution. Cela aurait été le meilleur service rendu à l'ennemi que de déplacer et dissoudre le bastion le plus grand et le plus confirmé de la guerre populaire.

Mais fermement liée aux masses, malgré ce qui peut être dit contre elle, les faits le démentent irréfutablement ; la guerre populaire à Ayacucho, Huancavelica et Apurimac se développe défiante et orgueilleuse de l'héroïsme déployé écrivant chaque jour de nouvelles pages de la révolution armée qui est en train de transformer la société péruvienne.

Et précisément, les derniers mois, la guerre populaire est en train de frapper de façon dure dans la ville même d'Ayacucho, faisant voler en éclats la fausse vitrine de paix de la ville la plus militarisée du pays, comme on l'a vu avec les voitures piégées dans la caserne de la Garde Républicaine et plus récemment du IXe Commandement de la Garde Civile à l'occasion du sixième anniversaire qui ont ébranlé la ville plongeant toutes les forces répressives armées et policières dans la confusion et même dans la panique.

Conclusion : on ne peut pas cacher le soleil avec un doigt ; Ayacucho, Huancavelica et Apurimac continuent d'être la grande flamme de la guerre populaire et le plus important défi révolutionnaire.

D'après les trois tableaux précédents, la révolution armée a réalisé à Lima, seulement 8,4 % du total des actions. Cependant, y ont été menés 17 % de tous les sabotages et 15 % de toute la propagande et agitation armées.

Ces données suffisent à démentir la supposée concentration ou « repli » de la révolution à Lima, selon les affirmations de la presse réactionnaire, des chefs militaires et des autorités gouvernementales.

Ils prétendent de cette façon, d'une part, fonder leur affirmation que la lutte est en train d'être fortement frappée dans la région d'Ayacucho et qu'elle se replie sur Lima.

Et, d'autre part, on cherche ainsi à expliquer les actions frappantes qui ont ébranlé la capitale ces

deux dernières années.

Si on analyse le tableau n°1, pendant les années étudiées, le travail à Lima s'oriente pour 60 % vers la propagande et l'agitation armées, pour 23,7% vers le sabotage et seulement pour 3,8 % vers l'élimination sélective.

Si on regarde ainsi. son ampleur par rapport à l'ensemble du pays et le pourcentage de ses formes de guerre populaire, on peut une nouvelle fois vérifier la totale fausseté et le manque de fondement du repli périodiquement crié sur les toits.

Le fait est que la capitale, pour ses caractéristiques, permet des actions de grande répercussion. Il y a là une grande concentration du pouvoir économique et, par conséquent, de grands sabotages sont possibles comme celui de la Bayer ou des magasins Hogar.

Les institutions centrales de l'État s'y trouvent et donc, il est possible de les saboter, comme par exemple les coups donnés au Palais du Gouvernement et au Commandement Conjoint.

Elle est visitée par des chefs étrangers, il y a par conséquent l'occasion de faire de grandes coupures d'électricité comme celle qui eut lieu lors de la visite du Pape.

Il y a évidemment des autorités centrales, il y a des conditions pour l'élimination, comme dans le cas du contre-amiral Ponce Canasse.

En plus, à Lima, la répercussion en tant qu'accentuation des contradictions au sein de la réaction est immédiate, comme on a pu le voir pour le cas même du contre-amiral.

Par ailleurs, il est plus difficile de cacher les actions du fait de la concentration des moyens de communication de la présence d'agences internationales d'information, ainsi que des représentations étrangères diverses, etc.

On ne peut donc négliger la capitale dans la guerre populaire, plus encore si on se souvient des leçons internationales à ce sujet.

Et ce qu'elle demande est un travail mieux organisé, toujours plus capable de conjurer les coups et l'infiltration, de multiplier la préparation idéologique pour affronter tout risque et se préoccuper de développer le travail, en se liant aux masses ouvrières et des quartiers et bidonvilles.

Voilà les conditions qui en brandissant les forces permettent aussi de mener la guerre révolutionnaire dans la capitale, en la développant, et non pas un supposé repli du travail dans d'autres zones.

CADRE ET EXPANSION

Sous le mot d'ordre « Intensifier les flammes, étendre l'incendie, impulser la lutte des classes des masses, principalement armée, que la répression attise », l'extension de la guerre populaire a été impulsée, visant à définir un cadre depuis le département de Cajamarca, dans le nord-ouest, frontière avec l'Équateur jusqu'au département de Puno, dans le sud-est, frontière avec la Bolivie, occupant ainsi les Andes, l'épine dorsale de la société péruvienne et sa partie la plus arriérée et la plus pauvre, pour la transformer en grand théâtre de la guerre révolutionnaire et servir à son développement.

Conquérir ce cadre est une partie importante du « Plan du grand bond » et de sa concrétisation.

Comme on voit dans le tableau 2, 28,2 % du total des actions armées ont lieu dans d'autres régions, c'est-à-dire hors de la région d'Ayacucho, Huancavelica et Apurimac et de Lima Métropolitaine, ainsi que 26,2 % de la guerre de guérillas, 39,7 % des sabotages, 22,1 % de l'élimination sélective et 33 % de la propagande et de l'agitation armées.

De cette façon, la guerre populaire avance fermement dans la région centrale du pays, très importante pour l'économie péruvienne en tant que centre minier, centre agricole, centre de réseau de communications et cœur des plans géopolitiques de l'État.

La guerre révolutionnaire avance également rapidement dans le Nord du pays, centrée dans ses montagnes, ainsi que dans la région du fleuve Huallaga, régions étendues et riches, de grande perspective économique et de croissante population, spécialement le nord : elle s'étend aussi vers le Sud, centrée également sur la campagne de la sierra ; cette région très pauvre, particulièrement Puno, est explosive au plus haut degré et est l'objet d'une grande préoccupation du gouvernement actuel.

Et c'est précisément dans cette « vitrine du développement » qu'ils planifient de construire que la révolution frappe en sapant leurs plans.

Mais notre travail n'est pas récent et encore moins d'aujourd'hui, il a autant d'années que la guerre populaire.

Celle-ci fut, dès sa préparation, conçue et organisée selon un plan national qui a classé les régions d'après leur importance, prêtant à chacune l'attention qu'elle méritait selon la concrétisation des conditions qui se sont, nécessairement, développées de manière inégale.

Ainsi donc, la guerre n'a pas été conçue en une seule région mais en plusieurs, à développer simultanément, et aussi de façon inégale, avec une qui soit la principale et qui puisse changer, s'il le faut, le tout, à l'intérieur d'un plan stratégiquement centralisé et tactiquement décentralisé.

La lutte engagée dans chaque région ainsi que sa répercussion peut être appréciée d'après ce qui suit : dans la région de la rivière Huallaga, en juin 1984, le département de Huanuco et la province Mariscal Caceres du département de San Martin ont été mis en état d'urgence et sous contrôle du commandement politico-militaire numéro 7, situation qui subsiste jusqu'à aujourd'hui.

Dans le centre, en novembre de la même année, l'état d'urgence a été décrété dans la province d'Alcides Carrion du département de Pasco, s'ajoutant au contrôle du commandement ci-dessus mentionné, situation qui a été ultérieurement élargie à l'importante province minière de Pasco.

En ce qui concerne le Nord, les actions armées ont ébranlé les départements de Cajamarca, Ancash et en particulier de La Libertad, la campagne a été profondément agitée, par les invasions de terre mises en avant par l'Armée Populaire de Guérilla.

Depuis le commandement 7, les Forces de Polices et l'Armée de terre ont déclenché la réponse répressive, mais elles demandent avec insistance l'état d'urgence et l'intervention des Forces Armées dans la région.

Dans le Sud, surtout dans le département en convulsion de Runes, ont été menés des assauts à des postes de police tel que celui de San Anton, des occupations de villages comme à San José et Chupa, des destructions et sabotages de Sais, ainsi que des invasions armées de terres mobilisant 10 000 paysans contre les associatifs qui concentrent immensément la terre en leur pouvoir.

Ce qui a amené les Forces de Police à déclarer zones rouges les provinces de San Roman, Azangaro et Melgar, et a renforcé le cri réactionnaire qui demande qu'elles soient déclarées en état d'urgence et que les Forces Armées y interviennent.

Ainsi, la misère, les catastrophes naturelles et l'action armée sont en train de faire de Puno un volcan hautement explosif.

A ce qui vient d'être dit, ajoutons que le développement des actions de guérilla successives a profondément pénétré le département d'Apurimac jusqu'aux portes mêmes d'Abancay, sa capitale.

Avec cela, la tâche fondamentale de couvrir le cadre est pratiquement accomplie ; aujourd'hui, la guerre populaire s'étend traversant les Andes du Nord, à partir de Cajamarca, au Sud jusqu'à Puno, de frontière à frontière, de l'Équateur à la Bolivie.

Voilà un grand objectif réussi avec ténacité, effort et sang, ouvrant des perspectives plus larges à la révolution péruvienne en marche.

Mais tout en étant beaucoup cela n'est pas tout.

On combat non seulement dans les Andes, mais aussi en bordure de forêt péruvienne, en deux points clefs de celle-ci, dans l'Apurimac, où convergent stratégiquement les départements de Cusco, Apurimac, Ayacucho et Junin et dans le Huallaga, riche région où l'impérialisme et l'État planifient de grandes entreprises.

De plus, la lutte se développe sur la côte, spécialement au centre et au nord et, soulignons-le fortement, à Lima Métropolitaine, ville d'importance stratégique à cause de sa condition de capitale, de sa grande concentration de population et du fait qu'elle rassemble la majorité du prolétariat péruvien en plus des énormes masses pauvres dans les quartiers et les bidonvilles.

En synthèse, la guerre populaire a conquis non seulement le cadre, mais en s'étendant dans les Andes, la Forêt et la Côte, elle marche, vigoureuse et forte, construisant le neuf et ouvrant l'avenir. Complétant ce panorama, passons en revue les actions éclatantes.

Dans le département d'Ayacucho, des coups aux bases de combat anti-guérillas (il y en a 70 dans la région, d'après la déclaration récente du Ministre de la Guerre), par exemple à celle de San José de Sege et à celle d'Agomarca, précisément en soutien du plan pilote implanté par le gouvernement apriste dans la zone, après le génocide d'Aclamarca.

Destruction et coups à quatorze regroupements, groupements développés à nouveau par gouvernement actuel à partir de la farce de Llochegua et de sa supposée « reddition de sendéristes », destruction dont le but est de libérer la masse du contrôle militaire réactionnaire.

Des embuscades à l'Armée, à la Marine et à la police, comme celles de San Pedro et Yanamonte.

Des affrontements et même des affrontements successifs pour tromper le harcèlement des forces

armées, liquidant et blessant des soldats.

Blocage du montage des micro-régions bases de la corporativisation.

Explosion de 27 pylônes du nouveau réseau Cobriza-Ayacucho, saboté avant même son inauguration.

Et des voitures piégées contre la Garde Républicaine et le IXe Commandement de la Garde Civile même dans la propre ville d'Ayacucho, comme nous l'avons déjà signalé.

Huancavelica, explosion de 6 ponts et de 35 pylônes électriques du réseau de Mantaro, le principal du pays.

Destruction des entreprises associatives agraires Cinto et Vichincha, avec répartition des troupeaux et appropriation des terres.

Apurimac, un nouveau déroulement des actions armées dans le département jusqu'à la capitale-même d'Abancay, sabotant la centrale électrique de Matera, ainsi que celle de Chincheros et des coups à des postes de police.

Dans la région du Centre, expansion et élévation des actions.

Des embuscades comme celle de Michivilca à la Garde Républicaine.

Un sabotage à la sous-station de Centromin et à des pelles mécaniques paralysant la seule mine à ciel ouvert de la zone.

Un sabotage de la SAIS Tupac Amaru.

Une explosion du pont de la voie ferrée qui paralyse pendant des mois le train à Huancayo et rend difficile la sortie des minerais de Huancavelica et Cobriza.

Sabotages et inquiétude à Huancayo gênant et dénonçant le II Rimanacuy.

Dans la région du Nord, invasion de terres sous la consigne « Conquérir la terre! » qui a mobilisé cent soixante dix mille paysans et a confisqué trois cent vingt hectares, en majorité des pâturages, et douze mille bovins, en grande partie des animaux de race, répartis à la paysannerie.

Sabotage du local principal de l'Apra à Trujillo, pour son anniversaire, et de la manifestation centrale présidée par Garcia Pérez lui-même sur la place principale de la « capitale de l'aprisme ».

Au Sud, et dans le département convulsionné de Puno, les actions déjà mentionnées qui visent à relancer le problème de la terre, comme dans le Nord, moteur de la lutte des classes à la campagne.

Dans le Huallaga, attaque du poste de police de Aucayacu ; coups aux paramilitaires de Agua Blanca ; destruction de la grande entreprise de thé ; embuscade à la Garde Républicaine à La Muyuna ; affrontements avec l'Umopar (l'unité mobile de patrouille rurale de la Garde Civile) dans l'Alto Morona et à la patrouille de trente composants de l'Armée de terre à Patayrondos.

Et à Lima Métropolitaine, sabotages des ambassades, comme celui récent de la social-impérialiste

soviétique, jusqu'à aujourd'hui le plus grand coup donné à une représentation étrangère.

Des sabotages de dizaines de locaux politiques de l'Apra.

La voiture piégée en pleine place des armes face au palais du gouvernement à l'occasion de la visite du Président Alfonsín d'Argentine et l'incendie qui s'ensuivit dans les magasins Scala sur la même place provoquant de nombreux coups de feu des forces de protection du palais au milieu d'une grande confusion de celles-ci.

Des voitures piégées à la Préfecture, au Commandement Conjoint des Forces Armées et à l'aéroport international.

Les habituelles coupures générales d'électricité comme celle du 3 décembre et celles de mars et juillet.

Des incendies dont ceux des magasins Maruy également au coin de la place des armes, qui a amené à mettre la capitale de la république en état d'urgence et décréter le couvre-feu sous la responsabilité des Forces Armées, dès le début de février jusqu'à aujourd'hui.

Les éliminations sélectives qui au cours des élections, frappèrent le président du Jury National des Élections, des membres des Forces Armées et de Police et récemment un contre-amiral de la Marine, ainsi que le secrétaire d'organisation de l'Apra, accentuant les contradictions au sein de la réaction et provoquant un grand trouble politique et des menaces tonitruantes.

Et le 7 juin, jour de l'Armée de terre, la cérémonie de la « Jura de la Bandera » (promesse de fidélité au drapeau) présidée par García Pérez, a été sabotée par l'explosion de charges dont une à moins de vingt mètres de la tribune officielle, démontrant que, malgré l'état d'urgence et le grand contrôle militaire et policier monté vingt-quatre heures auparavant, la révolution peut frapper où elle veut et qui elle veut.

La lutte des prisonniers de guerre et ceux qui concourent directement à l'appuyer, mérite une mention particulière.

Bien que les luttes soient livrées depuis des années de façon tenace et héroïque, affrontant et surmontant la torture, les violations, les conditions inhumaines, les plans d'anéantissement, les représailles, les assassinats et même le génocide, convertissant les cachots réactionnaires en lumineuses tranchées de combat, on doit relever hautement les luttes entreprises dès le milieu de l'année dernière.

Le 13 juillet 1985, les prisonniers de guerre des tranchées du Fronton, Lurigancho et Callao ont commencé une lutte unitaire pour conquérir la « condition de prisonniers spéciaux ».

Et dans ces actions de lutte audacieuses, ils ont arraché au gouvernement de Belaunde la reconnaissance de cette condition, ainsi que les droits qu'elle implique, un acte étant signé.

Mais cette lutte qui a surpris et vaincu le gouvernement, utilisant bien la conjoncture politique de transfert de pouvoir présidentiel, a été un coup dur pour lequel la réponse a été la préparation de la revanche dont s'est occupé le nouveau gouvernement, celui de Apra.

Ayant tout juste assumé ses fonctions, il a commencé à refuser l'acte signé, une lutte dure et

complexe a alors démarré, que le gouvernement a essayé de manipuler en appliquant la double tactique réactionnaire.

Celle-ci échouant, 41 a machiné et monté le génocide du 4 octobre prémédité quelques jours avant l'anniversaire du Parti, cherchant ainsi a infliger même un échec moral aux combattants des tranchées et à la révolution.

Mais les prisonniers de guerre de Lurigancho, avec une bravoure héroïque, non seulement ont affronté le génocide, au prix de leur propre sang, mais l'ont reversé sur la propre tête du gouvernement démagogique, et avec la solidarité de classe, principalement des autres combattants emprisonnés, ont célébré le 7 avec une ardeur révolutionnaire communiste exultante, et un optimisme exemplaire.

La lutte a continué et une fois de plus, utilisant correctement la conjoncture, le 31 octobre, ils ont obligé le gouvernement réactionnaire apriste à signer l'acte qu'il refusait mais qui est maintenant signé par des autorités de plus haut niveau.

Malgré tout la lutte ne cesse pas et la réaction machine toujours et manœuvre contre les fils du peuple : elle a planifié le transfert des prisonniers à Canto Grande pour poursuivre son plan d'anéantissement.

Face à cela, les prisonniers organisèrent, la campagne de « Démasquer et résister » en déclarant leur ferme résolution de s'opposer au transfert, même au prix d'un nouveau génocide et en le démasquant fortement ; le dénouement de la lutte s'est produit le 15 janvier 1986, quand dans un affrontement entre des parents de prisonniers de guerre et la Garde Civile, un parent meurt et vingt sont blessés, obligeant le ministre de la Justice à déclarer qu'« il n'y aura pas de transfert à Canto Grande parce que ce n'est pas une prison pour 'terroristes' ».

De cette façon, un chapitre de la campagne contre le nouveau génocide se termine, mais le problème subsiste : violant publiquement le compromis, fidèles à leur nature réactionnaire, ils ont commencé le transfert de nouveaux détenus, en même temps que la presse le clame et l'exige et que la Marine réprime les visiteurs ; la lutte continue et de nouveaux chapitres de cette lutte sont à venir, comme nous le verrons quand nous traiterons de l'infâme génocide de juin.

Les prisonniers de guerre, avec leur haute morale et leur combativité éprouvée, ont enseigné et continuent d'enseigner comment pour un révolutionnaire il est possible et, plus encore, nécessaire de transformer les prisons en lumineuses tranchées de combat.

Les actions accomplies de juin 1984 à juin 1986 vérifient le développement non seulement de la quantité, mais principalement l'augmentation de leur qualité ainsi que la large gamme d'actions qui est en train de se développer.

C'est aussi une preuve irréfutable du développement d'une véritable guerre populaire, puisque c'est ce qui se passe depuis six ans inflexiblement dans les campagnes et les villes du pays, « peu importe ce que peuvent dire les traites ».

Sur la construction du Nouveau Pouvoir

Pour compléter l'analyse de la guerre populaire au Pérou, reste à considérer la question du Nouveau Pouvoir, du Nouvel État, celle de la construction des bases d'appui, essence du chemin d'encercler

les villes depuis la campagne.

Le problème du Pouvoir, de la dictature conjointe de Démocratie Nouvelle, qui doit transformer la vieille société en achevant la révolution démocratique, pour permettre que la révolution socialiste, sous la dictature du prolétariat, se développe comme la garantie de la marche vers le communisme.

Nous traiterons ce point à l'intérieur de la construction des trois instruments puisque l'État est lié inextricablement au Parti et à l'Armée.

A propos du Parti, nous avons traité de sa nécessité et de comment le Parti Communiste du Pérou a été reconstitué pour pouvoir assumer la tâche de diriger la guerre populaire.

Il reste à voir sommairement quelques éléments importants ayant eu lieu pendant les six ans écoulés.

Le Parti s'est posé le problème de sa militarisation lors de la Conférence de 1979, quand était discutée la préparation de la guerre.

De façon concrète, pour ce qu'on doit ici aborder, nous entendons la militarisation du Parti comme l'ensemble des transformations, changements et réajustements nécessaires pour diriger la guerre populaire en tant que forme principale de lutte qui transforme la société sous domination de l'impérialisme, du capitalisme bureaucratique et de la semi-féodalité en une République Populaire de Démocratie Nouvelle, terminant ainsi la révolution démocratique.

De plus, dans le monde de l'impérialisme et de la réaction mondiale qui s'enfoncent et s'enfonceront dans des guerres, agressant et cherchant à détruire tout ce qui est nouveau, ce qui est révolutionnaire, spécialement ce qui est prolétarien, défendre et développer la révolution dans son étape socialiste, en maintenant la dictature du prolétariat et conjurant la restauration du capitalisme, pour resserrer plus le lien omniprésent avec la révolution mondiale, servant de base à la guerre conjointe du prolétariat et des peuples pour balayer l'impérialisme et la réaction de la face de la terre et continuer le chemin des révolutions culturelles jusqu'au communisme.

Dans ces orientations, on conçoit donc le développement de la guerre populaire spécifique comme combat contre la guerre contre-révolutionnaire également spécifique et les deux dans le cadre de l'ère des guerres multiples et variées dans lesquelles l'impérialisme est en train de s'enfoncer et qui est en synthèse, la grande bataille entre guerre populaire et guerre contre-révolutionnaire au niveau mondial, la forme la plus élevée dans laquelle la situation sera définie.

Et dans une perspective plus large, la marche elle-même vers le communisme par l'intermédiaire de révolutions culturelles, les classes existant encore, se fera à l'ombre de la guerre populaire comme ligne militaire du prolétariat avec les développements qui seront atteints.

Par conséquent, cette nécessité et perspective se présente au Parti et aux autres Partis communistes, quelles que soient les formes spécifiques données.

Pour préciser la question, en ce qui concerne sa militarisation, le Parti s'est engagé dans son ensemble, dans la guerre populaire, tous ses militants l'assumant, en quelques mots, « Notre centre est combattre », comme le Comité Central l'a sanctionné ; une autre question importante est la construction concentrique qui brièvement signifie : prenant le parti comme axe, construire autour de lui l'armée, et avec ces instruments, avec les masses en guerre populaire, construire autour des

deux, le Nouvel État.

De la même manière, il faut relever « forger les militants, d'abord et principalement comme communistes, et ensuite comme combattants et comme administrateurs », de façon à accomplir les trois tâches que la révolution demande.

Quant au travail de masses, il faut le développer dans et pour la guerre populaire ; sous direction, sa condition clé et l'importance d'un commandement ; et la nécessité de développer fermement et constamment la lutte de deux lignes, puisqu'ainsi le Parti et les organisations pour la guerre populaire se fortifient.

Une question vitale et décisive est le développement déjà acquis en ce qui concerne la ligne politique : des avancées considérables ont été réalisées dans une plus grande compréhension de la société péruvienne, de la conjoncture politique et principalement de la ligne militaire, de la guerre populaire et de sa direction, surtout dans la spécificité de la guerre, dans le pays, son déroulement simultané à la campagne et à la ville, sans oublier la primauté de la campagne.

Finalement, on ne peut éviter de parler du remarquable accroissement des militants et spécialement le grand pourcentage de militants paysans et la considérable quantité de jeunes et de femmes, ce qui pose évidemment des problèmes, mais, plus important encore, renferme une grande perspective à condition de fortifier l'idéologie prolétarienne.

Pour achever ce qui a été abordé, la guerre populaire a permis au Parti de saisir plus et mieux le maoïsme comme troisième et plus haute étape du marxisme et d'assumer « arborer, défendre et appliquer le marxisme-léninisme-maoïsme » et se battre pour le mettre au commandement de la révolution mondiale, conscient de servir de cette façon au communisme, le prolétariat et les peuples opprimés.

Par ailleurs, le fait de prendre fermement la conception de la classe et la fonder à la guerre populaire, a développé la pensée guide.

Finalement, la guerre populaire elle-même a permis de mieux forger les militants dans l'internationalisme prolétarien.

Quant à la force armée, la guerre populaire, les masses et le Parti ont créé l'Armée Populaire de Guérilla.

C'est une armée de type nouveau dans la mesure où elle accomplit les tâches politiques de la révolution établies par le Parti, en tant que telle elle assume les trois tâches consacrées par l'expérience prolétarienne internationale : combattre, produire et mobiliser les masses, ce qui implique les politiser, les mobiliser, les organiser et les armer : c'est une armée paysanne sous la direction absolue du Parti selon le principe « Le Parti commande au fusil, et il est inadmissible que les fusils commandent au Parti ».

La base est la construction idéologique de cette armée selon le marxisme-léninisme-maoïsme, et son application qui est la pensée guide, la ligne politique générale et les politiques du Parti ; construction politique qui se complète avec l'organisation du Parti dans l'Armée, tout le travail politique dans celle-ci se trouvant sous sa direction, ainsi que le travail dans les masses.

La construction militaire de l'Armée se fait en partant de la théorie de la guerre populaire, de la

ligne militaire du Parti et des plans militaires de celui-ci ; l'Armée s'organise en détachements pour la ville et en pelotons, compagnies et bataillons, toujours sous double commandement, un commandement politique et un autre militaire, se guidant aujourd'hui avec le mot d'ordre de « Développer les compagnies et fortifier les peloton visant à des bataillons ».

La construction de l'Armée Populaire de Guérilla part du fait de la nécessité de cristalliser la grande thèse de Lénine sur la milice populaire et ses trois fonctions de police, armée et administration.

L'instruction militaire s'accomplit visant à développer le caractère belliqueux en fonction de l'accomplissement entier et victorieux des actions.

Les forces armées ont débuté avec des détachements armés sans armes puisque, comme Lénine l'enseigne, le manque d'armes n'est pas un prétexte pour ne pas organiser d'appareils armés.

Ensuite, on s'est armé avec tout ce qui était possible, la dynamite a jusqu'à aujourd'hui eu une grande importance, de même que l'armement avec des armes élémentaires et traditionnelles, est fondamental et bien que nous luttons pour conquérir des armes modernes en les arrachant aux forces réactionnaires, nous suivons la grand leçon du Président Mao Zedong vérifiée historiquement : « Depuis que l'histoire existe, dans les guerres révolutionnaires, ceux qui possèdent des armes de qualité inférieure ont toujours vaincu ceux qui possèdent des armes de qualité supérieure... Vouloir disposer absolument des armes les plus modernes avant de s'engager dans la guerre, avant de commencer la guerre, signifie se désarmer soi-même ».

L'Armée Populaire de Guérilla, avec ses milliers de combattants, est déjà une armée qui a fait ses preuves, forgée dans le feu même de la guerre populaire et elle est le soutien du Nouveau Pouvoir.

Le Nouveau Pouvoir, le Nouvel État, sous la forme de Comités Populaires, bases d'appui qui se développent et République Populaire de Nouvelle Démocratie en formation, est la plus grande conquête de six ans de la guerre populaire.

En tenant compte de la thèse du Président Mao Zedong, nous considérons l'État lié très intimement au front unique, compte tenu particulièrement des conditions spécifiques dans lesquelles nous nous développons et la tradition « frontiste » opportuniste et électoraliste de l'expérience politique du pays.

Selon les dispositions du Comité Central, le Front Révolutionnaire de Défense du Peuple s'organise uniquement à la campagne se concrétisant en Nouvel État, Nouveau Pouvoir, à partir des Comités Populaires ; pendant que dans les villes se forme le Mouvement Révolutionnaire de Défense du Peuple.

Fin 1982, après que les forces policières frappées et humiliées se soient retirées d'importantes zones rurales, surgissent les Comités Populaires, tout d'abord dans la région d'Ayacucho.

Ce sont des comités de front unique qui concrétisent la dictature conjointe d'ouvriers, paysans, et petits bourgeois, ils expriment la dictature des trois classes qui participent maintenant à la révolution armée : prolétariat, paysannerie et petite bourgeoisie ; ils se structurent comme une dictature de Démocratie Nouvelle en tant que système d'État et en assemblées populaires en tant que système de gouvernement.

Cependant, si la bourgeoisie nationale ne participe pas actuellement à la révolution, ses intérêts sont

respectés.

Le Comité est élu par une Assemblée de Délégués suivant la norme des trois tiers : un tiers de communistes représentant le prolétariat, un tiers de paysans pauvres représentant la paysannerie, un tiers de paysans moyens et quelques éléments progressistes représentant la petite bourgeoisie ; le Comité se base, comme toute forme de Nouveau Pouvoir, sur l'alliance ouvrier-paysan sous la direction du prolétariat représenté par la Parti Communiste, et il s'appuie sur l'Armée Populaire de Guérilla.

Le Comité est constitué de cinq commissaires, ainsi appelés pour faire ressortir leur condition de commissionnaires révocables à tout moment ; dans le cadre du programme de révolution démocratique de destruction de l'impérialisme, du capitalisme bureaucratique et de la semi-féodalité, il remplit les fonctions d'organisation de la vie sociale des masses à tous niveaux.

Il organise également la production principalement dans le secteur agricole, du commerce, orientant l'activité vers le travail collectif ; de plus, il rend la justice, organise l'éducation et les loisirs, veille à la bonne marche des organisations populaires et garantit la sécurité collective et individuelle ; la base de ce travail est l'introduction de nouvelles relations sociales de production.

Le développement des centaines de Comités Populaires et de bases d'appui sur lesquels elles se sont formées suit la fluidité de la guerre de guérilla qui poursuit son chemin d'encercler les villes depuis la campagne et celui de la guerre populaire dans son ensemble ; ils ont souffert les assauts de la guerre contre-révolutionnaire.

Révolution et contre-révolution armées se livrent ainsi une lutte aiguë autour du Nouveau Pouvoir ; la lutte entre rétablissements et contre-rétablissements livrée au cours des années 1983-1984, plus particulièrement, est un exemple très parlant ; sur ce point d'ailleurs il est intéressant de se rappeler que, pendant les deux dernières années étudiées, l'Armée Populaire de Guérilla a réalisé 180 contre-rétablissements et dans le cadre de ce conflit aigu a pris 591 villages.

En résumé, le noyau de la guerre entre Armée Populaire de Guérilla et Forces Armées et Policières réactionnaires est le problème du Nouvel État, du Nouveau Pouvoir, c'est-à-dire de créer, de maintenir et développer les Comités Populaires, les bases d'appui et avancer de plus en plus dans la formation de la République Populaire de Démocratie Nouvelle, Nouvel État qui, contre vents et marées respandit et continuera à respandir comme une torche défiante et brûlante appelant le peuple à lever encore plus les vagues ardentes de la guerre populaire qui, dévorant le passé, ouvre depuis peu pour toujours le futur pour le prolétariat et le peuple.

Et, quel en est le prix, en vies humaines ? Nous avons déjà vu comment la politique réactionnaire de masses contre masses, génocides et disparitions a coûté 11 300 vies à notre peuple ; si on additionne les 1 668 tués parmi les forces armées et policières, y compris les agents et mouchards, caciques et despotes, ainsi que le 1 738 morts de l'Armée Populaire de Guérilla, on arrive aux environs de quinze mille morts jusqu'en mai 1986.

Ceci est la réalité et les chiffres publiés par la réaction pour cacher ses sinistres politiques génocides ne pourront pas la déformer.

Ceci est la guerre populaire du Pérou ; pour l'analyser et la comprendre il fallait traiter quatre points : le marxisme-léninisme-maoïsme, le Parti, la guerre populaire et le Nouveau Pouvoir ; une fois ces points vus, on arrive à la conclusion claire et concrète que la guerre populaire du Pérou est

une authentique guerre populaire qui est en train de mettre le pays sens dessus, la « vieille taupe » est en train de creuser profondément les entrailles de la vieille société, personne ne l'arrêtera, le futur habite déjà parmi nous, la vieille société s'enfoncé irrémédiablement, la révolution prévaudra.

Vive la guerre populaire!

II. UN AN DE GOUVERNEMENT DE L'APRA

En juillet, le gouvernement de Garcia Pérez fêta son premier anniversaire; il est fort important de traiter quelques uns des problèmes en rapport avec son avènement et sa gestion.

LES ÉLECTIONS GÉNÉRALES DE 1985

Rappelons-nous que Marx enseignait: « à plusieurs années d'intervalle, les opprimés sont autorisés à décider quels sont les membres de la classe exploiteuse qui doivent les représenter et les écraser, au parlement!! », et, voyons dans notre cas principalement qui doit présider le gouvernement dans ce but.

C'est avec ces objectifs que s'organisèrent les élections générales du 14 avril 1985 pour élire président, vice-présidents, sénateurs et députés, on a dit de ces élections, comme toujours, qu'elles ont été les plus pures, les plus propres et démocratiques de l'histoire péruvienne, qu'elles « ont fortifié la démocratie dans le pays et en Amérique », sans oublier qu'elles ont entraîné la déroute du soi-disant « terrorisme » et que Garcia dit qu'il fut « élu par le vote de la majorité absolue des péruviens ».

Alors en fut-il ainsi? Quelle est la réalité qui s'exprime malgré toute cette distorsion propagandiste ? Voyons quelques éléments qui nous permettent de juger.

REGISTRE NATIONAL DES ÉLECTIONS PAR DÉPARTEMENT

Comparaison entre les personnes qui auraient dû être inscrites selon le recensement national de 1981 et le nombre d'électeurs porteurs d'une carte d'électeur rapporté par le JNE (Jury National des Élections), sans réajustement de mortalité.

Département	Inscrits	Non inscrits	Population non inscrite
Cajamarca	64,4 %	35,6 %	198 323
Apurimac	65,2 %	34,8 %	60 898
Ayacucho	66,1 %	33,9 %	93 170
Piura	68,2 %	31,8 %	201 592
Amazonas	68,6 %	31,4 %	43 059
Tumbes	72,4 %	27,6 %	16 708
Loreto	72,8 %	27,2 %	64 521
Pasco	73,1 %	26,9 %	30 945
Cusco	73,4 %	26,6 %	127 555

Huancavelica	75,8 %	24,2 %	44 974
Puno	75,9 %	24,1 %	121 212
Ancash	75,9 %	24,1 %	111 324
Tacna	80,4 %	19,6 %	17 563
Moquegua	81,8 %	18,2 %	11 142
Huanuco	82,6 %	17,4 %	45 561
La Libertad	83,9 %	16,1 %	91 538
Ucayali	84,3 %	15,7 %	16 664
Lambayeque	84,6 %	15,4 %	59 678
Arequipa	86,2 %	13,8 %	56 783
Junin	87,3 %	12,7 %	61 469
San Martin	87,8 %	12,2 %	21 224
Madre de Dios	91,5 %	8,5 %	1 703
Ica	92,4 %	7,6 %	19 460
Callao	93,2 %	6,8 %	19 633
Lima	94,7 %	5,3 %	161 044

Total de la population non inscrite au JNE 1 701 743 (17,0 %)

Total d'inscrits au JNE 8 290 846 (83,0 %)

Total de personnes qui auraient dû s'inscrire d'après le recensement 9 992 589 (100,0 %)

Tableau tiré de la revue CARETAS du 8 avril 1985.

On remarque premièrement la non inscription de 17% des citoyens pouvant le faire ; d'autre part, dans cinq départements, le pourcentage de non inscrits représente environ le tiers, dans cinq autres il représente le quart et dans treize départements, soit plus de la moitié, ce chiffre va de 19,6 à 35,6%, parmi lesquels les départements des Andes les plus importants.

Il est important de noter qu'à Huancavelica 24,2% des habitants ne se sont pas inscrits sur les registres électoraux, pourcentage qui atteint 33,9 % et 34,8 % à Ayacucho et Apurimac, ces villes se trouvant dans la zone la Plus bouleversée par la guerre de guérilla et où l'Etat tenait absolument à ce que les élections soient un succès.

Ces 17% de non inscrits doivent être tenus en compte d'autant plus si cela représente 1 701 743 personnes et 22,5% des votants ; ni le JNE ni ceux qu'on appelle pompeusement analystes politiques ne parlent de ces non inscrits, y compris les partis de la fameuse « gauche » gardent un silence complice cherchant à canaliser le peuple au moyen du caquetage de la « démocratie des urnes » que prêchait le général Morales Bermudez à la fin du gouvernement militaire.

Pour protéger ses élections, l'État Péruvien mobiles, 85 000 membres des trois forces armées et 70

000 policiers selon les déclarations du président du Commandement Conjoint de celles-ci, et du Ministre de l'Intérieur; ce même Commandement, usurpant les fonctions du Jury National des Élections changea les lieux de votes en les concentrant dans des capitales provinciales ou de districts « pour raison de sécurité » face à l'action de la guérilla comme cela arriva dans des centaines de villages dans les provinces de Cangallo, Victor Fajardo et La Mar, du département d'Ayacucho ainsi qu'à Mante, Acobambilla, Conaica et Lircay dans le département de Huancavelica et dans une partie de celui d'Apurimac ; il en fut de même à Tíclacayan et Vanahuanca dans le département de Pasco et dans les provinces de Huamalíes, Ambo, Dos de Mayo et Marañón dans le département de Huanuco.

Ce même Commandement Conjoint qui lui aussi disposa des mesures de sécurités spéciales « assurant le libre exercice du vote » et « protégeant les fonctionnaires des élections et les électeurs en général ».

De cette façon, une fois de plus, les forces armées réactionnaires se mirent en place pour remplir leur fonction traditionnelle de grand électeur et de « forces tutélaires de la république et de la démocratie », dans ce pays où les citoyens et le peuple sont considérés comme des mineurs incapables et nécessitant le tutelle militaire.

Encore en marche l'exercice exemplaire de la « souveraineté populaire »!

Voyons quelques faits expressifs du développement des élections.

Celles-ci devaient se dérouler le 14 avril de 8 heures du matin à 3 heures de l'après-midi ; on a dit qu'elles devaient absolument commencer à 8 heures, mais beaucoup ne commencèrent que vers midi, tant dans la capitale que dans les provinces, comme le reconnut le propre président du JNE.

Dans le département d'Ayacucho, à Concepcion, province de Cangallo, sur 5 000 électeurs, 3 700 ne votèrent pas, alors qu'à Vilcas les soldats tuaient 4 paysans et en emprisonnaient beaucoup d'autres à Cangallo.

A Chungui, province de La Mar, du même département, où le peuple était sous contrôle militaire en tant qu'hameaux stratégique, huit lieux de vote fonctionnèrent, le total des votes fut pour l'Apra, il n'y eut aucun vote nul et aucun vote en blanc, aucun autre parti n'obtint un seul vote, les 100% allèrent à Alan García Pérez.

Dans la province de Huamanga on dénonça au Jury Départemental que dans les petits villages des districts de San Cristobal de Socos, Huamanga et Acocro, ainsi que dans d'autres provinces du département, les forces armées avaient fraudé en faveur de l'Apra.

Dans les villages d'Andahuaylas, province d'Apuríman on a enregistré un fort absentéisme. A Huancavelica, dans les districts de Santa Ana et Huachocolpa, 70% des électeurs n'ont pas voté ; à Pilpichaca on ne fit que valider les cartes d'électeurs, tandis qu'à Santa Inés, l'armée imposait aux paysans de voter pour l'Apra.

Ces nombreuses coïncidences amènent une question : de quel côté s'est placée la force armée ?

Dans la province d'Alcides Carrion, du département de Pasco, le vote a été concentré à Yanahuanca, mais les élections se déroulèrent le 15 comme dans les villages de Caujul, Navan, Cochamarca de la province de Cajatambo du département de Lima.

Naturellement, on se demande, si ces votes sont valides, ayant eu lieu a une autre date que le jour prévu, et dans combien de villages cela s'est passé ainsi.

Il est important de signaler qu'à Tingo Maria, siège du commandement politico-militaire numéro 7, il y a eu un « absentéisme marqué » ainsi que le signale le journal « La Republica » de tendance pro-apriste.

Enfin, à Lima-même qui représente 40 % de l'électorat national, le vote a été prolongé jusqu'à cinq heures de l'après-midi, mais à partir de midi, les chaînes de télévision ont fait une campagne publicitaire bien montée ouvertement pro-Apra, à travers la diffusion des premiers résultats et estimations largement favorables à ce parti ; tout ceci visant a canaliser les votes, spécialement sur la chaîne 5 dont les propriétaires sont reconnus comme des conseillers présidentiels de Garcia Pérez.

Mais ce ne fut pas tout puisque c'est à Lima qu'on enregistra le dépouillement le plus désordonné au milieu d'un vacarme de dénonciations et de scandales.

Deux faits suffisent à illustrer cela : primo, la disparition de 500 000 voix signalée par le procureur de la soit-disant Gauche Unie, le nombre des votants étant supérieur a celui des voix décomptées ; ces 500.000 voix représentent 18,9 % du total des votes de la capitale.

Secundo, la soustraction de mille registres électoraux pour falsifier les votes préférentiels pour les élections des sénateurs et des députes, ce qui représente 200 000 voix.

Toutes ces dénonciations furent oubliées dans l'empressement final de terminer les comptes de Lima qui furent parmi les derniers à être envoyés au JNE malgré les nombreuses injonctions de celui-ci.

Par ailleurs, le scandale mis sur pied concernant les élections des sénateurs et des députés, qui met en doute de nombreux « pères de la patrie », et en conséquence la validité même du Parlement, permit d'escamoter le problème principal de la fraude perpétrée autour de la question présidentielle au bénéfice de l'Apra.

Voici quelques échantillons de la pureté tant vantée et de la propreté démocratique du processus électoral, « preuve éloquente de vocation démocratique... authentique cours démocratique d'une culture civique épurée et irréprochable » comme le disait le président antérieur, Belaunde.

A partir des informations publiées sur les élections, on peut déduire par exemple :

RÉSULTAT DES ÉLECTIONS GÉNÉRALES

Aptes à s'inscrire	9 992 589	100 %
Non inscrits	1 701 743	17 %
Inscrits	8.290 846	83 %
N'ont pas voté	733 664	8,8 %
Ont voté	7 567 182	91,1 %
Nuls et blancs	1 043 797	13,8 %
Apra	3 457 030	45,7 %
Gauche Unie	1 606 914	21,2 %

Dans ce tableau il faut faire attention aux non-inscrits qui ne votèrent pas, et aux votes blancs et nuls, dont on peut voir l'importance dans le tableau suivant:

COMPARAISON PAR POURCENTAGE ENTRE LES ÉLECTEURS APTES A S'INSCRIRE, INSCRITS ET VOTANTS

		En rapport à 9 992 509 aptes à s'inscrire	En rapport à 8 290 846 inscrits au JNE	En rapport à 7 557 182 votants
Non Inscrits	1 701 743	17,03 %	20,53 %	22,5 %
N'ont pas voté	733 664	7,34 %	8,85 %	9,7 %
Nuls et blancs	1 043 797	10,45 %	12,59 %	13,81 %
TOTAUX	3 479 204	34,82 %	41,97 %	46,01 %
Apra	3 457 030	34,59 %	41,7 %	45,74 %
Gauche Unie	1 606 914	16,08 %	19,38 %	21,26 %
CODE	773 705	7,74 %	9,33 %	10,23 %
AP	472 627	4,73 %	5,7 %	6,25 %
Autres	198 930	2 %	2,4 %	2,63 %

L'essentiel de ces tableaux est que la somme des non-inscrits, des non-votants et des votes nuls et blancs atteignent 3 479 204 ; ce chiffre se décompose en ainsi: non-inscrits représentant ceux qui se développent en marge du système politique en vigueur ou qui sont ouvertement contre lui ; les non-votants sont soit contre les élections soit non intéressés ; les votes nuls et blancs correspondent à ceux qui ont accompli l'obligation coercitive, mais qui n'attendent rien des élections ou ne sont pas d'accord avec les partis participants.

En règle générale, cette énorme masse citadine exprime le refus, l'éloignement ou l'indifférence vis-à-vis du système en vigueur, ses élections pour choisir des oppresseurs, ses partis en tant qu'instruments au service du maintien de l'ordre, sa préservation et évolution.

En résumé, la négation et mise en question objectives et évidentes de la société péruvienne et de ses institutions, du système social historiquement caduc et qui doit être nécessairement balayé, ce qui se fait déjà par les armes puisqu'il n'y a pas d'autre moyen de le faire pour parvenir à une société nouvelle réellement au service du peuple.

Ce chiffre de 3 479 204 représente 34,82 % de l'ensemble des électeurs aptes à s'inscrire, 41,97 % des inscrits et 46,01 % des votants, et cela dans le cadre même des lois imposées par l'État Péruvien réactionnaire.

C'est une réalité inéluctable que tentent en vain de cacher les classes exploiteuses, leurs partis politiques, y compris les électoralistes et leurs plumitifs.

La réalité irréfutable de cette masse est un problème fondamental de la lutte des classes dans le pays, masse dont la forte transformatrice potentielle et la perspective révolutionnaire doivent être

prise en compte sérieusement, à plus forte raison quand une guerre populaire se développe avec succès et croît durant plus de 6 années.

Cette question se situe de plus dans la situation révolutionnaire en développement qui continuera nécessairement à incorporer de plus en plus les masses la véritable transformation définitive au moyen de « la critique des armes ».

D'autre part, ces mêmes tableaux nous montrent que l'Apra a obtenu 3 457 030 voix, soit 34,59 % du total des électeurs potentiels de l'ensemble de la population péruvienne, ou 41,70 % des inscrits ou 45,74 % des votants.

On voit aisément la fausseté de l'affirmation de Garcia Pérez disant avoir été « élu par la majorité absolue des péruviens », comme il le dira le 28 juillet dans son message au Congrès ; en effet 45,74 % ce n'est pas la majorité absolue des votes, encore moins 41,70 % n'est la majorité absolue des inscrits, et en aucune façon 34,59 % ne représentent la majorité absolue des électeurs potentiels péruviens.

Ainsi « la majorité absolue des péruviens » de Garcia Pérez n'est rien d'autre qu'une phrase démagogique de plus de son dit style « nouveau style de gouvernement » de faussetés, cynisme et démagogie.

De plus il faut se souvenir que les « triomphes alluvionnels » sont une tendance qui se manifeste dans les élections bourgeoises de différents pays, comme aux États-Unis par exemple, où Reagan a eu, lui aussi, son « avalanche de votes », et au bout d'un an son prestige était réduit à néant même si les sondages informaient du contraire.

De la même manière, nous l'avons vu en 1980, avec Belaunde ; il faut donc chercher les racines des « triomphes alluvionnels » dans la façon dont la réaction manipule les élections, et plus profondément, encore dans le fait que, ceci étant leur façon de renouveler leurs « représentants et oppresseurs », elles servent et se canalisent au bénéfice de ceux qui peuvent remplir au mieux de telles fonctions.

De plus, Garcia lui-même et son appareil partidaire visèrent l'obtention de la majorité absolue au premier tour, ce qu'ils n'obtinrent pas naturellement ; cependant avec un mépris effronté de la réalité et du respect que mérite le peuple, Garcia Pérez dans son fameux message dit avec une insultante effronterie : « fidèle à ma promesse électorale, qui comptait sur les votes de 80% de l'électorat... ».

Incroyable mais vrai ! Voici une preuve notable du nouveau « style éthique de gouvernement » et le fondement de la « grande autorité morale basée sur le vote de la majorité absolue des péruviens ».

En ce qui concerne la dénommée Gauche Unie, elle obtint 1 606 914 voix, soit 16,08 % des électeurs potentiels, ou encore 19,38 % des inscrits, ou bien 21,26 % des votants.

Avec ce vote, quel rôle joue-t-elle dans la lutte des classes du pays ?

Premièrement, c'est la suite des vieilles positions électoralistes, la seule différence étant que maintenant elles sont plus débridées et plus liées au révisionnisme soviétique, ainsi qu'au révisionnisme chinois, au parlementarisme bourgeois endurci, aux positions nationalistes ou de révolutionnaires inconséquents qui prétendent ranger le peuple dans le crétinisme parlementaire,

tous incapables de comprendre la nécessité de la violence révolutionnaire et encore moins les formes dans lesquelles elle se concrétise depuis six ardentes années.

Ces révisionnistes s'enfoncent chaque jour davantage dans la sauvegarde du vieil ordre, son parlement pourri, ses farces électorales, sa constitution et ses lois et ils vivent en tremblant d'une peur révérencielle face aux forces armées et au coup d'État, et sont à genou devant l'Apra, et spécialement devant Garcia Pérez qu'ils considèrent comme leur palissade protectrice et démocratique.

L'expression concentrée de cette attitude rampante et capitularde est celle de Barrantes Lingan, l'apriste qui dirige la Gauche Unie.

D'autre part, ces 16,08 % montrent clairement le sombre rôle qu'ils jouent au service de la réaction ; ce pourcentage montre de quelle manière ils s'opposent à ce que la majorité des péruviens s'alignent contre le système d'exploitation et d'oppression en vigueur ; sans leur action néfaste d'illusions électorale, la polarisation se développerait plus nettement et plus vigoureusement.

Quels dommages cause cette Gauche Unie opportuniste, hostile à l'émancipation de notre peuple, hostile à la guerre populaire ?

Les paroles mêmes de Barrantes répétées de nombreuses fois sont très expressives, par exemple quand il a apporté sur un plateau le triomphe à Garcia Pérez, « l'apriste jamais expulsé » dit : le combat n'est pas terminé, « nous continuerons avec plus de force contre l'impérialisme, le terrorisme, et les ennemis du peuple ».

Ici ce qui est important c'est le vil terme de « terrorisme », terme que Reagan mit en circulation pendant cette décennie pour combattre la révolution et que beaucoup qui prospèrent et parviennent dans ce système, claironnent.

Cette position ne date pas d'aujourd'hui ; déjà lors des élections municipales de 1983, il proposa « de mettre en échec le terrorisme », c'est certes sa défense persistante du système et de la haine de tous et de tout ce qui le met en offrit.

Cela révèle Barrantes Lingan : faux mariateguiste et vrai apriste, inventeur du néfaste mensonge annonçant qu'au Pérou, il n'y a pas de guerre populaire mais un « terrorisme » parce que une « ligne limpiaïste s'est appropriée la direction du Parti » ; pour, cet individu également les dernières élections « représentaient un refus du terrorisme » ; et, pendant son voyage au Venezuela, en mai, il dit à nouveau : « Sentier Lumineux échouera...le résultat électoral du 14 avril avec la présence massive de la population constitue le meilleur refus du terrorisme », en accord total avec Belaunde qui dit également : « Le grand vaincu est le terrorisme ».

Nous devons réfléchir sérieusement au rôle de l'opportunisme électoral générateur de scission et, comme le dit Lénine, le combattre implacablement, car si on ne combat pas le crétinisme parlementaire, on ne peut conquérir le Pouvoir pour la classe et le peuple, on ne peut pas non plus balayer l'impérialisme sans combattre le révisionnisme.

Mais, de plus, ces 16,08 % servirent à la Gauche Unie pour hisser l'Apra facilement à la présidence, en servant scandaleusement le plan réactionnaire ; quel fut le mécanisme invoqué ?

Que « le peuple vota pour le changement en élisant la gauche », ainsi que le soutint l'apriste

dirigeant la Gauche Unie quand il alla féliciter son compagnon le soir des élections : « je suis venu vous féliciter et montrer ainsi que malgré les différences idéologiques et politiques nous pouvons reconnaître l'appui populaire et de cette façon nous montrons à notre peuple qu'avec ses votes il a condamné la droite et opté pour les expressions politiques de la gauche » (souligné par nous).

En annonçant qu'il renonçait à se présenter au deuxième tour, il dit encore : « le peuple accorda un vote majoritaire au parti apriste et pour cela j'ai accouru pour féliciter le docteur Alan Garcia et lui dire que la Gauche Unie ne voulait pas gêner son ascension au Gouvernement ».

A quoi ont donc servi les votes pour la Gauche Unie ? Purement et simplement à faciliter le triomphe de l'Apra ; aujourd'hui, que la faim et le génocide s'acharnent davantage sur notre peuple, nous n'oublions pas le cadeau empoisonné que la soi-disant Gauche Unie fit aux masses, spécialement ses dirigeants, et principalement Barrantes ; le peuple doit en tirer la grande leçon et ne plus jamais l'oublier.

En ce qui concerne Action Populaire et le Parti Populaire Chrétien, celui-ci qui uni au mouvement de bases hayistes [apristes] se présenta sous le titre de CODE, ils ont obtenu 4,73 % et 7,74 % des voix des électeurs potentiels, c'est de cette façon que le peuple a condamné la gestion néfaste du gouvernement d'AP-PPC.

Un autre point qu'il vaut la peine d'analyser dans les élections, c'est le soi-disant « rejet du terrorisme ». Voyons les résultats à Ayacucho, Apurimac et Huancavelica régions où la guerre populaire se développe avec une plus grande intensité.

RÉSULTATS DES ÉLECTIONS DANS LES DÉPARTEMENTS SOUS LE CONTRÔLE DU COMMANDEMENT POLITICO-MILITAIRE N°5

	AYACUCHO		APURIMAC		HUANCAVELICA	
Non inscrits	93 170	33,9 %	60 898	34,8 %	44 974	24,2 %
Inscrits	181 667	66,1 %	114 096	65,2 %	140 868	75,8 %
N'ont pas voté	38 016	20,9 %	23 262	20,4 %	41 577	29,5 %
Ont voté	143 651	79,1 %	90 834	79,6 %	99 291	70,5 %
Nuls et blancs	54 043	37,6 %	33 249	36,6 %	39 527	39,8 %
Apra	47 875	33,3 %	30 354	33,4 %	29 230	29,4 %

Ce tableau a été élaboré sur la base de données relatives à la population et aux inscrits au JNE et des registres informatiques départementaux vues au JNE, suivant les informations parues dans les journaux « El Comercio » et l'« Expreso », tous deux insoupçonnables de la moindre idée révolutionnaire, mais au contraire grands défenseurs de l'ordre.

En premier lieu il faut relever le fort pourcentage de non inscrits dans les registres : 33,9 % à Ayacucho, 34,8 % à Apurimac et 24,2 % à Huancavelica et ceci malgré la grande campagne et la pression exercée par les forces armées dans cette région, cherchant précisément à démontrer le rejet de la guerre populaire, appelée par elles terrorisme.

En deuxième lieu, nous voyons le pourcentage des non votants : ainsi dans les départements d'Ayacucho, 20,9 % ne sont pas allés voter, store que les résultats officiels du JNE (suivant les pourcentages publiés mais non en données corrigées) affirme que l'abstentionnisme fut de 1,04 %, grand tour de passe-passe pour « prouver » que la majorité a voté.

En ce qui concerne Apurimac, 20,4 % n'ont pas voté et à Husinoavelica 29,5 %, mais selon le JNE, ces chiffres furent de 17,90 % et 21,69 %. Ces chiffres prouvent la grossière altération des données d'Ayacucho.

En troisième lieu, le pourcentage de votes nuls et blancs est très important : à Ayacucho, il atteint 37,6 % alors qu'à Apurimac il fut de 36,6 % et de 39,8% à Huancavelica ; les chiffres démontrent que dans tous les cas les votes nuls et blancs représentèrent le plus fort pourcentage et dépassèrent les votes de l'Apra (33,3 % à Ayacucho, 33,4 % à Apurimac, et roulement 29,4 % à Huancavelica).

Devant ces faits, qui, étant sain d'esprit, peut dire que le soi-disant terrorisme est mis en déroute par les votes ?

En dehors du fait qu'il est absurde de mettre en déroute des actions armées avec des bulletins de vote, il est clair et frappant que dans la région d'Ayacucho, Apurimac et Huancavelica, les non-inscrits dépassèrent le tiers des électeurs potentiels et le quart dans le cas de Huancavelica, alors que le cinquième n'alla pas voter et environ 30% à Huancavelica ; mais, dans les trois départements, les votes nuls et blancs dépassèrent largement ceux obtenus par l'Apra et ceci avec toute l'aide et la fraude réalisées par les forces armées.

En conséquence, qui est sorti vaincu des élections ? L'Apra, les électoralistes, et ceux qui montèrent cette farce électorale ; en résumé, l'aprimisme ne put récupérer plus du tiers des votants et pour cela il est loin des 45,74 % qui lui furent attribués par le JNE et visiblement très loin de la majorité plus une des voix, nécessaire pour gagner.

Cependant par une farce grotesque, les résultats officiels attribuent à l'Apra 50,19 % à Apurimac, 61,84 % à Ayacucho, et 41,2 % à Huancavelica !

Comment le JNE a trafiqué ces chiffres pour « vaincre le terrorisme » dans la région la plus bouleversée du pays ? En juin, il fit connaître les pourcentages par départements au milieu du refus systématique de la grande quantité de contestations, méprisées et, tout prit fin en conclusion de leur « autorité sans appel ».

Dans le pays, la situation fut la même avec quelques variantes, caquetage d'élections « impeccables et sans objection », « le grand perdant, c'est le terrorisme » a dit le président d'alors Belaunde ; « nous sommes en présence de la plus magistrale et la plus grande défaite du terrorisme communiste, qu'imaginer de pire » disait l'ancien fonctionnaire de l'International Petroleum et ministre de Belaunde ; « il y a eu deux grands perdants dans les élections générales du dimanche : le senderisme... », d'après le plumitif d'Ulloa.

Il est très symptomatique que ce soit ces notables réactionnaires pro-impérialistes qui forgèrent la dite « déroute du terrorisme » ; mais, il est également extrêmement révélateur que Barrantes Langan le crie aussi sur les toits, et que comme nous l'avons vu, au cours d'un de ses nombreux voyages, il se soit vanté au Mexique que « Le plus important pour moi et pour la Gauche Unie et qui a une signification spéciale, c'est que nous ayons gagné à Ayacucho. Dans nos discours, nous avons été très clairs quant à notre situation face au terrorisme, et recevoir l'appui d'Ayacucho, une des principales zones d'opérations du groupe Sentier Lumineux, signifie que le peuple rejette le terrorisme ».

Le maire apriste de la Gauche Unie célèbre une fois encore ses défaites ; en effet, il est indéniable

qu'il n'obtient pas plus des 21,23% des votes à Ayacucho, et qu'avec l'aide des forces armées, dont Barrantes se fait l'illustre serviteur, son camarade Garcia le battit, cependant le total des non votants, votes nuls ou blancs s'élève à 58,5% enterrant de façon irrémédiable et met en évidence les deux.

Le Parti Communiste du Pérou dans les dernières élections comme les précédentes n'a fait qu'appeler au boycott, a paralysé et empêché les élections seulement où cela était possible, mais non empêcher tout le processus comme l'a prétendu la réaction pour conquérir un faux triomphe à défaut d'un vrai, mais la tendance historique principale est la fusion de la guerre populaire que dirige le Parti avec ce grand torrent formé par les millions de non inscrits, non votants, ceux qui ont voté blanc ou nul.

C'est ce torrent que le Parti aide à se structurer comme partie du flot de masses armées qui balayera nécessairement le vieil ordre d'exploitation et d'oppression.

Mais tout ce déploiement d'activités et de manipulation ne mirent pas un point final à la lutte électorale ni ne résorbèrent le problème central de l'élection présidentielle.

L'article 203 de la Constitution dit : « Le Président de la République est élu par le suffrage direct et par plus de la moitié des votes émis valablement.

Si aucun des candidats n'obtient la majorité absolue, on procède à une nouvelle élection dans les 30 jours suivants entre les deux candidats ayant obtenu les deux plus importantes majorités relatives ».

Il est évident que si l'on clame aux quatre vents le respect de la constitution et de l'ordre juridique de l'État péruvien, si on proclame le respect du soit-disant « État de Droit » et le « sacro-saint empire de la loi », pour concilier ses déclarations avec les faits et pour assumer le titre tant exalté de « président constitutionnel » et le respect tant vanté à « l'ordonnance démocratique », leurs actes doivent se soumettre à cette ordonnance.

Les choses se sont-elles passées ainsi ?

En aucune manière ; tout au contraire, les mois d'avril et de mai se sont déroulés au milieu de luttes et d'alliances contre-nature au sein de la réaction comme toujours en dehors du peuple ; une fois de plus, les grands électeurs, institutions et les grands intérêts avec la participation directe des grandes puissances impérialistes, spécialement la yankee, ont choisi celui qui pouvait défendre au mieux leur intérêts.

C'est une période qu'il est nécessaire de se rappeler pour mieux comprendre la vraie réalité et l'essence de ce qu'on appelle « élections démocratiques ».

Peu avant les élections, le candidat Garcia annonça dans des déclarations à la revue « Caretas » que s'il se trouvait en deuxième place, il ne se présenterait pas au deuxième tour; ceci est très important parce que c'est exactement l'orientation que suivit ensuite son camarade Alfonso Barrantes.

Une fois les résultats communiqués, les deux candidats avaient obtenu 45,74 % et 21,26 % des voix valablement enregistrées ; en conséquence, aucun n'ayant obtenu la majorité absolue, il fallait procéder à une seconde élection en accord avec la constitution comme le reconnut le journal « El Comercio » le 15 avril : « il faudra nécessairement procéder à un second tour ».

De plus, cela a été reconnu par les plus notables dirigeants de la Gauche Unie : le PUM a écrit que « nous considérons nécessaire la participation de la Gauche Unie au second tour des élections » .

« El diario de marka » écrivait le 2 mai qu « la véritable droite, celle des grands intérêts transnationaux, l'oligarchie menée par l'impérialisme. celle qui sert aveuglement le FMI et exonère honteusement d'impôts les entreprises pétrolières ou minières, est celle qui exige avec le plus, de force, de frauder la Constitution en nommant Garcia Pérez président sans second tour d'élection » .

Agustin Haya de la Torre dit la même chose : « si l'Apra n'atteint pas les 50% plus une voix aux élections du 14 avril, il faudra qu'il y ait un deuxième tour », une position similaire a été adoptée par les sénateurs Carlos Malpica et Rolando Brena.

Le sénateur Bernales affirma que « la loi électorale établit que si un des candidats n'atteint pas les 51% des voix il devra y avoir un second tour d'élections, et cela doit être fait de toutes manières... c'est pour cela que nous mettons tous nos espoirs dans le second tour ou Barrantes va créer la surprise » .

Même le sénateur révisionniste Del Prado dit « que de quelque manière que ce soit, il y aura un second tour tant pour raisons constitutionnelles, que parce qu'au premier tour l'Apra a évité le débat sur son programme » .

Voici entre autres, quelques unes des premières bonnes intentions. Mais rappelons-nous la nuit même des élections, alors qu'on connaissait seulement les premiers résultats et prévisions, D'Ornellas, journaliste connu d'Ulloa, le premier ministre belaudiste représentant l'impérialisme yankee, proposa que Barrantes refuse de participer au second tour.

Et mieux encore, celui-ci dit ce même jour a Garcia Pérez que « la Gauche Unie ne voulait pas gêner son ascension au gouvernement » .

Ainsi, depuis le commencement, le maire avait pour rôle d'aplanir le chemin de son coreligionnaire et attendait seulement le moment et l'opportunité de le faire.

Le 20 avril, le président du Commandement Conjoint des forces armées descendit dans l'arène pour signaler que l'Apra n'avait obtenu que 47% des voix et qu'« actuellement, on considère la possibilité que les votes nuls et blancs ne soient pas reconnus comme valables. Je crois que l'on peut reconnaître que nous sommes dans une situation discutable et les organismes correspondants peuvent considérer que quelque soit le résultat, celui obtenu dimanche est valide » .

Ainsi, à partir de ces positions, une vaste campagne est lancée dans les journaux comme la « République », les revues comme « X », à la radio, et à la télévision invoquant « les risques graves qui planent sur le pays et la démocratie » au milieu du débat juridique sur l'interprétation constitutionnelle.

Quelle était la position de l'Apra? Double : alors que pour Alva Castro, actuel premier ministre, « aller au deuxième tour était une perte de temps qui pourrait être mieux utiliser, de même que le gaspillage de millions de soles pour organiser un nouveau vote pour élire le nouveau président de la république », Garcia Pérez disait: « si nous n'obtenons pas 50% plus une voix, nous irons au second tour pour ratifier le triomphe populaire » .

Au fond, l'Apra ne désirait pas de second tour et essayait de forger la collusion qui lui permettrait

d'accéder à la présidence avec les 47,74% obtenus, offrant la lune comme il l'avait déjà fait pendant sa campagne.

Le 25 avril, prenant comme prétexte supplémentaire l'attentat perpétré contre le président du JNE, et après des réunions avec de hauts dirigeants apristes et de l'action populaire, après une réunion irrégulière de la direction de la Gauche Unie, Barrantes avec ses candidats à la vice-présidence, Bernales et Haya, annonça le retrait de sa candidature au milieu de l'approbation générale de ceux qui l'avaient promu et la consternation de ses partisans, les récriminations des uns qui parlèrent de capitulation face à l'Apra, et l'appui d'autres, comme Oromo, qui voulaient surtout éviter le coup d'État, mais qui en vinrent finalement à la capitulation effrontée face à l'Apra et toute la réaction.

Barrantes reçut la reconnaissance de l'Église par le Cardinal Landazuri qui le sanctifia en disant « il a gagné la grâce de Dieu ».

Mais cela ne résolut pas le problème pour autant, les disputes juridiques continuèrent et les essais pour résoudre le problème au moyen d'une loi d'interprétation qui ne réussit pas non plus ; les contradictions au sein de la réaction continuaient à se développer davantage.

En fin de compte, la solution est restée dans les mains du Jury National des Élections qui le premier juin a reconnu dans une résolution « qu'aucun des candidats à la Présidence de la République n'a obtenu, pour être élu, plus de la moitié des voix validement exprimées, comme l'article 203 de la Constitution de l'État l'établit et que les candidats le docteur Alan Garcia Pérez et le docteur Alfonso Barrantes Lingan ont atteint les deux plus hautes majorités relatives avec 45,74 % et 21,25 % des voix respectivement... ».

Pour établir ensuite que « le docteur Alfonso Barrantes Lingan décline sa participation au deuxième tour électoral », invoquant plus loin « Que ni la Constituante ni le Législateur ont prévu la situation qu'un des deux candidats en droit de participer au deuxième tour, se désiste... » ; pour ultérieurement et de façon surprenante dire « Qu'à plus forte raison la formule présidentielle du Parti Apriste Péruvien que le docteur Alan Garcia Pérez dirige a obtenu selon le décompte officiel 53,10 % des voix valides... », pour décider d'accepter la démission de Barrantes, annuler le deuxième tour et « proclamer le citoyen Alan Garcia Pérez Président de la République... ».

Cette résolution est évidemment violatoire de la Constitution et des lois qui régissent les élections de l'État Péruvien ; évidemment si l'on n'obtient pas 50% plus une des voix, selon son ordre juridique, on n'est pas président constitutionnel ; et, selon l'affirmation de la résolution même du JNE, Garcia Pérez n'a obtenu que 45,74 % des voix émises, il devait y avoir en conséquence un deuxième tour et, étant donné le caractère impératif de l'article 203, la démission n'était pas recevable comme cela a été démontré jusqu'à épuisement du débat qui eut lieu.

Finalement, l'affirmation de « décompte officiel de 53,10 % » n'est qu'une fallacieuse et grossière affirmation qui manque de tout fondement.

De tout évidence la résolution du JNE n'est que le document confirmatif de l'alliance contre-nature et de complicité qui a installé sur le fauteuil présidentiel celui qui servirait au mieux les intérêts de l'impérialisme et des exploités natifs, sans avoir recours au risque du deuxième tour qui présentait le grave danger d'accroître l'absentéisme, et les votes blancs et nuls qui auraient augmenté l'embarras des réactionnaires rendant encore plus évident le discrédit des élections et aurait servi davantage à orienter l'espoir du peuple vers la révolution armée.

En synthèse, ce qui a été décrit nous montre le processus électoral d'avril 1985 dans ses points les plus remarquables et démontre catégoriquement que de la même façon que pour combattre la guerre populaire, la contre-révolution doit violer nécessairement sa constitution et ses lois, la réaction pour pouvoir réaliser des élections au milieu d'une guerre populaire en développement, se voit obligée de violer sa constitution et ses lois électorales et de généraliser la fraude pour accomplir le renouvellement de ses autorités.

Et, par conséquent, non seulement le Parlement a une composition contestable et soupçonnable, mais le propre Garcia Pérez se fait passer pour le président alors qu'il n'est pas président constitutionnel de l'État Péruvien du fait du non respect de la Constitution même et des lois électorales.

Et cette vérité irréfutable ne peut être ignorée par aucune fanfaronnade flatteuse ni par aucune propagande aussi rampante et pompeuse soit-elle ; et plus encore, dans le cadre même de son ordre juridique démo-bourgeois sur Garcia Pérez tombe l'article 82 de la propre Constitution qu'il a juré de respecter et qui signale que « Personne ne doit obéissance à un gouvernement usurpateur ni à ceux qui assument des fonctions ou des postes publics violant les procédures que la Constitution et les lois établissent ».

LE SOIT-DISANT « ÉTAT NATIONALISTE, DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE »

Le 28 juillet 1985, Garcia Pérez, en commençant son exposé au Congrès, disait : « je dois répéter devant la nation que mon compromis est avec l'ensemble de ses citoyens ».

Ce sont les mêmes concepts utilisés par Belaunde Terry en 1963 et 1980 quand il s'auto-proclamait « président de tous les péruviens », ainsi que les mêmes tirades sur le « vote populaire » et la tant clamée « ascension à la présidence avec l'odeur de foule ».

De simples coïncidences ? Pas du tout, mais de vieilles essences et bavardages des classes exploiteuses et de leurs plumitifs.

Mais, plus encore, celui qui se fait passer pour le président dépoussiérant de vieilles idées apristes recyclées aujourd'hui avec sa démagogie bien connue remonte vers l'analyse historique transcendante, pontifiant : « Parce que notre histoire est aussi l'histoire de notre dépendance des forces externes, qui alliées et exprimées dans de puissants intérêts internes, ont mené notre pays à la crise actuelle. Manquant d'un projet national, manquant d'une alternative, historique et populaire nous avons essayé d'adapter notre économie aux grands intérêts du capitalisme international ».

Pour ensuite, au moment de « proclamer la révolution », accuser ainsi : « La crise que nous vivons aujourd'hui n'est pas une crise à l'intérieur de la dépendance, c'est la crise de la dépendance même et elle ne peut avoir qu'une réponse. La révolution démocratique qui nous rend plus libres, plus justes et plus maîtres du bien-être, et cette révolution que je proclame ici sera l'indépendance de nos intérêts économiques ».

En synthèse, de quoi s'agit-il ? qu'est ce que cela cache ?

Tout simplement que l'histoire péruvienne de ce siècle, que Garcia Pérez prétend dessiner, est celle de la domination de l'impérialisme, principalement yankee, allié de la grande bourgeoisie et des grands propriétaires terriens féodaux.

Cette exploitation et cette oppression sont les causes de la crise actuelle et des attaches au système impérialiste et non pas les « manques » de « projet » et d'« alternative » qui sont une autre forme de sa « thèse » sur notre supposée co-responsabilité avec la domination impérialiste « civilisatrice » à laquelle, au fond, il doit croire, en tant qu'apriste, même si sa démagogie lui interdit de le dire.

Quant au deuxième paragraphe, l'invoquée « crise de la dépendance » est purement et simplement la crise de l'impérialisme et sa domination qui exigent une révolution démocratique non pas comme simple « indépendance de nos intérêts économiques », mais fondamentalement et principalement comme un fait politique qui détruit les trois montagnes qui nous écrasent l'impérialisme, le capitalisme bureaucratique et la semi-féodalité, fait politique qui ne s'accomplira qu'avec la guerre populaire et plus encore dans le cadre de la révolution prolétarienne mondiale qui fera s'écrouler la domination impérialiste et réactionnaire sur toute la terre.

Il ne s'agit donc pas, comme Garcia le dit, de « nouvelles relations » de réinsertion à l'intérieur de l'impérialisme pour sa survie mais de la destruction de son système ; donc c'est une question de politique comme les grands tournants mêmes de l'histoire péruvienne l'ont démontré, où le fait politique et militaire a précédé le changement économique.

Et aujourd'hui au Pérou, personne ne peut le nier, la nécessité urgente et en marche, c'est la révolution démocratique menée en avant par la guerre populaire dans le cadre du marxisme-léninisme-maoïsme, pensée guide.

Ce que Garcia Pérez dit ne sont que de vieux bobards pourris de l'Apra, aujourd'hui présentés avec de nouveaux arrangements pseudo-scientifiques du soit-disant « futur différent », comme on peut le voir dans ses différentes élucubrations du même discours et plus encore dans la confrontation avec la réalité, et dans la pratique, suprême critère de vérité.

Sur les soit-disant « trois injustices »

Voilà comment Garcia pérore sur ses « trois injustices » : « Notre histoire économique se conclue par une situation de profondes injustices, et de là résultent les problèmes économiques dont nous souffrons aujourd'hui ».

Ici le problème plus « la crise de la dépendance », son faux anti-impérialisme s'est envolé en fumée, et maintenant la question est « les profondes injustices », causes de nos problèmes.

Le soit-disant anti-impérialiste se transforme en justicier, sort au devant de la scène en « champion de la justice » arborant le grand drapeau de la « justice sociale ! », devise démodée du dix-neuvième siècle liée à l'anarchisme, une des tendances agissantes de l'Apra au travers de personnages du soit-disant syndicalisme libre, comme Sabroso et ses comparses.

Nous ne parlons pas de Gonzalez Prada, remarquable figure avec laquelle l'Apra a toujours voulu trafiquer.

Concrètement, alors si les injustices sont la question, voyons leur première « dimension » dans les paroles de Garcia Pérez : « Premièrement, il y a une injustice régionale, qui sépare Lima, la ville et la Côte, du reste du Pérou oublié. 80% de l'industrie siège à Lima, pas dans les bidonvilles qui restent provinciaux, mais dans la Lima de la richesse et des classes moyennes, où est concentré l'État avec ses services administratifs d'éducation et de santé... Et si cela continue ainsi, pour qui produira Lima à l'avenir, si le pays est chaque fois plus pauvre ? ».

Cette « injustice régionale » nous fait ressortir deux points principaux : la condition de Lima et de l'État ; pourquoi y a-t-il cette grande différence et séparation de Lima du reste du pays ?

A cause de la semi-féodalité subsistante bien qu'elle soit niée obstinément, même si la réalité incontestable et surtout la guerre populaire est en train de leur montrer que la Sierra existe là où précisément les relations semi-féodales sautent aux yeux de ceux qui veulent bien le voir ; à cause du développement du capitalisme bureaucratique qui concentre chaque fois plus les moyens de production dans la capitale ; il faut se rappeler que Velasco parlait ainsi de décentralisation en impulsant le capitalisme bureaucratique, aujourd'hui la concentration est encore plus forte et principalement à cause de la domination de l'impérialisme yankee.

Les pays arriérés et principalement l'Amérique Latine, montrent cette monstrueuse macrocéphalie : le Mexique, le Brésil, l'Argentine le prouvent.

Voilà les causes et c'est de cela qu'il faut parler et ne pas s'abriter derrière « l'injustice régionale ».

Mais en plus, celui qui se fait passer pour le président nous parle de « la Lima de la richesse et des classes moyennes » ; les classes moyennes sont les classes intermédiaires, parmi elles, la bourgeoisie, celle qu'en appelle « émergente », et ce sont elles qui détiennent la richesse ?

Non, c'est la grande bourgeoisie avec ses deux factions, la bourgeoisie compradore et la bureaucratique qui comme de grands banquiers, de grands industriels, de grands commerçants et de grands propriétaires fonciers concentrent la propriété, les moyens de production, auxquels s'ajoutent les intérêts impérialistes les plus importants qui sont aussi concentrés à Lima et c'est cela qu'il essaye d'occulter, c'est-à-dire le pouvoir économique de ces classes et de l'impérialisme.

En synthèse, de cette façon là il dissimule le pouvoir des grandes classes exploiteuses ; mais il tient à parler de classes puisque comme on vient de le voir, il parle de « classes moyennes ».

Un autre point important à souligner, c'est la concentration du pouvoir d'État, des forces armées qui sont sa colonne vertébrale et de la bureaucratie qui précisément, concentre ses moyens dans la capitale pour soutenir la dictature de classe des propriétaires fonciers et de la bourgeoisie bureaucratique qu'est l'État Péruvien et de là contrôler tout le pays.

C'est cela le plus important et non la concentration de « services administratifs d'éducation et de la santé » qui ne sont que des problèmes qui en découlent.

C'est la question centrale que l'on doit voir, à plus forte raison quand la militarisation et la bureaucratisation de l'État Péruvien sont en train de s'accroître de plus en plus au cours des dernières décades, comme conséquence du processus lui-même du système social en place de plus en plus dépassé et principalement du développement révolutionnaire des masses, spécialement de la guerre populaire qui le sape et vise à le détruire.

Finalement, Garcia Pérez dit : « Si les choses continuent à se développer ainsi, pour qui produira Lima?... ». Que veut-il alors, est-il d'accord avec la dite « injustice régionale » ?

Au fond, ce qui l'intéresse c'est le « marché », pour le système productif des classes exploiteuses et de l'impérialisme ce qui préoccupait déjà avant lui, Velasco, Morales, Belaunde et d'autres « chefs d'état » qui l'ont précédé selon leurs conditions et leurs circonstances, suivant le dicton populaire

« ce qu'on aime, ce n'est pas le cochon, mais plutôt toutes les choses qu'on peut en tirer ».

Mais continuons avec les fameuses « injustices » : « Mais il y a une seconde dimension de l'injustice, un divorce économique de secteurs, quand nous analysons le fonctionnement économique du pays, nous voyons qu'il y a deux secteurs clairement divisés. D'un côté l'industrie moderne... c'est le secteur moderne où il y a 65% de l'investissement du Pérou et n'y travaillent que 38 % de péruviens. Mais de l'autre côté de l'économie, c'est le secteur marginalisé, l'agriculture rurale andine avec de millions de paysans des communautés et de métayers, et cet autre groupe humain que certains ont appelé le secteur urbain marginalisé compose de chômeurs, de sous-employés, d'habitants presque toujours des bidonvilles... Il faut se demander pour qui produira l'industrie si la majeure partie du peuple est chaque fois plus pauvre. Qu'administrera l'État s'il n'y a pas de production dans le pays. J'en viens à dire qu'il n'y aura pas de réelle issue tant que l'État sera seulement tourné vers l'industrie et l'administration, il n'y aura pas de révolution profonde tant que l'État n'atteindra pas le paysan et le chômeur ».

Une fois de plus nous nous posons la question : « quelle industrie moderne au Pérou? » ? Tout simplement le capitalisme bureaucratique développé sous la domination impérialiste et lié aux propriétaires terriens féodaux ; le degré de soumission de l'industrie moderne à l'impérialisme, spécialement yankee, nous pouvons l'apprécier dans les deux paragraphes suivants de chercheurs sur le problème industriel :

« La dynamique d'accroissement industriel au Pérou a été impulsée dans les deux dernières décades par les grandes entreprises et les groupes multinationaux d'origine nord-américaine, européenne et japonaise, les mêmes qui en pénétrant dans notre économie ont tenu à établir soit des formes monopolistiques ou oligopolistiques, aussi bien en ce qui concerne la production qu'en ce qui concerne la distribution des produits élaborés...

La pénétration des grandes entreprises et des groupes multinationaux dans l'industrie manufacturière péruvienne a contribué de manière directe à créer une marginalisation lente mais assurée des récents et anciens secteurs de la bourgeoisie nationale...

C'est ainsi qu'au cours des deux dernières décades, le rôle qu'a assumé peu à peu la bourgeoisie nationale a été de développer de nouveaux groupes industriels qui, avec le temps, ont été contrôlés par des capitaux étrangers. Pourtant, ce qui se développe actuellement, c'est une bourgeoisie intermédiaire, issue de certains groupes qui sur la base de leur prestige, de leur expérience et de leurs relations sociales et économiques, ont été intégrés aux grandes entreprises et groupes multinationaux, amenés ainsi à former partie du secteur intermédiaire qui s'accroît chaque fois plus. » (E. Anaya, « Impérialisme, industrialisation et transfert de technologie au Pérou »; il faut savoir que l'auteur lorsqu'il parle de bourgeoisie nationale se réfère à la bourgeoisie native du pays et, plus encore à la grande bourgeoisie).

« La conclusion peut-être la plus significative de l'analyse structurelle, c'est le haut degré de contrôle que les entreprises étrangères exercent encore dans les secteurs extractifs et industriels du Pérou.

Même une quantification directe du niveau des investissements étrangers dans le pays ne donnerait pas une image exacte du degré de contrôle du capital étranger dans l'économie.

Ce contrôle est substantiellement amplifié par le caractère stratégique de cet investissement, par le fait que les entreprises les plus importantes dans chaque industrie sont étrangères et parce que la

majeure partie de ces entreprises sont des entreprises subsidiaires des grandes corporations multinationales ». (J.A. Torres, « Structure Économique de l'Industrie Péruvienne »).

C'est cela la question et non le paravent « d'une deuxième dimension de l'injustice » ; et de ce sinistre capitalisme bureaucratique et principalement sa sujétion à l'impérialisme, c'est de cela qu'il faut parler et plus encore, des montagnes à faire tomber avec les armes à la main pour construire une véritable économie nationale, c'est-à-dire pour les masses opprimées et à l'intérieur de cette économie, une industrie pour la classe et le peuple.

Mais Garcia Pérez, rusé et démagogique, s'interroge « pour qui produira l'industrie si la majeure partie est chaque fois plus pauvre » ; une fois de plus, on voit clairement de quel côté il est, et quelle est sa véritable préoccupation.

Mais qu'est ce que c'est « le secteur marginalisé » ?

Et premièrement, qu'est ce que c'est l'agriculture rurale andine? Concrètement la semi-féodalité avec les trois connotations que Mariategui établissait déjà: la terre, la servitude, et le caciquisme.

C'est la question de la terre, le moteur de la lutte de classes à la campagne ; le problème centenaire d'origine féodale de concentration de la terre, problème de base du pays comme on le voit au cours des années 1960 avec la promulgation des trois lois agraires d'achat-vente qui, en fait, n'ont servi qu'à maintenir la concentration comme le montre le tableau suivant de la « Direction Générale de Réforme Agraire et Déclaration Rurale ».

ÉVOLUTION DE LA RÉFORME AGRAIRE 1963-1969 (Résumé au 24 juin 1979)

	Unités adjudgées	Extensions adjudgées en hectares	Extensions adjudgées en hectares en pourcentage	Bénéficiaires en nombre	Bénéficiaires en pourcentage
Coopératives	581	2 196 147	25,5 %	79 568	21,2 %
Complexes Agro- industriels	12	128 566	1,5 %	27 783	7,4 %
SAIS	60	2 805 048	32,6 %	60 954	16,2 %
EPS	11	232 653	2,7 %	1 375	0,4 %
Groupements de paysans	834	1 685 382	19,6 %	45 561	12,1 %
Communautés paysannes	448	889 364	20,3 %	117 710	31,4 %
Paysans indépendants	—	662 093	7,7 %	42 295	11,2 %
Total	1 907	8 599 253	100 %	375 246	100 %

De ce tableau on voit clairement que l'adjudication aux paysans individuels aurait représenté

seulement 7,7 % de la terre adjugée et si on fait une estimation du nombre de paysans « bénéficiaires », on atteint à peu près le chiffre d'un million huit cent mille, alors que le recensement de l'année 1981 nous indique qu'il y a 6 245 000 paysans.

Les dites « réformes agraires » n'auraient même pas atteint le tiers de la paysannerie et si nous nous rappelons qu'en 1961, d'après le recensement national agricole, 83,5 % des unités agricoles avec moins de cinq hectares possédaient seulement 5,7 % de la superficie, alors que 1 % des unités occupaient 81 % des terres, surgit alors une question, quel est le problème ?

Quelle est l'origine de la situation? C'est ce qu'est en train de montrer aujourd'hui de façon plus aigue et plus grave la réalité de Puno, signalée par Garcia Pérez lui-même « comme un autre Ayacucho », qui, même si cela ne plaît ni à lui, ni aux autres, est en train d'évoluer ainsi.

LA REFORME AGRAIRE À PUNO (D.L. 17716)

Catégories	Hectares adjugés	Pourcentage	Familles bénéficiaires	Pourcentage
23 SAIS	1 024 287	85,2 %	6 249	20,87 %
16 CAPS	499 503	25,5 %	6 480	21,64 %
05 ERPS	216 845	11,06 %	939	3,13 %
Total	1 740 635	88,76 %	13 668	45,64 %
74 Communautés paysannes	46 180	2,3 %	14 547	48,59 %
72 Groupements paysans	131 672	6,8 %	1 460	4,87 %
Total	177 852	9,1 %	16 007	53,46 %
261 Individuels	41 069	2,1 %	261	0,87 %

Ne sont pas incluses ici les 6 663 familles des communautés associées aux SAIS. Dans la pratique, elles ne reçoivent pas de bénéfices significatives des entreprises. On ne doit pas les considérer comme des famille « "bénéficiaires » (ceci est général pour toutes les SAIS du pays).

Ce tableau de la « Direction. Général de la Réforme Agraire » de décembre 1983 montre comment 23 SAIS ont 52,20 % des terres adjugées représentant seulement 20,87 % de familles, alors que 74 communautés paysannes avec 48,59 % des familles détiennent 2,30 % des terres.

D'un autre côté, les entreprises associatives qui comptaient 45,64 % de familles bénéficiaires, ont 88,76 % des terres adjugées, alors que les communautés et les groupes paysans avec 61,46 % des familles ont reçu seulement 9,10 % des terres/

C'est le grand problème de fond de la Sierra, le principal même si ce n'est pas le seul ; ce n'est pas une « autre dimension de l'injustice », c'est la semi-féodalité subsistante avec sa trilogie de terre, servitude et caciquisme et cela ne se résout avec aucune loi du vieil État, sinon avec les paysans sous la direction du Parti Communiste, conquérant et défendant la terre, les armes à In main au moyen de la guerre populaire comme on est déjà en train de le voir sur notre propre sol.

Mais voyons l'autre partie de « l'injustice », la question du chômage et du sous-emploi. Si nous consultons le « Résumé Statistique de 1985 » de « l'Institut National de Statistiques » lui-même, nous voyons :

TAUX DE CHÔMAGE, DE SOUS-EMPLOI ET D'EMPLOIS, AGRICOLES ET NON AGRICOLES :1980-1985 (CHIFFRES RELATIFS)

NIVEAU DE CHÔMAGE	1980	1981	1982	1983	1984	1985
TAUX DE CHÔMAGE	7	6,8	7	9,2	10,9	11,8
- AGRICOLE	0,8	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3
- NON AGRICOLE	10,9	10,4	10,7	13,9	16,4	18,4
TAUX DE SOUS-EMPLOIS	51,2	48,7	49,9	53,3	54,2	54,1
- AGRICOLE	68,2	61,5	60,9	67,5	63,2	60,4
- NON AGRICOLE	41,4	40,3	43,9	45,8	49,6	50,5
TAUX D'EMPLOIS ADÉOUAT	41,8	45,3	43,1	37,5	34,9	34,1
- AGRICOLE	31,5	38,2	38,8	32,2	36,5	39,3
- NON AGRICOLE	47,7	49,3	45,4	40,3	34	31,1

On voit clairement comment s'accroissent le chômage et le sous-emploi ; le premier est passé de 7 % en 1980 à 11,84 en 1985 ; mais ce qui ressort davantage, c'est que dans le secteur non agricole, concrètement dans les villes ce taux a fait un bond de 10,99 % à 18,4 % ces mêmes années.

Le sous-emploi est passé de 51,2 % en 1980 à 54,1 % en 1985, mais il touche autant la campagne que la ville avec le particularité que tandis qu'à la campagne il a baissé de 68,2 % à 60,49 % dans les mêmes années, à la ville, il s'est élevé de 41,4 % à 50,5 %.

Est-cela une autre forme « d'injustice » ? Absolument pas, c'est seulement la conséquence nécessaire du caduque système semi-féodal et semi-colonial dans lequel se développe le capitalisme bureaucratique et la conséquence de la crise que nous supportons.

C'est la nécessité du système social néfaste qui pour pouvoir se maintenir condamne à la famine les 2/3 de sa population, la nécessité d'un système pourri qui étouffe la population péruvienne, les masses populaires dans l'étroitesse d'un revenu par habitant semblable à celui des années 1960, d'un système social qui, pour survivre, a besoin chaque fois d'un État plus militarisé et bureaucraté et qui de façon péremptoire arrive à l'endroit le plus éloigné et aux masses les plus pauvres pour contrôler leur explosion révolutionnaire et leur incorporation à la guerre populaire, pour être prêt à réprimer le peuple dans le sang et le feu en continuant son génocide.

C'est cela que cache Alan Garcia avec son « qu'administrera l'État s'il n'y a pas de production dans le pays ? » et « que l'État arrive jusqu'au paysan des communautés et aux sans-emplois ».

Finalement, voyons la dernière composante de la trinité des injustices, pontificalement consacrée par Garcia Pérez ; nous la traiterons par parties étant donné son importance, en suivant le discours dont nous avons déjà parlé : « Mais l'injustice au Pérou ne consiste pas seulement en une injustice

entre les régions et entre les secteurs de la marche économique. C'est aussi une profonde injustice sociale. J'ai parlé d'une pyramide symbolique. Au sommet, 2% de la population obtient les meilleurs revenus au moyen de ses entreprises monopolistiques et grâce à la propriété des moyens de production. Très souvent cette richesse, résultant de l'effort, du Pérou, a été obtenue, grâce à la famine des péruviens... ».

Remarquons que c'est ici que nous tombons sur la pyramide magique, tant traînée et utilisée dont nous dépouillerons le symbole.

Considérons le « sommet des 2% de la population », qu'est et que cela signifie, ici dans le pays selon l'idéologie du prolétariat ?

Bien sur le noyau des classes exploiteuses : la grande bourgeoisie (avec ses deux factions, compradore et bureaucratique) et les propriétaires fonciers, ainsi que les représentants les plus directs de la domination impérialiste, principalement yankee; ils sont l'expression concentrée des trois montagnes qui oppriment le peuple et, en conséquence, la représentation centrale de cette minorité (calculée à 10% environ) dont le pouvoir doit être complètement détruit au moins en ce qui concerne l'aspect politique et économique, pour accomplir l'étape démocratique de la révolution.

L'essentielle de la question pourtant n'est pas « 2 % », mais son caractère de classe ; de même, le problème n'est pas simplement « qu'ils obtiennent les meilleurs revenus au moyen de leurs entreprises monopolistiques et grâce à la propriété des moyens de production » comme le dit démagogiquement le discours, mais qu'ils font partie intégrante des trois cibles de la révolution démocratique : l'impérialisme, le capitalisme bureaucratique et la semi-féodalité, évidemment monopolistes et exploiteurs dans la mesure qu'ils se sont appropriés les plus importants moyens sociaux de production de la société péruvienne, la richesse que le peuple, les masses, les exploités ont produits et qui leur a été et continue de leur être arrachées à force d'exploitation et d'oppression, et qui vivent en suçant quotidiennement le sang du peuple tandis qu'ils le plongent davantage dans la famine et la misère.

« Mais j'ai dit aussi, continue celui qui se fait passer pour le président, que l'État pour garantir un modèle de domination et pour garder la richesse de ces 2 % s'est converti aussi en un instrument d'injuste concentration des revenus. Dans une espèce de paravent bureaucratique défenseur des plus puissants et ainsi il est devenu improductif et centraliste. Il a donné des postes de travail, mais plus que ce qui a été nécessaire, parfois pour financer la clientèle électorale et dans d'autres cas pour créer des noyaux de richesse bureaucratique ».

Une fois de plus avec ses fameuses « injustices », après avoir dissimulé la lutte des classes, il a distordu et embrouillé le problème fondamental de l'État.

Que prétend Garcia ? Réduire la question au fait que l'État péruvien « s'est converti en un instrument d'injustice (une fois de plus sa parole magique), concentration de revenus » créant trop de postes, « pour payer la clientèle électorale » devenant ainsi « improductif et centraliste », « pour garantir un modèle de domination ».

Ainsi, la réponse serait, moins de bureaucratie et la décentralisation propagandisée, il y a déjà des années, camouflant ainsi le fond et le principal : la fonction des forces armées.

« Deux institutions sont les plus caractéristiques de cet appareil d'État : la bureaucratie et l'armée permanente... La bureaucratie et l'armée permanente sont un « parasite » collé au corps de la

société bourgeoise, un parasite engendré par les contradictions internes qui divisent cette société mais, précisément parasite qui « obstrue » les pores vitaux », comme nous l'enseignait Lénine, soulignant en plus : « Et en particulier l'impérialisme... révèle un extraordinaire renforcement de la « machine d'Etat », un développement inouï de son appareil bureaucratique et militaire en relation à l'augmentation de la répression contre le prolétariat ».

A cela il faut ajouter cette grande synthèse du Président Mao Zedong : « Avec le fusil, on peut tout obtenir. Du point de vue de la doctrine marxiste sur l'État, l'armée est la partie constitutive principal du pouvoir d'État ».

C'est la forme véritable et scientifique pour analyser le problème en soulignant comment l'homme des dites « injustices », en plus de nier le processus historique de l'État spécialement sous l'impérialisme, tait et occulte la composante principale, la source même du pouvoir réactionnaire, question de grande importance à plus forte raison dans un pays dans lequel révolution et contre-révolution s'affrontent les armes à la main.

Pour cette raison nous continuons d'insister sur la thèse marxiste : « l'armée permanente et la police sont les instruments fondamentaux de la force du Pouvoir d'Etat. Mais est-ce que, par hasard, il peut en être autrement ? ».

Après les fables que nous avons déjà vues, Garcia Pérez nous montre toute l'essence réactionnaire de sa « pyramide symbolique » selon sa propre rhétorique démagogique : « mais par ce chemin, l'État est allé en s'endettant, et en endettant le Pérou et presque toute la dette est reportée sur les 30% supérieurs de la population urbaine, les secteurs industriels et administratifs du pays ».

« Mais à la base, il y a 70% de population marginale agricole et paysanne, chômeur et petit commerçant ambulante, provincial et habitants des bidonvilles ».

Premièrement l'endettement de l'État Péruvien se manifeste dans les plans de développement d'emprunts et d'investissements que l'impérialisme impose aux nations opprimées comme la nôtre concordants avec les propres plans du développement du capitalisme bureaucratique et de l'évolution de la semi-féodalité que les exploiters développent à travers leur État.

Et si nous centrons notre attention depuis 1970 à aujourd'hui, période au cours de laquelle a considérablement augmenté la dette extérieure, nous voyons que de 1974 à 1983, l'accroissement économique du pays a été quasiment nul (0,1 %), tandis que celui des neuf années précédentes était à un taux moyen de 5,1 %.

Seulement, l'industrie était passée de 24,7% du PIB en 1970 à 25,1 % en 1980, pour baisser elle aussi à 22 % en 1984.

Le prolétariat manufacturier, qui représentait 14,6% de la force de travail, s'est réduit à 13,7 % en 1980.

Cela alors que, pendant que les bénéfices des entreprises en 1972 atteignaient 17,5 % du revenu national, elles s'élevèrent à 31,9 % en 1980 (et en 1979, davantage encore: 33,3 %).

Les salaires qui, en 1972, étaient de 51,2 % ont baissé à 39,3 % en 1980 ; rappelons-nous. que les salaires des fonctionnaires, sont ceux qui ont souffert la plus forte baisse et en complément de tout cet ensemble, la force de travail agricole est passée de 43,7 % en 1970 à seulement 35,4 % de

l'ensemble des forces de travail du pays en 1980, de la même façon que la production agricole en 1969 était de 14,34% du PIB et est maintenant tombée à 12,14 %.

Cependant cette réduction ne pouvant pas être assimilée par l'industrialisation provoqua nécessairement l'accroissement du secteur tertiaire qui est passé de 28,6 % en 1970 à 38,8 % en 1980.

Et ce phénomène s'observa également dans la capitale elle-même, le plus important centre industriel du pays, comme on le voit de façon évidente avec les chiffres suivants : en 1972, l'industrie occupait 19,1 % de la population économiquement active, mais en 1981, elle n'en occupe plus que 16,9 % pendant que les secteurs du commerce et services tertiaires occupent 48 % de la population économiquement active en 1972, atteignant 62 % en 1981.

De ce qui a été exposé précédemment on peut déduire que la dette extérieure et les plans appliqués, n'ont pas bénéficié « aux 30% supérieurs de la population urbaine, les secteurs industriels et administratifs du pays », mais à l'impérialisme, aux exploiters du pays et à leur État, comme on peut le voir dans l'accroissement des bénéfices des entreprises et du montant de la dette extérieure qui est passée d'environ 800 millions en 1969 à 16 milliards de dollars aujourd'hui.

Que prétend Garcia ?

Simplement, il veut défendre ce qu'il appelle son « sommet de 2% » ; dans son élucubration des « 30% supérieurs... », il veut refondre principalement le prolétariat, la petite bourgeoisie et la bourgeoisie nationale dans un bloc derrière lequel il veut cacher et protéger les intérêts des impérialistes, de la grande bourgeoisie et des propriétaires fonciers.

Et à ce faux regroupement, il veut opposer sa stupide invention démagogique des « 70 % de population marginale et paysanne, de chômeur, et petit commerçant ambulancier, provincial et habitants des bidonvilles », comme il se dégage du paragraphe suivant de son message au congrès : « L'État jusqu'à maintenant n'est pas le leur, parce que jusqu'à aujourd'hui il en a enrichi très peu et a atteint d'autres avec peu d'offres en ce qui concerne l'emploi, la santé et les services, mais il fut étranger de ces 70 % desquels, je pense, dépend le futur de l'histoire nationale. Nous devons donner une solution au conflit social qui oppose d'un côté ceux qui sont les propriétaires des moyens de production, ainsi que leurs groupes subsidiaires publics ou privés et de l'autre côté, les déshérités qui sont l'immense majorité ». (Souligné par nous).

C'est là l'essence réactionnaire que renferme la « pyramide symbolique » de celui qui se fait passer pour président: autour de ses « 2% » de monopolistes et propriétaires des moyens sociaux de production, il construit ses « 30% supérieurs » et à ceux-ci il oppose son élaboration des « 70% de population marginale ».

Ainsi surgissent les deux aspects de sa pyramide, les deux composantes de la contradiction qui crée le « conflit social » selon lui : « les propriétaires des moyens de production ainsi que leurs groupes subsidiaires publics ou privés » d'une part et d'autre part « les déshérités qui sont l'immense majorité » ; mais comme 'nous devons solutionner le conflit social qui les oppose', que vise alors toute cette « pyramide symbolique » ?

Défendre les exploiters et oppresseurs de notre peuple, le reste n'est qu'élucubration, rhétorique et démagogie; finalement les mêmes vieilles idées de l'Apra maquillées à la nouvelle mode sociologique scientifique et embrouillée qui achève sa trinité, résolvant le problème de l'État péruvien

avec une déclaration : « Je déclare et cela est mon engagement qu'à partir d'aujourd'hui, l'État appartient à tous les Péruviens », et que si personne n'a parlé en faveur des paysans des communautés et des sans-emplois, à partir d'aujourd'hui l'État parlera en leur nom pour la bien et la justice » (souligné par nous.).

Après un an de tous ces discours, ceux qui ont cru à ces mensonges, ces hypocrisies et ces arrogances et confrontent la réalité quotidienne du pays ne peuvent que comprendre chaque fois mieux ce que le marxisme, la conception du prolétariat enseigne : « l'État est une machine pour maintenir la domination d'une classe sur une autre », parce que « l'État est le produit et la manifestation du caractère irréconciliable des contradictions de classe. L'État surgit à l'endroit, au moment au degré dans lesquels les contradictions de classe ne peuvent, objectivement, se concilier. Et vice-versa : l'existence de l'État démontre que les contradictions de classe sont irréconciliables ».

En conclusion, les trois dites « injustices » nient évidemment le caractère de la société péruvienne, les classes, la lutte des classes qui existe en elle et principalement le caractère de l'État Péruvien de dictature des propriétaires terriens-bourgeoisie bureaucratique, ainsi que la nécessité de la violence révolutionnaire pour faire tomber le vieil État et les exploités, pour commencer à développer la nouvelle société.

Et en partant de là, il propose sa soit-disant « révolution démocratique » qu'il présente ainsi dans son message déjà cité : « Ce que je viens affirmer, c'est quelque chose de différent, ce dont le Pérou a besoin, c'est d'une révolution démocratique, une restructuration historique qui dynamise la base profonde et libère les forces sociales ignorées jusqu'à aujourd'hui ».

« Je propose d'encourager l'agriculture où des millions de péruviens vivent comme il y a des siècles, pour que ces terres abandonnées, sans semences, sans engrais, sans tracteurs, ces terres cultivées tous les huit ans, produisent les aliments qu'aujourd'hui nous achetons à l'étranger ».

« C'est cela la réactivation sociale productive. Je propose deuxièmement que les centaines de milliers de bras de chômeurs et de sous-employés des bidonvilles puissent avoir quelque accès au revenu et à l'emploi. C'est cela la réactivation sociale de la consommation ».

« Et ainsi, alors que nous aurons fait le lien dans tes bases de la société, entre la production agricole et la consommation de ceux qui maintenant ne peuvent pas manger par manque de travail, un Pérou différent se mettra en marche et ce sera alors le marché national auquel pourront parvenir les produits de l'industrie de la capitale qui, peu à peu de nos jours s'éteint par manque d'acheteurs. Et alors, l'administration publique dont la majeure partie est à Lima et qui maintenant apparaît comme administrant un pays improductif, aura un sens historique dans un pays réactivé à partir de ses propres bases. » (souligné par nous)

« ... si nous ne nous décidons pas pour le changement de la situation dans peu de temps, elle sera mille fois pire avec plus de violence, plus de récession et plus de chômage. »

Est-ce cela la révolution démocratique dont la société péruvienne a besoin, celle qui exige de renverser l'impérialisme, le capitalisme bureaucratique et la semi-féodalité dans le pays au moyen de la guerre populaire comme elle est en train de se dérouler depuis 6 ans ?

Non, absolument pas. Au contraire il y a de vives coïncidences avec des problèmes antérieurs signalés et des solutions proposées il y a des décennies.

Il suffit de se rappeler quelques énoncés du « Plan de développement économique et social 1967-1970 », approuvé par le premier gouvernement de Belaunde ou on disait par exemple : « En général, si on ne corrige pas les actuelles tendances de l'économie et qu'on ne les dirige pas fermement vers de nouvelles directions... cela peut occasionner des tensions sérieuses avec des résultats économiques, politiques et sociaux imprévisibles... », ainsi, que tenir « compte du fait que les principales décisions politiques pour le développement économique se réfèrent normalement au processus de formation du capital... établissant des limitations dans la consommation des biens de luxe dans le but de libérer le capital pour le destiner aux investissements qui puissent être attirants à partir de stimulations appropriées » ; l'importance donnée au développement de l'agriculture considérée comme secteur stratégique pour réduire l'importation de produits agricoles et principalement pour l'extension du marché national « indispensable au processus de croissance et d'expansion de l'industrie », pour lequel sont nécessaires « des changements structureaux » et « concentrer directement et indirectement l'action de l'État dans le secteur agricole ».

Un autre énoncé fondamental du plan était le développement de l'industrie soulignant que « l'industrie présente en ce moment une haute dépendance en ce qui concerne les matières premières importées » ; en considérant tué financièrement « le rôle de l'État dans le plan apparaît comme celui d'un organisme de transfert des revenus de consommation, spécifiquement, des zones urbaines, vers l'investissement. Du point de vue de la distribution des revenus, c'est, une façon de transférer les revenus de la ville à la campagne ».

Et parmi d'autres problèmes, l'organisation de la Coopération Populaire orientée précisément vers les dites masses marginalisées.

Et finalement, pour conclure, nous transcrivons deux citations, extraites de discours du général Velasco Alvarado : « En soutenant et, en défendant une politique nationaliste et fermement révolutionnaire, nous accomplissons un haut devoir de patriotisme. Nous pensons que notre pays ne peut atteindre ni sécurité, ni grandeur, sans toucher à ses vieilles structures de discrimination des majorités nationales. Nous aspirons à la création d'un ordre social véritablement libre et juste que nous considérons incompatible avec la survivance des déséquilibres qui ont fait de notre pays, une nation de profondes injustices », avril 1969.

« Quand, en différentes occasions, nous avons dit qu'un des buts principaux de notre mouvement, c'est la relance ferme de l'industrialisation, nous avons dit la vérité. Le Pérou n'avait aucun futur industriel à l'intérieur des structures traditionnelles. Le sous-développement qui a été imposé à ce pays par les groupes détenteurs de pouvoir, sans aucun sens de l'histoire, a rendu impossible la création d'un véritable appareil industriel. Les déséquilibres du sous-développement se sont toujours induit par l'existence de secteurs sociaux composés de millions de nos compatriotes dont le pouvoir d'achat très bas ne leur a jamais permis de constituer le marché intérieur indispensable à l'affermissement d'une industrie véritablement péruvienne ».

« Cela fut précisément une des motivations de la réforme agraire. Elle obéissait non seulement à la nécessité de transformer la possession de la terre, injuste et inégale, mais aussi à la nécessité de redistribuer la richesse pour augmenter le pouvoir d'achat de ces paysans qui dans le futur, doivent être les consommateurs des produits manufacturés de la véritable industrie que nous n'avons jamais eue. »

« ... Une des pierres angulaires de la transformation structurelle que nous voulons réaliser, doit nécessairement être le développement accéléré de l'industrie... » (octobre 1969).

Que signifie tout cela ? Concrètement et simplement, ce sont des problèmes et des énoncés semblables que les gouvernements issus d'élections ou de coups d'état affrontent la société péruvienne en développant le capitalisme bureaucratique et en faisant évoluer la semi-féodalité, le tout à l'intérieur des conditions qu'impose l'impérialisme, principalement yankee et en faisant face aux situations concrètes qui se présentent, d'où leurs différences spécifiques, mais tous agissent pour le maintien et la défense de la dictature des propriétaires terriens et de la bourgeoisie bureaucratique qu'est l'État péruvien.

Voici, dans les grandes lignes, les fondements qui soutiennent le message de juillet 1985 de Garcia Pérez et sur lesquels s'appuie son soi-disant « Etat nationaliste, démocratique et populaire » et se déroule sa gestion gouvernementale.

L'autoproclamé « État nationaliste »

« Nous savons que pour faire la révolution démocratique nous devons être anti-impérialiste... » disait Garcia aux Nations Unies, mais nous ne pouvons pas être anti-impérialistes uniquement en défendant « la nation de la structure monopolistique de quelques entreprises », mais bien en combattant de front les monopoles qui sont la base économique de l'impérialisme, et encore moins en offrant des avantages au plus grand monopole pétrolier du monde comme les contrats avec l'Occidental Petroleum (OXY).

Personne ne peut se dire anti-impérialiste en soutenant que la dette extérieure, un des problèmes les plus graves et préoccupants qui frappe surtout les nations arriérées est un problème de « relation entre les pauvres et les riches » ou « entre le Nord et le Sud », alors que nous savons tous que c'est le problème brûlant de l'exportation de capitaux, une des caractéristiques de l'impérialisme, une expression de son caractère parasitaire de vivre sur la « tonte des coupons » comme nous l'enseignait Lénine, une preuve frappante et suffisante de la relation d'exploitation oppressive entre les pays impérialistes et les nations opprimées et plus encore, en mettant en avant la responsabilité partagée des nations opprimées par la dette accablante qui les écrase et les asphyxie.

On ne peut pas non plus être anti-impérialiste en prétendant soustraire le problème de la dette extérieure de la lutte mondiale des superpuissances pour l'hégémonie, et encore moins, affirmer qu'en se plaçant en dehors de cette querelle, en l'ignorant au fond, que cela revient au même que de la servir, au lieu de la combattre, de dénoncer la collusion et la lutte que mènent l'impérialisme yankee et le social-impérialisme, tandis qu'ils déchaînent des guerres contre-révolutionnaires en divers points du globe et préparent une troisième guerre mondiale, brandissant leur puissance atomique pour effrayer et paralyser la combativité des exploités et des opprimés.

De la même façon, on ne peut pas être anti-impérialiste en faisant appel à ces mêmes impérialistes, spécialement les Européens, pour aider les pauvres du monde et encore moins, en rêvant et en espérant trouver la compréhension et l'appui auprès des super-puissances elles-mêmes.

Et le faux anti-impérialisme se démasquera plus rapidement quand, en plus de servir les monopoles comme par exemple l'Occidental Petroleum (OXY) et en reconnaissant la dette, on s'engage à la payer, en invoquant faussement « faire honneur à nos engagements », quand se lève un cri de scandale dénonçant le agression impérialiste à cause de la suspension de la dite « aide militaire » qui ne sert qu'à former des officiers génocides comme Hurtado le dénommé « Camion » et d'autres de son espèce, exigeant son maintien avec l'appui de ses acolytes, aussi « anti-impérialistes » comme les chefs de l'auto-proclamée « Internationale Socialiste », de Castro et de la Gauche Unie

avec à sa tête Barrantes et, après avoir tant crié au scandale, finir par payer leurs versements en retard et rétablir « l'aide militaire » formatrice de ceux qui commettront les génocides.

D'avantage encore, quand en un défi bruyant, il décide de payer seulement 10 % des revenus des exportations et finit par payer 35,5 % ou 56,9 % durant le deuxième semestre de 1985 (14,7 % pour la dette publique, 6,4 % pour la Banque Centrale de Réserve et 35,8 % pour le secteur privé) comme le montrent les économistes.

Quand il menace de se retirer du néfaste Fond Monétaire International si ce dernier n'accepte pas telles conditions, mais ses conditions une fois refusées, il conclut qu'il est préférable de rester en son sein.

Il n'y a absolument pas de déloyal « État Nationaliste », mais bien un faux anti-impérialisme et un vrai pro-impérialisme.

L'autoproclamé « État démocratique »

« En deuxième lieu, le message de l'espoir dit pour quelques uns, nous avons besoin d'un État démocratique qu'il le soit non pas seulement par son origine électorale ou par son respect de la liberté d'opinion et d'expression, mais aussi par son rôle d'arbitre de la justice, mais fondamentalement par sa nouvelle structure organisationnelle ».

Premièrement, en ce qui concerne son « origine électorale », nous avons démontré dans les pages précédentes que l'actuel gouvernement de l'Apra a surgi en violant sa constitution et les lois électorales, que, en résumé, ce ne sont pas 50 % plus une voix qui ont voté pour lui comme l'exige dans ce pays la constitution.

Sa sélection étant alors le produit du concubinage de l'impérialisme yankee avec les classes exploiteuses locaux et l'aval des forces armées.

Ainsi Alan Garcia Pérez se fait passer pour président et en conséquence les ministres qu'il nomme et les fonctions que ceux-ci accomplissent, manquent de fondement légal, à l'intérieur même de son propre ordre juridique.

Le congrès de la République souffre également de graves problèmes liés au vote préférentiel autour duquel il y a eu de dénonciations des questions et de scandales non éclaircis jusqu'à aujourd'hui.

En ce qui concerne le « respect de la liberté d'opinion et d'expression », comme c'est normal à l'intérieur de l'ordre réactionnaire, c'est seulement pour les exploiters propriétaires de presque tous les moyens de communication de masse.

Mais ce qui ressort c'est la manipulation uniforme que le gouvernement de l'Apra a imposé dans ce domaine et nous en avons un exemple frappant et indéniable dans l'information qui a suivi le génocide du 19 juin contre les prisonniers de guerre ; à cela, en plus, la restriction indirecte et brutalement réalisée au grand jour contre quelques-uns des petits moyens de communication qui échappent au contrôle de l'État, les censures et persécutions contre le « Nuevo Diario » et des programmes de télévision sont des exemples clairs.

Pour ce qui reste, nous posons simplement une question, quand est-ce qu'un journal ou un moyen d'information quelconque a accepté de publier un communiqué dénonçant la persécution, la torture,

les disparitions et le génocide contre le peuple à part le journal dont nous venons de parler et la revue « Equis X » ?

Mais les libertés et 'les droits que les masses ont conquis, obligeant à les faire imprimer dans les lois, ne peuvent se réduire à la liberté d'opinion et d'expression ; l'inviolabilité du domicile et de la correspondance, le droit de se réunir, de s'organiser, le droit à la stabilité dans son travail, et aux avantages sociaux, etc... et celui d'enterrer ses morts, sont-ils respectés dans le pays, dans ce soit-disant « État Démocratique » ?

Et cela sans parler de l'état d'urgence, du couvre-feu avec toutes ses implications, de la sacro-sainte « défense de l'ordre ».

Et a propos de l'État « comme arbitre de justice », il suffira de demander aux ouvriers de Sima, Moraveco, aux mineurs de Canarias et Pasco, aux membres du Cite, Sutep, aux médecins, aux travailleurs de canne à sucre de tout le pays et aux peuples de Puno, de Cusco et San Martin, et aux habitants des bidonvilles comme ceux de Garagay et que dire encore de l'état en tant qu'« arbitre de justice » face à ses agissements à Aqomarca, Lurigancho et au dernier génocide des trois lumineuses tranchées de combat et que dire encore des frénétiques paroles d'Alan Garcia « ça suffit ! Je n'ai plus de patience ! » contre les luttes des ouvriers et des travailleurs et toute la répression déclenchée par le gouvernement de l'Apra depuis le début de sa gestion.

Tout cela fait partie du plan de rétablissement de « l'ordre national et du retour au principe d'autorité » et de « si ceux qui ne veulent pas entendre, tombent dans l'agitation, l'ordre de l'État saura sanctionner en appliquant la discipline légale avec fermeté et énergie... il ne peut pas y avoir une conduite hésitante qui soit propice au désordre mais une ferme décision... » comme il l'a dit dans le message de 1985.

Mais ce qui mérité plus d'attention c'est l'affirmation: « ... État démocratique... fondamentalement par sa nouvelle structure organisationnelle ».

L'État péruvien est conçu principalement comme une « démocratie représentative » bourgeoise c'est-à-dire parlementaire, alors que signifie « nouvelle structure organisationnelle » ?

Tout simplement de lui donner une structure corporative à travers la « décentralisation et déconcentration », la régionalisation, comités de développement, microrégions et « communautés paysannes comme base sociale » et le « Congrès Économique National », auxquels s'ajoutent le travail d'organisation principalement avec les dites masses marginales des bidonvilles et de la paysannerie du « trapèze des Andes ».

A cela servent les organismes et la fédération des bidonvilles qu'ils planifient, ainsi que le « Rimanacuy », en plus de cela la prise par la force des « cantines populaires », des « clubs de mères » et l'activité avec les femmes au moyen de Son soi-disant « Programme d'Assistance Directe » et le « Conseil de Promotion de la Jeunesse » récemment créé.

A tout cela il faut ajouter l'emprise sur les « associations des professions libérales » etc.

Et, ce qu'on ne peut pas se passer de signaler : le parallélisme syndical et plus spécialement la formation de groupes de choc que l'Apra est en train de former de façon accélérée, ainsi que le mal qu'il se donne pour mettre face à face masses contre masses ,comme on a pu le voir dans l'utilisation du PAIT au cours des grèves d'enseignants et de médecins !

Mais la mise en place de truite structure corporative ne peut pas se détacher de la conception politique fasciste dont l'expression se voit deux la crise parlementaire, où s'enfonce chaque fois plus le pouvoir législatif, dans la négation systématique des droits, des libertés, dans les actions et les gestes de condottiere que montre Garcia Pérez, que ses acolytes les plus proches appellent de façon très significative « conducteur ».

En synthèse: y a-t-il un « Etat démocratique » : non, absolument pas, ce qui se passe et ce qui se prépare, c'est la substitution de l'ordre démocratique et représentatif par un réajustement social corporatif sous la direction d'une politique fasciste qui déjà ouvre la voie et s'exprime dans une perspective noire.

L'autoproclamé « État populaire »

« Mais, comme le dit le message de 1985, l'État populaire doit donner une réponse aux problèmes les plus immédiats et les plus graves dont souffre le pays ».

Comment fut conduite l'économie, au bénéfice des masses ?

Dans le même message, il signale déjà : « J'annonce parce que c'est mon devoir que nous mettrons en marche un sévère programme économique de gouvernement pour ordonner l'économie jusqu'à la transformation révolutionnaire... » (souligné par nous)

Dès que Garcia a assumé son mandat il fit un plan d'urgence, copié, bien qu'avec des différences, sur le plan argentin d'Alfonsín avec le critère appelé « ajustement-expansion » (critère qui comptait sur l'approbation de J. de Larosière, chef du FMI, et il faut rappeler que ce même plan fut créé pour s'ajuster au FMI).

Ce même plan dut être réajusté en octobre, puis en février et plus récemment en juillet dernier ; pour généraliser nous pouvons dire que, chaque fois plus, il a été réajusté aux nécessités de développer le capitalisme bureaucratique assujéti à l'impérialisme, principalement yankee et lié à la semi-féodalité, centré dans le but de surmonter la crise qui l'atteint depuis 1974 et recherchant la « relance économique » tant désirée.

Pendant longtemps fut propagé le grand succès de la « nouvelle économie » mise en marche, cependant la réalité est toute autre et a amené « l'appel à la réflexion » proposé par celui qui se fait passer pour président à faire face à la réalité pour finir avec le triomphalisme dominant durant des mois.

Voyons quelques points. On parle beaucoup de la grande réduction de l'inflation, mais aujourd'hui on voit que Belaunde avec les augmentations inflationnistes et la dévaluation à la fin de son gouvernement, rendit possible les dits « succès » du gouvernement actuel.

Mais comme le dit J. Iguiniz, lui-même, membre de la Gauche Unie : « Après un tel ensemble de mesures, ce qui est normal, c'est que l'inflation se stabilise et se réduise de la façon dont on l'a vu après les ajustements antérieurs ».

Le problème va toutefois plus loin, une telle politique anti-inflationniste finalement récessive devait générer « des augmentations de salaire réel beaucoup plus importantes que celles enregistrées » et en conséquence : « le gouvernement, en empêchant des augmentations plus importantes, a freiné la

relance ».

Ainsi, selon le même auteur, la réduction de l'inflation n'est donc pas le mérite réel du gouvernement de l'Apra et même, il a freiné les salaires et la relance tant vantée.

Mais si nous analysons davantage le problème des salaires réels de janvier 1986, nous voyons qu'ils ont été réduits de 89,4% par rapport au pouvoir d'achat de juillet 1985, les appointements des employés et des fonctionnaires firent un bond « étrangement supérieur à l'ensemble des salaires des ouvriers, celles sans négociations syndicales furent plus importantes que celles obtenues avec ; les premières augmentèrent de 8,8 % alors que les autres augmentèrent de 4,9 % . »

Comme le dit « Actualité Économique » : « Il est particulièrement évident que l'augmentation réelle des salaires de mai-février, obtenue sans négociation syndicale dans le secteur industriel est plus importante que les autres : 36,9 % contre 4,6 %! ».

Les orientations de classe et les objectifs du gouvernement de l'Apra sont parfaitement clairs ; l'augmentation du salaire minimum dont se vante tellement le gouvernement mérite d'être relevée : que sont 700 intis mensuels face au panier de la ménagère, uniquement en produits alimentaires, qui représente 2 586 intis ?

Et de combien est l'augmentation des prix alimentaires de juillet 1985 à juin 1986 ?

Eh bien, de 110,8 %, des aliments fondamentaux et communs à l'alimentation populaire des villes spécialement de la capitale ; augmentation de la quelle il faut déduire le lait, le pain, le sucre et le riz dont les prix furent contrôlés, mais qui, cependant, ont aussi augmenté et disparu du marché de nombreuses fois.

Et à la campagne, que s'est-il passé ?

Des plans importants spécialement créés pour le « trapèze des Andes » . On a décrété un intérêt zéro pour le « trapèze », mais le crédit ne parvient qu'à 8 ou 10% aux producteurs et précisément pas dans la Montagne.

Cela en plus du « Fond de Relance Agro-alimentaire et de la Sécurité Alimentaire » de 3 200 millions d'intis dont 80% vont aux produits cultivés sur la Côte.

Dans le « trapèze » concrètement, pas plus de 50 000 intis sont arrivés aux communautés, il ne fut pas précisé combien réellement.

Mais premièrement la moitié a été versée en espèces, et par l'intermédiaire des filtres habituels, le reste devra être remis en matériaux ; cela devrait servir, pour des œuvres communales mais que peut-on faire avec cette quantité ? et au bénéfice de qui ?

Il est facile de déduire que c'est pour ceux qui les contrôlent, spécialement les membres de l'Apra, utilisant le travail gratuit des paysans.

Rappelez-vous que la Coopération Populaire, au moyen aussi de ses soi-disant œuvres pour la communauté, ne parvenait à investir que 23% de l'apport, les 77% restant étant donnés par les paysans eux-mêmes avec leurs propres mains.

Et n'oublions pas que la Coopération Populaire continue d'exister.

Cependant nous ne devons pas oublier non plus le coup qu'a subi la production agricole nationale avec l'importante augmentation des importations de produits alimentaires ; il faut souligner le plan qui se veut de relance de la production alimentaire nationale, particulièrement celle des Andes, tout en la soumettant à des prix bas et au contrôle de l'État.

Montrons au grand jour aussi le PAIT, autre moyen dont se vante le gouvernement.

Il a fourni un emploi à environ 50 000 personnes en 1985, spécialement à Lima et dans les bidonvilles, 80% sont des femmes, qui sont payées au salaire minimum, dont une partie en nature,

C'est seulement comme le dit le gouvernement lui-même, une aide complémentaire, déjà appliquée dans d'autres pays et qui, nécessairement, entraîne un chômage plus important. Mais ici le PAIT est utilisé en plus comme un moyen pour organiser et pour contrôler les masses marginales afin de les utiliser contre d'autres masses.

Aujourd'hui on prétend l'étendre à 150 000 personnes dont 80 000 dans la Sierra et le reste sur la Côte, principalement à Lima.

On peut alors bien voir les buts politiques corporatifs qui au fond régissent le PAIT.

Il faut dénoncer toute l'agression contre le prolétariat et les travailleurs en général et souligner spécialement la dite « loi de sécurité de l'emploi » qui viole la constitution et ouvre de plus grandes possibilités de licenciement des ouvriers.

Mais le problème atteint une situation plus grave avec ce qui s'appelle « Programme d'emploi d'urgence » (PROEM) qui permet aux chefs d'entreprises privées ou d'État d'embaucher du personnel pour une durée allant jusqu'à deux ans en les payant le salaire minimum « avec les avantages de la loi » bien sûr ; ce qui impose d'employer environ les 2/3 de la population économiquement active, que sont les chômeurs et les sous-employés du pays, comme une grande armée d'affamés, jettes à la voracité de l'accumulation de capital qui les pressera le plus possible comme un citron jusqu'à l'écorce, dans le but d'une rentabilité maximum.

Tout cela en marge des lois en vigueur pour saboter les cahiers de revendications, détruire et diviser les syndicats et empêcher les grèves afin que la classe ouvrière et les travailleurs acceptent les miettes qui leur sont jetées et les reçoivent, en remerciant de tant du bonté leurs exploiters et « l'État populaire ».

Malgré tout ce qui se dit, ni la santé, ni l'éducation ne reçoivent davantage d'intérêt ; plus encore, violant ainsi la constitution, les services de la Sécurité Sociale se refondent avec ceux du Ministère de la Santé, allant ainsi contre les intérêts des ouvriers et des travailleurs, afin de réduire les dépenses de l'État en matière de santé.

Pour ce qui est de l'éducation, elle est sous la coupe des enseignants et des autorités de l'Apra dans le but de la contrôler et ce qui, aujourd'hui est d'une grande importance, c'est que le gouvernement vise directement les universités de l'État, pour les contrôler aussi selon le vieux rêve de l'Apra, et c'est pour cela qu'il mène une campagne depuis des mois, disant que ce sont des « centres de terrorisme ».

Mais à tout cela s'ajoute une réduction de 500 millions de dollars cette année du revenu des exportations, et aussi l'augmentation des importations qui s'exprimait déjà en Juin, par un déficit de la balance commerciale lié à la diminution d'entrées de devises depuis février.

S'ajoute encore à cela, même si le gouvernement le nie, l'accroissement du déficit fiscal qui de façon évidente, dans ce pays, a toujours frappé le peuple ; à quoi s'additionnent inévitablement les problèmes amplifiés de la dette extérieure.

Mais il faut avoir la « foi » car « de la veille au lendemain les produits alimentaires ne se multiplieront pas... les salaires n'augmenteront pas non plus ... malgré cela, un gouvernement populaire commencera à affirmer la moralité nationale qui devra être sauvegardée par les institutions policières » selon le message bien connu.

Et nous connaissons déjà cette moralisation : la réorganisation des forces de polices en est le meilleur exemple.

Tout cela a amené Garcia Pérez à dire au cours de son récent discours de juillet de cette année (1986) : « Cette année a été difficile ses limitations et ses problèmes... mais la vérité, messieurs.. est que cette année a été une année difficile comme le seront les années à venir... Cependant au cours de ces 12 mois nous avons progressé dans le domaine social et économique et au niveau de la patience nationale ce qui est plus important » (souligné par nous).

En conclusion, c'est cela un « État populaire », qui ne sert absolument pas aux masses populaires ; c'est simplement la même dictature de classes, pro-impérialiste anti-démocratique et antipopulaire, tout le reste n'est que vieilles idées remises au goût du jour, un vieux vin dans de nouvelles outres, et une grande démagogie qui se développe vers la corporativisation de la société péruvienne sous une orientation politique fasciste, tirant des leçons des prédécesseurs nationaux.

LE GÉNOCIDE DES PRISONNIERS DE GUERRE DANS LES GLORIEUSES TRANCHÉES DE COMBAT

Malgré toutes les réunions entre les membres du CONAPLAN de l'Apra les chefs des forces armées et les assesseurs militaires pro-Velasco, le gouvernement réactionnaire de l'Apra n'a toujours pas montré sa « nouvelle stratégie antisubversive » dont il avait tant parlé.

Il a seulement suivi la stratégie contre-révolutionnaire analysé dans la première partie et a tout au plus augmenté ses appuis économiques, politiques et sociaux en donnant carte blanche aux forces armées pour le développement de la guerre contre-révolutionnaire avec l'appui des forces de police contre la guerre populaire au Pérou, qui continue et continuera à embraser et s'étendre.

Le gouvernement actuel a tout d'abord cherché à ignorer la guerre populaire, mais celle-ci lui a éclaté au visage avec le génocide d'Aqomarca dans lequel il a prétendu nier sa responsabilité en destituant le président du Commandement Conjoint des Forces Armées.

Mais tout cela était une mise en scène, en effet cette destitution, due à des divergences au sujet de l'entrée des troupes yankees dans la Forêt amazonienne, avait été décidée une semaine auparavant alors que les autres changements ont été décidés par le commandement militaire lui-même.

Cependant, nous devons rappeler que, quelques jours avant le génocide d'Aqomarca, le général Jarama, à l'époque chef de la deuxième région militaire, accompagné de cinq généraux, de huit

colonels et lieutenants colonels, s'est rendu à Ayacucho : pourquoi?

Sans aucun doute pour mettre en marche les plans mis sur pied par le conseil de défense nationale présidé par Garcia Pérez lui-même.

Les enquêtes mises en place sont restées sans suite, malgré toutes les preuves et comme nous l'avons vu, les bouchers Hurtado et Artaza ont été décorés et reconnus comme « héros de la démocratie ».

Ainsi les supposés destitutions et enquête sont deux parties d'une même manœuvre pour défendre spécialement au niveau international l'image de marque de « monsieur le président constitutionnel, chef suprême des forces armées et de la police » qui, aux Nations Unies, en septembre se vantait tel un paon vertueux : « Notre lettre de présentation devant le monde est, en tant que démocratie, le respect à la vie et aux droits de l'homme. Rien ne justifie la torture, les disparitions ou les exécutions sommaires. La barbarie ne peut se combattre par la barbarie ».

Que chacun compare les discours à la réalité !

Ces paroles s'accordent parfaitement avec celles prononcées le 28 juillet 1985. Il suffit de se souvenir de la dite « Commission de paix » ; à quoi a-t-elle servi, qu'a-t-elle fait et surtout comment s'est-elle terminée ?

Elle a coulé comme un bateau qui prenait l'eau dès le départ, en participant au dernier génocide de juin ; et souvenons-nous aussi de la direction de la Gauche Unie qui a solennellement signé un accord pour l'amnistie de ses prisonniers et qui espère toujours que Garcia respectera cet accord.

Ensuite a eu lieu le génocide de Lurigancho d'octobre 1985, à la suite duquel le gouvernement réactionnaire de l'Apra a monté la grande comédie de la « capitulation massive des sendéristes » à Llochegua et Corazon-Pampa, province de La Mar, département d'Ayacucho.

Comme l'ont dit les médias, l'interview du « chef suprême » avec les « dirigeants repentis accueillis au palais gouvernemental fut une mise en scène.

La scène a été filmée de loin de telle sorte que personne n'a rien entendu ni vu le visage de personne pour des « raisons compréhensibles de sécurité ».

De plus, la manipulation a été rapidement découverte lors de la publication des déclarations de l'officier de la marine qui avait participé dans l'opération qui servit de point de départ : « Le même Officier, interrogé par le correspondant, expliqua que la centaine de personnes, hommes, femmes et enfants ne s'est pas approché des bases de Corazon-Pampa et Llochegua mais qu'ils ont été regroupés par l'infanterie de marine dans les hauteurs des. montagnes et qu'ils ont été conduits vers les deux localités.

Lorsqu'on a demandé au lieutenant « Anibal » si les paysans portaient des armes au moment de leur arrestation, celui-ci a répondu par la négative... » (La Republica 25/X/85, souligné par nous)

Ainsi s'est passé la fameuse tromperie de la soit-disant « Capitulation ».

Cependant, ces plans, ces actions, ces génocides et ces manipulations font partie d'un des objectifs de l'Apra contre la guerre populaire.

En effet, on peut lire dans: « El Nacional » du 18/5/85 : « Dans les 100 premiers jours de son gouvernement, l'Apra a élaboré et approuvé par la commission Nationale du Plan, de Gouvernement (CONAPLAN) ».

Mais toutes ces manipulations et tous ces « objectifs » ont volé en éclats avec la mise en place de la nouvelle et forte offensive de la guerre populaire à la fin de la même année.

Le Commandement Conjoint, présidé par le commandant en chef de l'armée de terre, le général Guillermo Monzon Arrunategui, le correspondant de la marine de guerre, le vice-Amiral Victor Nicolini et celui de l'armée de l'air, le général Luis Abram Cavallerino et leurs conseillers, se sont vus dans l'obligation de se rendre plusieurs jours à Ayacucho début février 1986, pourquoi ?

Tout d'abord pour élaborer de nouveaux plans approuvés par le Conseil de Défense National dirigé par Garcia Pérez et pour lancer de nouvelles opérations, en particulier dans la zone du commandement politico-militaire N°5.

Comme nous l'avons vu dans la première partie, la guerre révolutionnaire s'est développée davantage, frappant violemment et durement même dans la capitale.

Le génocide de juin doit être replacé dans ce cadre général et dans le cadre spécifique du plan de génocide qui avait déjà été perpétré contre les prisonniers politiques des années auparavant.

Garcia Pérez voulait utiliser le premier anniversaire du gouvernement de l'Apra et la célébration du congrès de la dite « Internationale Socialiste » pour s'élever comme « dirigeant du tiers monde » et pour renforcer son gouvernement au niveau international en essayant de trouver un contrepois aux échecs de ses plans politiques et militaires à l'intérieur du pays et aux défaites de sa politique internationale.

Il faut ajouter à ce cadre les provocations systématiques qui furent intensifiées contre les prisonniers de guerre, non seulement en niant les accords signés par le gouvernement de Belaunde, mais aussi par le gouvernement de l'Apra lui-même, le 31 octobre 1985, dans lesquels la condition de « prisonniers spéciaux » avait été reconnue et un ensemble de droits correspondants aux droits garantis non seulement par la législation internationale adoptée par l'État Péruvien, mais aussi adoptée par sa propre Constitution et par ses lois, accords et droits conquis et défendus au prix de luttes fermes et acharnées puisqu'il n'existe aucun autre moyen valable et effectif de l'obtenir.

Des provocations ont aussi été organisées par la marine de guerre qui a effectué des incursions au « Fronton », a fait des vols de reconnaissance au-dessus la prison ; en plus, des hostilités ont été menées contre les familles et les défenseurs des prisonniers de guerre ; des menaces de mort et des matraquages ont été subis par les prisonniers juste avant leurs jugements.

De plus, la nouvelle campagne a débuté en raison du transfert de ces prisonniers au nouveau camp de concentration de Canto Grande, les déclarations des autorités pénitentiaires sur ce sujet, l'approbation du parlement en faveur du retour de prisonniers aux prisons de leur lieu d'origine, loi dont Alan Garcia avait remis la promulgation à plus tard.

On doit bien tenir compte de tout ce qui vient d'être dit, et voir clairement que le plan de génocide arrivait à un point extrême, le gouvernement de l'Apra et les forces armées réactionnaires cherchant par n'importe quel-moyen le moment politiquement le plus favorable pour fortifier la dénommée

« démocratie » et son gouvernement apriste, particulièrement Garcia Pérez et frapper la guerre populaire.

C'est dans ce contexte politique de dure lutte des classes sociales et du développement de la lutte armée dirigée par le parti et, en général, dans la perspective d'une lutte entre la révolution et la contre-révolution, principalement armée et qui se livre depuis plus de six ans, que les prisonniers de guerre se révoltent.

L'État réactionnaire péruvien, sous la direction politique de Garcia Pérez et de son gouvernement, à travers ses forces armées et de police, répond par un génocide, condamné par le monde entier' comme un barbare génocide, jetant ainsi à bas tel un château de sable le claironné prestige International d'Alan Garcia Pérez et provoquant, la plus grande crise gouvernementale qu'a connu l'Apra, intensifiant ainsi les contradictions au sein des réactionnaires et déstabilisant les institutions particulièrement politiques et plus spécialement-la Gauche Unie à la tête de laquelle se trouve l'apriste Barrantes, qui par sa proposition super-réactionnaire « front antiterroriste », s'est placé comme un complice et a frappé les masses populaires, le peuple, et dont la condamnation ne pourra être effacée.

Ainsi, les responsables récidivistes et impunis des génocides ont récolté la répudiation mondiale et une crise politique qu'ils ne parviennent pas apaiser et dont les répercussions auront une large perspective.

Le Parti Communiste du Pérou a émis en juin la résolution suivante :

« Prolétaires de tous les pays, unissez vous!

JOUR DE L'HÉROÏSME

RÉSOLUTION

Poursuivant la voie de son prédécesseur, le gouvernement réactionnaire de l'Apra a appliqué dès le début son plan génocide contre la guerre populaire, et l'a dissimulé sous une démagogie grandiloquente et l'appui complice de partis opportunistes du Parlement, comme le montrent les crimes perpétrés par les forces armées et policières de l'État Péruvien à Actomarca, Umaru, Bellavista et Llocllapampa.

La réaction a voulu viser de façon sinistre les prisonniers de guerre, planifiant l'anéantissement génocidaire concrétisé le 4 octobre 85 par l'assassinat lâche et brutal de trente combattants de la prison de Lurigancho : crime néfaste et impuni que seul le peuple triomphant châtier.

Le 18 juin 1986, les prisonniers de guerre du Fronton, de Lurigancho et du Callao se sont soulevés contre le nouveau génocide en marche, avant de dénoncer publiquement, devant les tribunaux et les autorités-mêmes, et de façon réitérée, la boucherie que le gouvernement et les forces armées préparaient ; ils se sont rebellés pour la défense de la révolution et de leur vie en présentant 26 revendications, à la fois très justes et très rationnelles.

Le 19, peu après la farce grotesque de la manipulation de la « commission de paix », le gouvernement de l'Apra, réactionnaire, ayant à sa tête Alan Garcia, a déchaîné les

opérations d'extermination les plus perverses et les plus sinistres, mobilisant l'Armée de Terre, la Marine, les Forces Aériennes et policières, sous les ordres du Commandement Conjoint.

Il a ainsi commis le plus infâme des génocides, assassinant des centaines de guérilleros et de fils du peuple prisonniers de guerre trempant une fois de plus les mains dans le sang ardent du peuple.

Que l'infamie tombe sur Alan Garcia, son Conseil des Ministres, son Commandement Conjoint, sur les forces armées et policières, infamie ineffaçable que le peuple n'oubliera pas et que lui seul sanctionnera !

Les combattants de l'Armée Populaire de Guérilla, prisonniers de guerre, en arborant « On a raison de se révolter », se sont battus vaillamment et héroïquement, scellant un jalon du chemin de l'héroïsme, du courage et de la vaillance que l'histoire gardera comme démonstration exemplaire, d'hommes héroïques que seule la guerre populaire est capable d'engendrer.

Ainsi, le 19 juin marque à jamais le JOUR DE L'HÉROÏSME ; le sang de ces héros fait déjà fructifier la révolution armée, l'enflammant davantage, s'élevant comme une monumentale bannière ondoyante et comme un cri de guerre inextinguible qui appelle à l'inévitable triomphe final.

La glorieuse mort belligérante des prisonniers de guerre s'ajoute au sang déjà versé et face à cette mort, nous les communistes, les combattants et les fils du peuple, armés, assumons l'engagement inébranlable de suivre leur exemple lumineux pour, en développant la guerre populaire servir la révolution mondiale, jusqu'à ce que la lumière Inextinguible du communisme s'installe dans le monde entier sous les bannières invincibles de Marx, Lénine et Mao Zedong, du marxisme-léninisme-maoïsme.

Gloire aux héros tombés au combat, vive la révolution!

Pérou, juin 1986

COMITE CENTRAL
PARTI COMMUNISTE DU PÉROU »

D'autre part nous devons faire en sorte que la vérité s'établisse et que les faits demeurent historiquement inscrits tel qu'ils se sont déroulés, puisqu'à personne n'échappent ces épisodes vécus, qui font partie déjà de notre histoire ineffaçable, et forçons-nous de les transmettre aux futures générations avec authenticité et qu'ils deviennent immortels.

Il s'agit en premier lieu de souligner la responsabilité d'Alan Garcia et des dirigeants du parti de l'Apra, le Conseil des Ministres, Commandement Conjoint, des forces armées et policières.

Il est évident que la principale responsabilité politique retombe tout d'abord sur Alan Garcia, car outre sa fonction présidentielle, il est le chef suprême des forces armées ; c'est Alan Garcia et son Conseil des Ministres qui ont décidé le génocide, jusqu'à l'extermination et il fut exécuté principalement par les forces armées sous la direction du Commandement Conjoint avec l'appui complémentaire des forces de police.

En deuxième lieu, que la direction de la Gauche Unie et principalement Barrantes, l'apriste qui est à sa tête, sont co-responsables, et plus particulièrement que le maire est complice car sa proposition d'un « front anti-terroriste » a servi irréfutablement à la mise en œuvre du génocide.

En troisième lieu, nous sommes tous au courant que les dirigeants des partis politiques et l'Église, ont été avertis de la situation et des mesures à prendre.

Et on peut se demander qu'est-ce qu'ils ont fait ? Leur silence, n'implique-t-il pas co-participation et pour certains, complicité ?

En quatrième lieu, on ne peut pas permettre les tergiversations rusées et même des imputations infâmes qui ont été divulguées par divers médias et organes de diffusion, dont un qui ne peut que nous étonner et provoquer répudiation, l'hebdomadaire « Amauta ».

Servons-nous ainsi le peuple ou la réaction ?

Les divergences ou contre-positions qu'on peut avoir ne peuvent en aucun cas se transformer en vile bassesse, d'autant plus quand il s'agit de combattants capables de donner leur vie pour leurs idées, ce qui ne peut que mériter le respect de tout homme de bien.

En cinquième lieu, ce génocide d'extermination est indéniablement un jalon dans la lutte des classes du pays et sa répercussion a engendré la plus grande crise gouvernementale de l'Apra jusqu'à maintenant, en provoquant une commotion nationale et internationale.

Il montre la caducité du système social régnant et l'irréfutable besoin de sa démolition totale et complète sans prendre en compte le temps qu'il faudra, car il est une nécessité historique mûre et, en plus, il a fait sauter le faux masque « nationaliste », « démocratique » et « populaire » de l'Apra et de celui qui se fait passer pour le président, nous montrant, à nous tous qui voulons vraiment voir, l'essence des choses, le chemin fasciste et corporatiste sur lequel a commencé à marcher le gouvernement apriste, et la voie dans laquelle il évoluera.

Finalement, l'action armée qui se développe depuis 1980, même si quelques uns ne veulent pas la voir pour des raisons diverses, nous montre de façon évidente qu'il se développe une guerre populaire comme ardente expression de la lutte des classes, soutenue indéniablement par les masses car autrement, sa persistance serait inexplicable : guerre populaire dirigée par le Parti Communiste du Pérou suivant le marxisme-léninisme-maoïsme, idéologie invaincue du prolétariat, il lutte pour servir son émancipation et celle du peuple au sein de la révolution mondiale.

Et que le génocide perpétré dans les Lumineuses Tranchées de Combats du Fronton, Lurigancho et Callao contre les militants du Parti, combattants de l'Armée Populaire de Guérilla et les fils du peuple qui luttaient avec nous est une partie indétachable de notre guerre populaire, et plus encore, un jalon de celle-ci ; avec leur rébellion ils ont bâti un monument que nous garderons toujours, comme le Jour de l'Héroïsme en gravant entre autres, les noms ineffaçable de nos camarades David Guevara Torres (Alejandro) y Victor Felipe Vidal Marino (José).

Par rapport aux antécédents du génocide nous devons considérer les diverses luttes dans les LTC, parmi elles la lutte conjointe du 13 juillet 85, avec laquelle on a obtenu le premier Acte, et le génocide du 4 octobre de la même année et son corollaire du 31, qui avait permis d'arracher au gouvernement apriste le deuxième Acte.

En ce qui concerne les faits est nécessaire une bonne chronologie des faits du 18 et 19 ; en plus la tendance générale est de ressortir les faits de Lurigancho, mais, sans nier sa transcendance, il est très important de remarquer ceux du Fronton, car en les cachant le gouvernement couvre la responsabilité de la Marine de Guerre, laquelle a exécuté un sinistre génocide, avec un répudiable acharnement, elle continue jusqu'à maintenant avec la disparition des cadavres des héros tombés.

Nous réitérons la responsabilité de l'Armée de Terre à Lurigancho, face à la prétention d'inculper la Garde Républicaine comme tête de turc, laquelle a une part de la responsabilité, mais pas la principale.

Il faut aussi souligner les Actes des autorités judiciaires et pénitentiaires, qui ayant commencé les pourparlers pour résoudre la situation, ont ensuite décliné leurs responsabilités, après avoir été laissé en marge, ce qui a permis leur substitution par des membres du corps juridique-militaire.

De la même façon, il faut éclaircir le rôle joué par la soit-disant « Commission de Paix », qui - manipulée ou consciemment a servi à monter la farce d'une inexistante médiation.

Quant à la situation après le génocide, il est essentiel d'analyser les Interventions de Garcia Pérez devant l'Internationale socialiste, à la télévision, et surtout dans sa pantomime à Lurigancho.

Connaissant les faits depuis le début, il a commencé à préparer toute une démagogie histrionique, en essayant de couvrir, tromper, et surtout, de sauver son image.

Il faut aussi remarquer que l'absence au début d'Alva Castro ne l'exempte pas du tout, de la responsabilité qu'il a en tant que président du Conseil des Ministres, pire encore si on tient compte de sa présence à Lurigancho et en connaissance des faits et de façon maligne il garde le silence pour se libérer de responsabilité.

Également, Gonzales Posada, ministre de la Justice à l'époque, est un des responsables directs, mais astucieusement il a présenté sa démission en invoquant une fausse « éthique » ; il se suffit de se souvenir d'un fait, après les événements du 15 janvier 1986 ,il avait dit .que les prisonniers accusés de terrorisme ne seraient pas amenés à la prison de Canto Grande, mais avec sa « démission » il prétend protéger son image pour l'avenir.

A partir de ces responsabilités: politiques, la responsabilité du général Monzon Arrunategui président du Commandement Conjoint, du vice-amiral Nicolini et du général Abram Cavallerino, membre du même organisme et de l'armée de terre, la marine de guerre et de la force aérienne, principalement chef des opérations et la responsabilité complémentaire des forces de police, aussi la responsabilité de ses chefs est évidente.

Ceci en accord avec la conception génocide d'extermination que leurs maîtres yankees leur ont apprise, ils ont planifié, organisé et exécuté le génocide d'extermination en violant même les lois élémentaires de la guerre consacrées universellement, comme celles de Genève.

Il est aussi indispensable d'analyser le comportement de la Commission Permanente du Congrès, laquelle de façon maligne a converti ce problème d'intérêt public en un secret et, plus encore, a reporté son traitement à la prochaine session parlementaire.

Il est très révélateur de regarder le comportement des divers partis qui la composent, plus

spécialement celui de la Gauche Unie, car son document présenté au sein de cette Commission condamne ceux qui se sont révoltés en défense de la révolution et de leurs vies, et elle convertit les droits des familles des héros tombés en prières humanitaires qu'il faut mendier.

Finalement, nous devons dénoncer devant le prolétariat et les peuples du monde le rôle dans ce génocide, joué par la soit-disant « Internationale Socialiste » ; souvenons-nous de ses origines dérivées du vieux révisionnisme, ceux qui lors de la première Guerre Mondiale furent les défenseurs de leurs bourgeoisies, et qui en prétextant « la défense de la patrie » conduisirent les masses à être de la chair à canon dans cette première grande guerre impérialiste de rapine, tout en s'opposant à la grande thèse de Lénine de convertir la guerre impérialiste mondiale en guerre révolutionnaire, laquelle, appliquée fermement triompha des renégats et concrétisa la Grande Révolution d'Octobre.

Il faut se souvenir de l'œuvre contre-révolutionnaire de la sociale démocratie, qui avec Ebert à sa tête, uni aux exploités et au militarisme allemand étouffa à feu et à sang la révolution allemande et sapa la révolution dans toute l'Europe, la plongeant encore plus dans le crétinisme parlementaire et devenant une des poutres de l'impérialisme et briseur de l'élan révolutionnaire du prolétariat et du peuple ; pour, à partir des années 1950, arrachant ces quelques termes marxistes qu'ils gardaient tels des formes, vides de contenu, comme des paravents pour continuer à trafiquer, et survivre comme partis sociaux-démocrates au service principalement de l'impérialisme européen, visant dans les dernières décennies, au service de leurs maîtres, à répandre leur influence, au niveau mondial particulièrement en Amérique latine, de là leur intérêt d'avoir Lima, pour siège de leur congrès.

Dénoncer principalement leur chef de bande Willy Brandt, pour sa sale et misérable défense de Garcia Pérez, en cherchant à le libérer de sa responsabilité de grand génocide tout en salissant la guerre populaire qui se livre dans le pays.

De la même façon Carlos Andres Pérez, guignol sanguinaire a aussi, à sang et feu, comme ses prédécesseurs, étouffé la lutte armée au Venezuela, et aujourd'hui, se faisant passer pour un démocrate, il a été défenseur du grand génocide Garcia et de l'Apra.

Ainsi, l'auto-proclamée « Internationale Socialiste » voulant servir de paravent au génocide de juin, n'a fait que continuer à se baigner dans le sang du prolétariat et du peuple et à cette occasion dans celui du prolétariat et du peuple péruvien avec les centaines de ses fils anéantis de façon barbare.

Mais en le faisant, elle a miné son congrès qui s'est déroulé précipitamment dans la commotion engendrée par le génocide qu'elle prétendait couvrir, accentuant ses propres contradictions internes pour, finalement terminer sans peine, ni gloire au milieu de la consternation, de changement de programme, de réunions, de suspensions de fraternisation et même avança sa clôture, malgré les milliers de soldats et de policiers qui gardaient fortement son lieu de réunion.

De cette manière, la rébellion et l'anéantissement qui suivirent servirent à démasquer une fois de plus le long et noire histoire de la rampante « Internationale Socialiste », avec une sanglante, violente et récente leçon qui nous montre clairement son essence pro-impérialiste et réactionnaire.

Après son génocide d'extermination, Garcia Pérez a cherché à se laver les mains, à jamais tachées de sang, en utilisant de grandes annonces publicitaires dans les principaux journaux du monde, tout en essayant de laver son image.

Tout cela a coûté 8 millions de dollars au peuple péruvien, mais en vain : aujourd'hui il continue cette activité en mentant cyniquement et de façon scandaleuse dans des « interviews » publiées dans des journaux étrangers, comme « El Nacional » de Caracas, où il dit « Non, la Marine (au Fronton) a seulement aidé à ouvrir des brèches avec des explosifs ».

Quand il parle des prisonniers de guerre fusillés à Lurigancho, il affirme : « C'est ce que nous avons dénoncé. On a arrêté 100 policiers pour ce crime qui sont maintenant dans une prison ordinaire ».

Néanmoins, tenant compte de l'échec politique, conséquence de ses propres graves erreurs, plus grandes ou égales à sa vanité, utilisant les mêmes concepts que Belaunde et les autres, il exprime la haine que lui inspire la révolution dans une déclaration récente à la revue nord américaine « Newsweek » : « 'Sentier Lumineux' est une explosion anarchique, cruelle, polpotienne, et pour cette raison, je suis furieusement anti-'Sentier Lumineux' ».

Mais derrière tout ce verbiage démagogique, la question de fond claire et concrète est que la guerre populaire est le problème principal auquel fait face l'État Péruvien et son gouvernement réactionnaire de l'Apra, comme l'a dit de façon éclatante « Monsieur le président constitutionnel et chef suprême des forces armées et de police » : « le premier obstacle pour notre démocratie est la violence subversive », discours de juillet 86, dans lequel, sachant très bien qui soutient l'Etat réactionnaire et lui-même, pour la énième fois il répète : « et voici mon salut et mon total soutien aux institutions des Forces Armées qui agissent en loyal respect et obéissance au gouvernement constitutionnel et aux forces policières... »(souligné par nous).

Depuis des années, mais surtout depuis le génocide, ont commencé les condamnations à la guerre populaire, condamnant aussi la violence révolutionnaire, arborant le pacifisme bourgeois, appelant les masses et accusant le Parti d'un sectarisme supposé.

A tous ceux qui sont capables de voir la réalité, plus à ceux qui ont l'obligation de la voir, et plus encore s'ils se réclament révolutionnaires et même marxistes, nous leurs proposons de penser de façon sérieuse et approfondie les citations suivantes et les expériences.

Sur le pacifisme.

es appels à la paix, nous nous demandons, ne coïncident-ils pas avec ceux de la « pacification » faites par les forces armées, ceux de Garcia Pérez, de l'Apra et des autres ?

Est-ce une coïncidence ? Non, souvenez-vous, que s'est-il passé en Uruguay dans les années 70 ?

Pour combattre le mouvement tupamaros, les forces répressives, elles aussi ont proposé le besoin de « pacification », et qu'a fait le révisionnisme, comme le dit son propre chef Rodney Arismendi ?

Il poussa au mouvement pour la paix, la justice, la démocratie et autres invocations ; et la conclusion, nous la connaissons tous, cela a seulement servi à écraser les tupamaros au bénéfice de la classe réactionnaire uruguayenne.

En conséquence, que veulent-ils dans notre pays ? L'écrasement de la guerre populaire ? Et au bénéfice de qui ?

Seulement ici se développe une guerre populaire, dirigé par un Parti Communiste qui applique le marxisme-léninisme-maoïsme, pensée guide ; nous ne sommes pas les tupamaros, nous avons une autre conception et tout ce qui en dérive.

Et méditons, à nouveau, très sérieusement les paroles suivantes de Lénine : « Le marxisme n'est pas le pacifisme. Il est indispensable de lutter pour que cesse le plus vite possible la guerre. Mais la revendication de la « paix » n'acquiert un sens prolétaire, que lorsqu'on appelle à la lutte révolutionnaire. Sans une série de révolutions la prétendue paix démocratique n'est rien qu'une utopie petite-bourgeoise » et « celui qui désire une paix stable et démocratique, doit se prononcer en faveur de la guerre civile contre les gouvernements et la Bourgeoisie ».

Sur la violence révolutionnaire, il faut tenir compte des paroles d'Engels que Lénine appelle « un réel panégyrique de la révolution violente » : « Mais que la violence joue encore dans l'histoire un autre rôle (en plus de celui d'agent du mal), un rôle révolutionnaire; que selon les paroles de Marx, elle est l'accoucheuse de toute vieille société qui en porte une nouvelle dans ses flancs, qu'elle est l'instrument grâce auquel le mouvement social s'ouvre une voie et met en pièces des formes politiques figées et mortes, de tout cela, pas un mot chez M. Dühring. Seulement au milieu des soupirs et des gémissements il admet que la violence est peut être nécessaire pour renverser le système d'exploitation, par malheur! Car tout emploi de la violence, selon lui, démoralise celui qui l'emploie. Et dire qu'on affirme cela en dépit de la grande avancée morale et intellectuelle qui fut la conséquence de toute révolution victorieuse ! Dire qu'on affirme cela en Allemagne ou le heurt violent, qui peut même être imposé au peuple, aurait tout au moins l'avantage d'extirper la servilité qui, à la suite de humiliation de la Guerre de trente ans, a pénétré la conscience nationale! Et dire que cette mentalité de prédicateur sans élan, sans saveur et sans force a la prétention de s'imposer au parti le plus révolutionnaire que connaisse l'histoire? ».

Et sur ce que Lénine nous apprenait : « Le besoin d'éduquer les masses systématiquement dans ceci, précisément dans cette idée de la révolution violente, c'est la base de toute la doctrine de Marx et Engels ».

Et aussi et surtout, il faut considérer très profondément la grande thèse du Président Mao Zedong : « La tâche centrale et la forme suprême de toute révolution, c'est la conquête du Pouvoir par la lutte armée, c'est résoudre le problème par la guerre. Ce principe révolutionnaire marxiste-léniniste est valable partout, en Chine comme dans les autres pays ».

« Qui a l'armée a le pouvoir et tout est décidé par la guerre ».

« Certains petits partis dont la création est plus récente, comme par exemple le Parti de la Jeunesse, ne possèdent pas de troupes, et c'est pourquoi ils n'arrivent à rien ».

« Dans d'autres pays, les partis bourgeois n'ont pas besoin d'avoir chacun des troupes sous leur commandement direct. Il n'en est pas de même en Chine.

Par suite du morcellement féodal, les groupements et partis politiques des propriétaires fonciers ou de la bourgeoisie qui possèdent les fusils détiennent aussi le pouvoir, et ceux qui ont le plus de fusils détiennent le plus grand pouvoir.

Agissant dans ces conditions, le parti du prolétariat doit bien saisir le fond de la question.

Les communistes ne luttent pas pour disposer personnellement d'une armée (ils ne doivent s'y efforcer en aucun cas, jamais ils ne doivent imiter Tchang Kouo-tao), mais ils luttent pour que le Parti dispose d'une armée, que le peuple dispose d'une armée.

Et maintenant qu'une guerre nationale de résistance est en cours, ils doivent lutter aussi pour que la nation dispose d'une armée.

Il va de soi que la naïveté dans cette question ne peut conduire à aucun résultat. Il n'est pas facile à notre peuple travailleur, qui a été victime, pendant des millénaires, du mensonge et de la terreur que faisaient régner les classes dirigeantes réactionnaires, de prendre conscience de l'importance qu'il y a pour lui à avoir un fusil entre les mains.

Le joug de l'impérialisme et la résistance de toute la nation contre les envahisseurs japonais ayant jeté le peuple travailleur dans l'arène de la guerre, il appartient aux communistes de devenir les dirigeants le plus conscients dans cette guerre.

Tous les communistes doivent assimiler cette vérité que « le pouvoir est au bout du fusil ». Notre principe, c'est: le Parti commande au fusil, et il est inadmissible que les fusils commandent au Parti.

Cependant, quand on a les fusils, on peut effectivement créer des organisations du Parti. Ainsi, dans la Chine du Nord, la Ville Armée de Route a créé une puissante organisation du Parti.

De même, on peut former des cadres, créer des écoles, développer la culture, organiser des mouvements de masse.

Tout ce qui existe à Yen-an e été créé à l'aide des fusils. Avec le fusil, on peut tout obtenir.

Du point de vue de la doctrine marxiste sur l'État, l'armée est la partie constitutive principale du Pouvoir d'État.

Celui qui veut s'emparer du Pouvoir d'État et le conserver doit posséder une forte armée.

Certains ironisent sur notre compte en nous traitant de partisans de « l'omnipotence de la guerre ».

Eh bien, oui! nous sommes pour l'omnipotence de la guerre révolutionnaire. Ce n'est pas mal faire, c'est bien faire, c'est être marxiste.

Les fusils des communistes russes ont créé le socialisme. Nous, nous voulons créer une république démocratique.

L'expérience de la lutte des classes à l'époque de l'impérialisme montre que la classe ouvrière et les masses travailleuses ne peuvent vaincre les classes armées de la bourgeoisie et des propriétaires fonciers que par la force des fusils.

En ce sens, on peut dire qu'il n'est possible de transformer le monde qu'avec le fusil.

Nous sommes pour l'abolition des guerres ; la guerre, nous ne la voulons pas.

Mais on ne peut abolir la guerre qu'au moyen de la guerre. Pour qu'il n'y ait plus de fusil, il faut prendre le fusil. »

Et, puisque nous parlons de cela, quand nous débattons d'autres problèmes fondamentaux, il n'est pas superflu d'analyser le profond sentiment des paroles de Lénine qui suivent : « L'opportuniste arrive seulement à penser à ce qui l'entoure, au milieu du philistinisme mesquin et de la stagnation

réformiste, à savoir : seulement les municipalités ! »

« L'opportuniste a perdu l'habitude de penser un tant soit peu à la révolution prolétarienne ».

A propos du problème de masses il faut étudier consciencieusement ce qui suit : « L'un des sophismes kautskistes les plus répandue consiste à se référer aux « masses ». Nous ne voulons pas, prétendent-ils, nous détacher des masses et des organisations de masse!

Mais réfléchissez à la façon dont Engels pose la question. Les « organisations de masses » des trade-unions anglaises étaient au XIXe siècle du côté du parti ouvrier bourgeois.

Marx et Engels ne recherchaient pas pour autant une conciliation avec ce dernier, mais le dénonçaient.

Ils n'oubliaient pas, premièrement, que les organisations des trade-unions englobent directement une minorité du prolétariat.

Dans l'Angleterre d'alors comme dans l'Allemagne d'aujourd'hui, les organisations ne rassemblent pas plus du cinquième du prolétariat.

On ne saurait penser sérieusement qu'il soit possible, en régime capitaliste, de faire entrer dans les organisations la majorité des prolétaires.

Deuxièmement, et c'est là, l'essentiel, il ne s'agit pas tant du nombre des adhérents à l'organisation que de la signification réelle, objective, de sa politique : cette politique représente-t-elle les masses, sert-elle les masses, c'est-à-dire vise-t-elle à les affranchir du capitalisme, ou bien représente-t-elle les intérêts de la minorité, sa conciliation avec le capitalisme ?

C'est précisément cette dernière conclusion qui était vraie pour l'Angleterre du XIXe siècle, et qui est vrai maintenant pour l'Allemagne, etc.

Engels fait une distinction entre le « parti ouvrier bourgeois » des vieilles trade-unions, la minorité privilégiée, et la « masse inférieure », la majorité véritable ; il en appelle à cette majorité qui n'est pas contaminée par la « respectabilité bourgeoise ».

Là est le fond de la tactique marxiste ! Nous ne pouvons - et personne ne peut - prévoir quelle est au juste la partie du prolétariat qui suit et suivra les social-chauvins et les opportunistes.

Seule la lutte le montrera, Seule la révolution socialiste en décidera finalement.

Mais ce que nous savons pertinemment, c'est que les « défenseurs de la patrie » dans la guerre impérialiste ne représentent qu'une minorité.

Et notre devoir, par conséquent, si nous voulons rester des socialistes, est d'aller au plus profond, vers les masses véritables : là est toute la signification de la lutte contre l'opportunisme et tout le contenu de cette lutte.

En montrant que les opportunistes et les social-chauvins trahissent en fait les intérêts de la masse, défendant les privilèges momentanés d'une minorité d'ouvriers, propageant les idées et l'influence bourgeoises et sont en fait les alliés et les agents de la bourgeoisie, nous apprenons aux masses à

discerner leurs véritables intérêts politiques et à lutter pour le socialisme et la révolution à travers les longues et douloureuses péripéties des guerres impérialistes et des armistices impérialistes.

Expliquer aux masses que la scission avec l'opportunisme est inévitable et nécessaire, les éduquer pour la révolution par une lutte implacable contre ce dernier, mettre à profit l'expérience de la guerre pour dévoiler toutes les ignominies de la politique ouvrière nationale libérale au lieu de les camoufler : telle est la seule ligne marxiste dans le mouvement ouvrier mondial ».

Et spécialement réfléchir profondément à cette grandiose vérité exprimé-par le Président Mao Zedong : « Le marxisme est composé de milliers de vérités, mais toutes se réduisent en une phrase : « On a raison de se révolter ». Pendant des siècles, on a dit : il est juste d'opprimer et d'exploiter le peuple, mais il est erroné de se rebeller. Le marxisme renverse la thèse. C'est une grande contribution, une thèse établie par Marx à partir de la lutte du prolétariat. En se fondant sur cette thèse, les gens résistent, combattent et œuvrent pour le socialisme. »

Pour finir, concernant notre soit-disant sectarisme, nous souhaitons rappeler ici Mariategui :

« Nous vivons une période de grande belligérance idéologique. Les hommes qui représentent une force de rénovation ne peuvent ni éventuellement ni fortuitement se concerter, ou se confondre avec ceux qui représentent une force conservatrice ou de régression.

Un abîme historique les sépare. Ils parlent un langage différent et n'ont pas la même approche de l'histoire ».

« On pense qu'il faut réunir les semblables et non les contraires. Il faut assembler ceux que l'histoire veut assembler. Ceci me paraît la seule coordination possible. La seule intelligence munie d'un sens historique précis et effectif ».

« Je suis révolutionnaire. Mais je crois que les hommes qui ont les idées claires et dont les positions sont bien définies peuvent s'entendre et s'apprécier très facilement même s'ils se combattent.

Le secteur politique avec lequel je ne m'entendrai jamais est l'autre secteur : celui du réformisme médiocre, du socialisme domestique, de la démocratie hypocrite ».

Voici, selon notre opinion, quelques problèmes fondamentaux survenus, suite à une année de gestion du gouvernement apriste. En résumé, concordant avec le processus et la perspective de la caduque société péruvienne subsistante et de l'État Péruvien réactionnaire, le parti de l'Apra, son gouvernement et Garcia Pérez qui en est la tête, développant ses propres contradictions, et suivant la conception politique fasciste, s'est lancé à organiser la corporativisation de la société et de l'État péruvien.

La clé de cette définition et perspective réactionnaire est la lutte persistante infaillible du peuple, des masses et des organisations qui assument réellement la défense des intérêts populaires, principalement la guerre populaire que dirige le Parti Communiste, et l'intensification de la lutte des classes dans la conjoncture concrète de la guerre populaire et la rébellion des prisonniers de guerre contre lesquels fut perpétré l'infâme génocide d'extermination qui, en dépassant les limites, a fini d'abattre la démagogie du faux « État nationaliste, démocratique et populaire » et permettant à l'Apra de faire le choix et faire éclater au grand jour son essence fasciste et corporatiste.

L'Apra sous la direction de Garcia Pérez a suivi la stratégie de s'appuyer sur les masses pauvres des

bidonvilles, de gagner le soutien de paysans pauvres, notamment de la région appelée « trapèze » andin, de ligoter la lutte du peuple en se servant spécialement de la Gauche Unie comme dernière roue du carrosse et en rassemblant toute la réaction sous ses ordres, d'isoler le prolétariat, de frapper les masses populaires et avoir pour cible la guerre populaire ; pour tout ceci il utilise la répression par l'intermédiaire des forces armées et de la police.

Aujourd'hui, toute cette stratégie va être encore renforcée, brandissant avec plus de démagogie ses mensonges d'État nationaliste, démocratique et populaire » et son pompeux anti-impérialisme verbal.

Au cours de l'année écoulée, la Gauche Unie s'est montrée un soutien du gouvernement apriste, surtout grâce au travail de Barrantes, l'apriste qui la dirige et l'orientation de sa direction nationale.

Et plus encore, dans la conjoncture récente de ces derniers mois, suite à la crise provoquée par le génocide et par sa réalisation, la Gauche Unie, malgré ses contradictions internes et surtout pour soigner son électorat, a continué à être ce qu'appelleraient les Anglais « L'opposition loyale de sa majesté », son fidèle écuyer contre vents et marées au nom de la si souvent invoquée « défense de la démocratie », et davantage « contre le coup d'État », vieilles raisons opportunistes accompagnées de l'électoratisme le plus déchaîné que notre histoire ait jamais brandi depuis le début de l'empire de Barrantes Lingan et ses hallebardiers.

Aujourd'hui, « une fois réglées les luttes internes », mais ses contradictions restant sous-jacentes, ainsi que celles entre l'Apra et la Gauche Unie, cette dernière se prépare aux élections municipales au sein desquelles, de même que l'Apra, elle essaie de rassembler le peuple pour l'éloigner des ses intérêts réels et du chemin correct.

Voici donc les six ans de guerre populaire telles des flammes déchaînées menée par le Parti avec l'appui des masses populaires, et en particulier la classe paysanne sous la puissante bannière du marxisme-léninisme-maoïsme, la seule conception universelle du prolétariat et de la pensée guide qui en est l'application à la réalité concrète de la révolution péruvienne.

Cette guerre populaire, qui dès le départ a servi la révolution prolétarienne mondiale et continuera à la servir, avec l'appui du prolétariat international et des peuples du monde, des révolutionnaires et des communistes vrais et tout spécialement du Mouvement Révolutionnaire Internationaliste auquel le Parti appartient ; par cette guerre qui continuera sans faillir, car comme nous l'a enseigné Marx, le drapeau de la révolution armée ne sera jamais abandonné, jusqu'à ce que le communisme s'installe, elle assume plus solennellement que jamais sous la direction du Parti son engagement de développer les bases pour l'émancipation du peuple péruvien, et ainsi avancer dans l'accomplissement du principal apport que le Parti Communiste du Pérou peut faire actuellement à la révolution mondiale.

Et le Parti qui dirige la guerre populaire, geste le plus grandiose du prolétariat et du peuple péruviens, lutte sans relâche, avec un sens historique profond pour que le marxisme-léninisme-maoïsme soit le pilote et le guide de la révolution mondiale, parce que seulement ainsi celle-ci avancera sûre et victorieuse, et avec le sentiment profond que nous transformerons le monde seulement avec des fusils, il lève la lutte pour que le prolétariat et les peuples du monde assument la guerre populaire comme étant l'unique, complète, et vraie doctrine militaire prolétarienne et la forme de lutte principale avec laquelle nous devons balayer l'impérialisme et la réaction de la face de la terre en l'appliquant, comme nous l'enseigne le Président Mao Zedong, aux conditions soit de la révolution démocratique, socialiste ou de la grande révolution culturelle prolétarienne et aux

spécificités de chaque révolution concrète ainsi qu'à la révolution mondiale considérée comme une unité.

Développer la guerre populaire pour servir la révolution mondiale !

Gloire au marxisme-léninisme-maoïsme !

Vive la révolution prolétarienne mondiale !

Vive le président Gonzalo !

**Comité Central
Parti Communiste du Pérou**

Pérou, août 1986